

Université Palacký
Faculté des Lettres
Département des Études romanes

DEUX OUVRAGES ENSEIGNANT LES FONDAMENTAUX
DE L'ÉCONOMIE ET DE LA FINANCE :
Analyse comparée de leur structure et de leur lien avec le monde actuel

MÉMOIRE DE MASTER

Odborná francouzština pro hospodářskou praxi

Directeur : Mgr. Jarmila Beková, Ph.D.

Auteur : Bc. Vendula Fricová

Olomouc 2013

Palacký University
Faculty of Arts
Departement of Romance studies

**COMPARATIVE ANALYSIS OF THE STRUCTURE OF TWO
BOOKS TEACHING THE ECONOMIC AND FINANCIAL BASICS
AND OF THEIR CONNECTION WITH THE REALITY**

M. A. THESIS

Odborná francouzština pro hospodářskou praxi

Supervisor: Mgr. Jarmila Beková, Ph.D.

Author: Bc. Vendula Fricová

Olomouc 2013

Já, níže podepsaná studentka, tímto čestně prohlašuji, že předložená práce je mým původním autorským dílem, které jsem vypracovala samostatně. Veškerou literaturu a další zdroje, z nichž jsem při zpracování čerpala, v práci řádně cituji a jsou uvedeny v seznamu použité literatury.

Je, soussignée, déclare avoir rédigé ce mémoire de licence d'une manière indépendante sous la direction de Madame Jarmila Beková. Tout les ouvrages et ressources que j'ai consultés sont dûment cités et figurent dans la bibliographie.

V Olomouci, dne
A Olomouc, le

.....
podpis / signature

Poděkování

Na tomto místě bych ráda poděkovala Mgr. Jarmile Bekové, Ph.D. za cenné odborné rady, konzultace a drahocenný čas, který mi věnovala při vedení mé diplomové práce.

Remerciements

Je tiens à exprimer mes plus vifs remerciements à Madame Jarmila Beková pour ses remarques et le temps qu'elle a consacré aux consultations de mon mémoire de master.

RÉSUMÉ

Le travail appartient au domaine de l'économie, de la finance et de la pédagogie. L'auteur traite le sujet de l'analyse comparée de deux ouvrages de l'éducation financière et de leur lien avec la situation actuelle en République tchèque et en France.

À la base des hypothèses prédéfinies et accompagnées des connaissances théoriques, l'auteur soumet à l'analyse comparée d'abord les définitions de l'éducation financière. Ensuite, les comportements et le niveau de connaissances et de compétences des Tchèques et des Français dans le domaine, issus des sondages nationaux, sont analysés et comparés. L'auteur se focalise aussi sur les différents concepts et les moyens d'intégration de l'éducation financière, et ses objectifs, dans des programmes gouvernementaux de l'éducation dans les deux pays.

La plus grande partie du travail est consacrée à l'analyse comparée des paramètres techniques et pédagogiques d'un ouvrage tchèque et d'un ouvrage français enseignant l'éducation financière aux étudiants de l'enseignement secondaire. Enfin, il est comparé jusqu'à quel point les ouvrages correspondent non seulement aux objectifs de la mise en place de l'éducation financière, mais aussi aux demandes du monde contemporain.

L'apport du travail consiste notamment à l'analyse comparée des ouvrages enseignant l'éducation financière, mais aussi à la comparaison des concepts et des moyens de sa mise en place. Grâce à ces analyses l'auteur propose de nombreuses possibilités d'amélioration des ouvrages vis-à-vis du monde actuel.

Mots clés: éducation financière, analyse comparée, manuel scolaire de l'éducation financière, connaissance, compétence, pédagogie, enseignement, programme gouvernemental de l'éducation, France, République tchèque.

ABSTRACT

This thesis touches the economic-finance and pedagogy field. The author is concerned with the comparative analysis of two financial education books and with their relationship to the contemporary situation in the Czech Republic and in France.

First of all, on the basis of defined hypothesis and theoretical knowledge, the author analyses and compares the definitions of financial education. The second object of the comparative analysis is the Czech and French behaviour and their level of knowledge of financial education based on several national surveys. The author also focuses on different concepts and ways of inclusion of financial education and their goals in governmental projects of education in both countries.

The largest part of the thesis is dedicated to the comparative analysis of some technical and content parameters of one Czech and one French financial education books for 15 to 18 year old students. Finally, the author compares how much their goals were achieved in comparison not only with the goals of the governmental projects of financial education but also with the demands of contemporary world.

The contribution of the paper consists especially in the comparative analysis of two financial education books, and also in the comparative analysis of financial education concepts and in the way of their inclusion in governmental projects of education. From the results of these comparative analyses, the author suggests possible improvements so that the education books reflect the contemporary situation in a better way.

Keywords: financial literacy, comparative analysis, financial education books, knowledge, competence, pedagogy, education, governemental project of education, France, Czech Republic.

ABSTRAKT

Předložená diplomová práce zasahuje do oblastí ekonomicko-finanční a pedagogické. Autor se zabývá srovnávací analýzou dvou učebnic finanční gramotnosti a jejich vztahu k současnému dění v České republice a ve Francii.

Autor na základě vyslovených hypotéz a teoretických poznatků nejprve analyzuje a srovnává definice finanční gramotnosti. Následně také analyzuje a srovnává chování a úroveň vědomostí Čechů a Francouzů v této oblasti na základě národních studií finanční gramotnosti. Autor se také zaměřuje se na rozdílné pojetí a začlenění finanční gramotnosti včetně jejích cílů do vládních programů vzdělanosti v obou zemích.

Nejrozshlejší část práce je věnována analýze a srovnání technických a obsahových parametrů dvou zástupců českých a francouzských učebnic finanční gramotnosti pro střední školy. Nakonec autor srovnává nejen míru naplnění cílů, pro které byly koncipovány, ale konfrontuje je i s požadavky současného světa.

Přínos práce spočívá zvláště ve srovnání učebnic finanční gramotnosti, a také ve srovnání jejích pojetí a způsobu jejího začlenění do vládních programů v obou zemích. Z výsledků těchto analýz autor formuluje četné možnosti vylepšení učebnic, tak aby lépe reflektovaly současné dění.

Klíčová slova: finanční gramotnost, srovnávací analýza, učebnice finanční gramotnosti, vědomost, kompetence, pedagogika, výuka, vládní program vzdělávání, Francie, Česká republika.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	11
1 HYPOTHÈSES	13
1.1 Hypothèses	13
1.2 Objet de l'analyse comparée	14
2 ÉDUCATION FINANCIÈRE ET DES TERMES APPARENTÉS	15
2.1 Éducation financière.....	15
2.1.1 Analyse comparée des définitions vs. nos hypothèses	16
2.2 Éducation économique	18
2.3 Connaissances et compétences.....	18
2.4 Comportement financier responsable et efficace	19
3 ACQUIS DE L'ÉDUCATION FINANCIÈRE.....	21
3.1 Interdisciplinarité de l'acquis	21
3.2 Contenu de l'acquis de l'éducation financière	22
3.2.1 Bases économiques et financières.....	22
3.2.2 Surplus pratique et pédagogique.....	22
4 APPORT DES INSTITUTIONS CONCERNÉES	24
4.1 Initiatives à l'échelle internationale	24
4.2 Initiatives en France	25
4.3 Initiatives en République tchèque	26
5 APPORT DES SONDAGES POUR L'ÉDUCATION FINANCIÈRE	28
5.1 A l'échelle internationale	28
5.2 En France	29
5.3 En République tchèque	30
5.4 Analyse comparée des sondages : France – Tchéquie en chiffres	31
5.4.1 Commentaire sur la comparaison des sondages	31
5.4.2 Les sondages et nos hypothèses.....	33
6 INTÉGRATION DE L'ÉDUCATION FINANCIÈRE DANS LE CADRE SCOLAIRE.....	36
6.1 Importance, rôle et objectifs de l'éducation financière.....	36
6.1.1 Importance de l'éducation financière	37
6.1.2 Rôle de l'éducation financière	38
6.1.3 Objectifs de l'éducation financière	39

6.2	Manière d'intégration de l'éducation financière dans le cadre scolaire.....	41
6.2.1	En France	41
6.2.2	En République tchèque	43
6.3	Compétences et connaissances cibles en France et en République tchèque	44
6.3.1	Analyse comparée des compétences et connaissances cibles en France et en République tchèque vs. notre hypothèse	45
7	ANALYSE COMPARÉE DES OUVRAGES – PARTIE TECHNIQUE.....	49
7.1	Présentation des ouvrages choisis	49
7.2	Procédé méthodique	51
7.3	Paramètres techniques	51
7.4	Paramètres contextuels.....	52
8	ANALYSE COMPARÉE DES OUVRAGES – PARTIE PÉDAGOGIQUE.....	53
8.1	Titres	53
8.2	Partie éditoriale	55
8.3	Structure des ouvrages	58
8.4	Textes	61
8.5	Illustrations.....	65
8.6	Acquis	68
8.6.1	Analyse comparée des connaissances prédéfinies et réelles des ouvrages vs. notre hypothèse	69
8.7	Méthodes, activités et exercices	71
8.8	Consignes	76
8.9	Évaluations.....	77
8.10	Fonctions	78
8.11	Objectifs	79
8.12	Évaluation globale des ouvrages, nos suggestions et remarques	80
9	LIEN AVEC LE MONDE ACTUEL VS. NOTRE HYPOTHÈSE.....	85
	CONCLUSION	88
	BIBLIOGRAPHIE.....	90
	LISTE DES ANNEXES.....	95

INTRODUCTION

Ce mémoire de master traitera le sujet de l'analyse comparée de deux ouvrages de l'éducation financière et de leur lien avec la situation actuelle en République tchèque et en France. Il s'agit d'un travail touchant à la fois le domaine de la pédagogie et à la fois le domaine l'économie et de la finance, tout en étant encadré par le domaine linguistique du français. La combinaison de ces trois domaines, qui nous sont particulièrement proches, a été un des motifs décisifs pour que nous choissions ce sujet. Il faut également souligner qu'il s'agit d'un sujet actuel et concret.

L'objectif primaire de notre travail consiste dans l'analyse comparée de deux ouvrages de l'éducation financière. Mais pour rendre le travail cohérent nous analyserons et comparerons également les définitions de l'éducation financière au niveau international ainsi qu'aux niveaux nationaux. Les comportements et le niveau de connaissances et de compétences des Tchèques et des Français dans ce domaine seront aussi analysés et comparés. Pour cela, nous nous servirons des sondages faites récemment en France et en République tchèque.

Nous nous focaliserons également sur les différences entre les concepts et entre les moyens d'intégration de l'éducation financière, y compris ses objectifs, dans des programmes gouvernementaux de l'éducation dans les deux pays. Cela nous permettra de découvrir les cadres législatifs tchèque et français qui servent de références pour les deux ouvrages de l'éducation financière. C'est pourquoi, avant de procéder à l'analyse comparée des deux ouvrages de l'éducation financière, il faut nécessairement présenter ces aspects-là.

La plus grande partie du travail est alors consacrée à l'analyse comparée des paramètres techniques et pédagogiques d'un ouvrage tchèque et d'un ouvrage français. Du côté tchèque, il s'agit de l'ouvrage des auteurs Zuzana Dvořáková, Luboš Smrčka et al., *Finanční vzdělávání pro střední školy se sbírkou řešených příkladů na CD* (L'éducation financière pour l'enseignement secondaire avec un cahier d'exercices et leurs corrigés en CD). Du côté français, il s'agit de l'ouvrage de Jacques Saraf et al., *Principes Fondamentaux de l'Économie et de la Gestion (Enseignement d'exploration 2e)*.

Les deux ouvrages sont destinés à être utilisés dans le cadre des enseignements de l'éducation financière pour les étudiants de l'enseignement secondaire en France ou en République tchèque. Nous avons choisi ce degré de l'éducation, car c'est notamment à l'entrée dans la vie adulte des élèves, où il faut les sensibiliser le plus à la prise

de responsabilités pour leurs décisions économiques et financières. C'est aussi parce qu'à cet âge-ci ils commencent à affronter pleinement la complexité du monde économique et financier.

À la fin de notre travail, nous comparerons jusqu'à quel point les ouvrages correspondent non seulement aux objectifs de la mise en place de l'éducation financière, mais aussi aux demandes du monde contemporain. Grâce à toutes ces analyses, nous pourrions éventuellement proposer des solutions et des suggestions d'amélioration.

Nos analyses comparées seront tout au long du travail accompagnées de connaissances théoriques, et au fur et à mesure, elles apporteront les réponses aux hypothèses prédéfinies dans le premier chapitre. Le caractère comparatif du travail explique pourquoi notre travail ne peut pas être clairement divisé en parties théorique et pratique. C'est pourquoi notre travail contient des chapitres organisés de manière à ce qu'ils puissent répondre successivement à nos hypothèses.

Nous commencerons d'abord par la définition de nos hypothèses. Dans le deuxième chapitre, nous passerons à la présentation des termes de base de l'éducation financière. Le troisième chapitre présentera la multidisciplinarité de l'acquis de l'éducation financière. Dans les chapitres quatre et cinq, nous verrons l'apport des institutions concernées de l'éducation financière et aussi l'apport des sondages menés pour connaître le niveau de l'éducation financière en France et en République tchèque. Le sixième chapitre présente comment, sur la base des résultats des sondages nationaux, l'éducation financière est intégrée dans les programmes gouvernementaux dans les deux pays. En connaissant les cadres législatifs, nous analyserons et comparerons les deux ouvrages de l'éducation financière dans les chapitres sept et huit. Le dernier chapitre sera consacré au lien entre ces ouvrages et la situation actuelle dans les deux pays. C'est ici, que nous proposerons d'éventuelles solutions et des suggestions d'amélioration.

Pour finir, nous sommes obligés de prendre en considération que notre travail est limité en longueur, c'est pourquoi nous ne nous concentrerons qu'à l'essentiel.

1 HYPOTHÈSES

D'habitude dans des mémoires, le chapitre qui présente les hypothèses et la méthodologie figure avant la partie pratique du mémoire. Mais comme notre travail ne distingue pas de partie théorique et pratique, et comme nous avons décidé de poursuivre la démarche d'analyse comparée tout au long de notre travail, nous plaçons ce chapitre en premier.

1.1 Hypothèses

En République tchèque, il prédomine une conviction majoritaire qu'à cause de la mise en place de l'économie de marché tardive par rapport à l'Europe de l'ouest, le niveau des Tchèques dans de nombreux domaines y compris l'éducation financière est moins développé. Une autre conviction dominante persiste sur le champ des placements. Il est souvent dit que dans ce domaine les Tchèques sont très conservateurs, comparé aux Français.

Sous conditions préalables que dans notre société européenne il est considéré que le niveau idéal des connaissances dans le domaine économique et financier est de 100 % et qu'idéalement le consommateur/investisseur se comporte de manière responsable et efficace, nous pouvons formuler des hypothèses suivantes :

H1 : Les Tchèques ressentent un plus grand besoin d'informations économique et financière que les Français.

H2 : En matière de connaissances financières, les Tchèques sont à la traine des Français.

H3 : Les Tchèques sont lors de la gestion de leur budget familial plus prudents – par exemple ils s'endettent moins que les Français.

H4 : Les Tchèques optent pour des placements moins que les Français.

H5 : Les Français ont une meilleure perception du risque que les Tchèques.

H6 : Les connaissances et les compétences cibles de l'éducation financière reflètent l'aspect pratique plus en France qu'en République tchèque.

H7 : Les contenus des ouvrages français et tchèque enseignant l'éducation financière correspondent aux objectifs et aux connaissances et aux compétences prédéfinies pour l'éducation financière.

H8 : L'ouvrage français reflète l'aspect actuel et atemporel plus que l'ouvrage tchèque.

1.2 Objet de l'analyse comparée

La méthode choisie pour pouvoir confirmer ou refuser les hypothèses qui viennent d'être formulées est la méthode de **l'analyse comparée**. L'objet de l'analyse portera sur :

- les définitions de l'éducation financière,
- les résultats des sondages sur l'éducation financière en France et en République tchèque,
- les connaissances et les compétences cibles de l'éducation financière en France et en République tchèque,
- deux ouvrages de l'éducation financière (1 français et 1 tchèque).

Pour pouvoir effectuer notre analyse comparée, et confirmer ou refuser nos hypothèses nous définirons progressivement les critères les plus objectifs possibles. Pour cela nous nous servirons comme cadre criterial d'une grille d'évaluation de Monsieur Moha Jmad destinée à comparer des manuels scolaires. Sa grille est divisée en deux parties : analyse technique et analyse pédagogique. Nous respecterons cette distinction et pour donner l'exemple des critères, nous citerons par exemple la proportion du texte et des illustrations, les types des activités et de la méthodologie, le niveau de remplissages des objectifs, etc.

2 ÉDUCATION FINANCIÈRE ET DES TERMES APPARENTÉS

Tout d'abord, nous avons décidé de présenter brièvement une sélection de termes et d'expressions dont nous nous servirons tout au long du travail. Définissons en premier lieu le terme qui exprime l'enseignement des fondamentaux de l'économie et de la finance.

En France et en République tchèque, l'enseignement des fondamentaux de l'économie et de la finance prend des formes différentes, il est enseigné de différentes manières et aussi dans des conditions différentes. En France, le terme utilisé est celui de *l'éducation financière* tandis qu'en République tchèque, le terme officiel correspond à *finanční vzdělávání* qui est souvent plus couramment remplacé par le terme de *finanční gramotnost* (*financial literacy* en anglais). Les deux termes officiels ont la même valeur linguistique, car ils sont issus de la nomenclature de l'OCDE¹. Pour les besoins de ce travail, nous nous désormais servirons du terme français *l'éducation financière*.

2.1 Éducation financière

Étant donné que la France ainsi que la République tchèque sont membres de l'OCDE, et les recommandations de l'OCDE s'appliquent à tous les deux pays de la manière identique, nous définirons l'éducation financière d'après cet organisme en tant que (définition 1) :

« processus par lequel des consommateurs/investisseurs améliorent leur connaissance des produits, concepts et risques financiers et acquièrent, au moyen d'une information, d'une instruction ou d'un avis objectif, les compétences et la confiance nécessaires pour devenir plus sensibles aux risques et opportunités en matière financière, faire des choix raisonnés, savoir où trouver une assistance et prendre d'autres initiatives efficaces pour améliorer leur bien-être financier. »²

Tous les deux pays, en intégrant leur point de vue reprennent la définition à leur propre façon. Le Comité consultatif du secteur financier (CCSF) de la Banque de France précise et ajoute (définition 2) qu'il s'agit d'un processus « permanent et continu tout au long de la vie » dont l'objectif c'est « de mieux appréhender les produits, concepts et risques financiers [et] avoir des comportements financiers plus responsables et plus

¹ Organisation de coopération et de développement économiques (OECD en anglais).

² OCDE. *Pour une meilleure éducation financière : Enjeux et initiatives*. OCDE, 2005, p. 26.

efficaces, en faisant des choix raisonnés et en toute connaissance de cause en matière de services financiers³.»

Selon le Gouvernement tchèque⁴ et la Banque nationale tchèque (ČNB) (définition 3) « l'éducation financière est, dans la société contemporaine, un ensemble des connaissances, compétences et attitudes portés par des valeurs personnelles qui est acquis par un citoyen afin d'assurer la couverture des besoins financiers et du bien-être de sa famille et de soi-même, et afin de se présenter aux marchés financiers de la façon active. Un citoyen instruit dans le domaine de la finance se repère dans la problématique de l'argent et des prix et est capable de gérer le budget personnel ou familial ainsi que ses actifs et passifs de la façon responsable, tout en respectant les changements dans la vie quotidienne. »⁵

2.1.1 Analyse comparée des définitions vs. nos hypothèses

Les trois définitions citées ci-dessus possèdent certains points communs mais en majorité d'aspects elles varient considérablement comme le démontre notre tableau comparatif (voir Tableau n°1). Nous proposons une comparaison de ces définitions et notre critique de leur contenu.

D'après l'assujetti à la définition, les définitions 1 et 2 sont incontestablement beaucoup plus larges que la définition 3. Nous considérons le fait de déterminer l'assujetti comme un citoyen assez limitant car à un moment donné chaque individu présent sur le territoire national, y compris des non citoyens, peut devenir consommateur ou investisseur.

Quant à la nature de l'éducation financière, selon les définition 1 et 2, il s'agit d'un processus, voire d'un processus permanent, tandis que la définition 3 donne l'impression que l'éducation financière une fois acquise ne peut plus se développer.

En ce qui concerne les objectifs à accomplir, la définition 1 présente certainement une approche globale et moins concrète que la définition 3. Ce que les définitions ont en commun c'est que toutes les trois incluent le besoin d'acquérir certaines connaissances et compétences pour pouvoir faire des choix raisonnés ou gérer un budget ou un bilan.

³ SALON-MICHEL, Daphné et al. *L'éducation financière et budgétaire*. In Rapport 2008-2009 du Comité consultatif du secteur financier. Banque de France, p. 2.

⁴ Ministerstvo financí, Ministerstvo školství, mládeže a tělovýchovy et Ministerstvo průmyslu a obchodu. MINISTERSTVO FINANCÍ. *Strategie finančního vzdělávání*. 2007, p. 5, notre traduction.

⁵ *Ibid*, p. 5, notre traduction.

Ce qui nous surprend vis-à-vis à la définition 3, comparé à la définition 1 et 2, c'est qu'elle ne mentionne nulle part aucune notion de prise en compte du risque, particulièrement au moment où un de ses objectifs est la présence des citoyens sur le marché financier. Pourtant, comme nous avons déjà mentionné, la République tchèque est traditionnellement considérée comme un pays conservateur dont les investisseurs, en général, ne prennent pas beaucoup de risques.⁶ La définition 1 ajoute un élément très important qui manque dans les deux autres définitions. C'est la capacité de trouver des opportunités. Concernant le niveau d'efficacité et de responsabilité des acteurs, c'est la définition 2 qui intègre les deux. La définition 1 manque de notion de responsabilité et la définition 3 manque de notion d'efficacité.

D'après nous, ces variations peuvent être principalement dues :

- à la nature des habitudes et comportements en France et en République tchèque,
- à la durée et à la nature de l'expérience différents des pays vis-à-vis les marchés financiers,
- et aux objectifs et attentes différents de l'éducation financière à accomplir.

Les définitions présentées donnent l'impression qu'en France et au niveau international, il y existe déjà un certain niveau de connaissances et de compétences économiques et financières dans la population et que l'objectif de l'éducation financière y est de les tout simplement approfondir et améliorer, contrairement à la République tchèque où le niveau de connaissances et de compétences ne permet pas aux consommateurs/investisseurs ni de gérer leur budget ni de se présenter aux marchés financiers à tel point qu'en France, par exemple.

Du point de vue de nos hypothèses, les affirmations que nous venons de présenter sont liées à nos hypothèses H1 et H2, mais comme elles ne fournissent pas d'information pertinente, nous ne pouvons pas les utiliser pour pouvoir confirmer ou refuser ni l'une ni l'autre.

⁶ « Dans le domaine de l'investissement, la population tchèque se comporte de manière réticente. À peine 1/10 d'interpellés aurait investi l'excédent du budget familial. » MINISTERSTVO FINANCÍ. *Závěrečná zpráva z výzkumu finanční gramotnosti*, 2010, p. 3, notre traduction.

2.2 Éducation économique

En République tchèque,⁷ il se répand également un autre terme, celui de *l'éducation économique*. Selon la *Stratégie nationale de l'éducation financière*⁸, cette dernière « fait partie de l'éducation économique qui, entre autres, comprend par exemple la capacité de s'assurer du revenu, de juger des impacts des décisions personnelles sur le revenu actuel ou futur, de se repérer sur le marché de travail, de décider au sujet des dépenses etc. L'orientation dans des impôts et dans des aspects macroéconomiques fait également partie intégrante de l'éducation économique. »⁹

La terminologie tchèque distingue encore plusieurs termes qui sont liés directement à l'éducation financière, ou l'éducation économique. Il s'agit des notions de :

- *l'éducation numérique*
- *l'éducation d'information*
- *l'éducation juridique*

qui expriment la capacité de l'individu de traiter des problèmes mathématiques financiers, de comprendre des informations dans le contexte et de s'orienter dans le domaine juridique.¹⁰

2.3 Connaissances et compétences

Jusqu'ici nous nous sommes servis des termes *connaissance* et *compétence*. Il s'agit des termes de base dans le contexte de l'enseignement de l'éducation financière. Pour mieux comprendre leur nature, nous proposons plusieurs définitions.

Connaissance

D'après le dictionnaire Larousse, dans le domaine de l'enseignement, les connaissances sont un « ensemble des choses acquises par l'étude; [c'est autrement dit] du savoir. »¹¹ Cette définition est ensuite développée dans la version de Larousse en ligne

⁷ Et également au Canada, mais pas en France. Ne pas confondre avec le terme de *l'intelligence économique*, qui, en France désigne un concept très différent. Selon le Cercle d'Intelligence Economique, il s'agit d' « un mode de gouvernance dont l'objet est la maîtrise de l'information stratégique et qui a pour finalité la compétitivité et la sécurité de l'économie et des entreprises. » CIE. *L'intelligence économique : Guide pratique pour les PME* In Rapport 2006 du Cercle d'Intelligence Economique (CIE) MEDEF Paris, 2006, p. 5.

⁸ Národní strategie finančního vzdělávání.

⁹ MINISTERSTVO FINANČÍ. *Národní strategie finančního vzdělávání*. 2010, p. 5, notre traduction. Les aspects macroéconomiques : PIB, inflation, taux d'intérêt etc.

¹⁰ *Ibid*, p. 6, notre traduction. En tchèque : gramotnost numerická, informační, právní.

¹¹ *Le petit Larousse : En couleurs*. Paris : Larousse, 2003, p. 250.

en tant qu'« action, fait de comprendre, de connaître les propriétés, les caractéristiques, les traits spécifiques de quelque chose. »¹²

Pour nous, l'élément essentiel de ces définitions porte sur l'action d'étudier et notamment sur la compréhension des relations logiques dans le contenu étudié. A notre avis, la connaissance évoque le terme du *savoir* ou encore de la *théorie* qui n'exigent aux étudiants plus que de les comprendre et de les employer au niveau théorique.

Compétence

C'est la compétence qui met effectivement en valeur les connaissances. Dans le domaine de l'enseignement, la compétence peut être définie de plusieurs façons. Pour Gregar et Ježková, la compétence désigne :

- « la capacité de l'individu de mobiliser, employer et intégrer des connaissances dans de différentes situations complexes et imprévisibles,
- un système des aptitudes, dispositions et capacités, orienté d'une certaine manière qui est nécessaire ou suffisant pour atteindre des objectifs,
- une capacité générale basée sur des connaissances, expériences, valeurs et dispositions que l'individu a créées au cours de la pratique. »¹³

De ces définitions nous pouvons tirer l'importance de l'emploi des connaissances dans la vie pratique. Pour créer une compétence, il faut que les connaissances se mobilisent afin de produire une action visant à accomplir un objectif. Les compétences ne possèdent pas un aspect passif comme c'est le cas des connaissances toutes seules. Au contraire, c'est l'action, le fait de créer, qui les rend utiles. Le concept de capacité renvoie non seulement à la notion de la *pratique* mais analogiquement à la notion du *savoir-faire (know-how)*.

2.4 Comportement financier responsable et efficace

L'OCDE, la Banque de France, le Gouvernement tchèque et la Banque nationale tchèque indiquent clairement la voie du comportement financier à être acquis dans le cadre de l'éducation financière (voir ci-dessus) : il s'agit de savoir faire des choix raisonnés, être responsable, efficace et gérer de cette manière tous les moyens financiers et le patrimoine

¹² Dictionnaires Larousse. *Connaissance*. [online] Éditions Larousse. [Consulté le 9 février 2013] Accessible sur <<http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/connaissance/18273>>.

¹³ GREGER, David; JEŽKOVÁ, Věra. *Školní vzdělávání : Zahraniční trendy a inspirace*. Praha : Karolinum, 2007, p. 88-89, notre traduction.

au cours du temps. Pour se repérer mieux dans cette terminologie, nous proposons également plusieurs définitions.

Responsabilité

Larousse définit la responsabilité en tant que « capacité de prendre une décision sans en référer préalablement à une autorité supérieure »¹⁴ Nous ajouterions encore qu'un comportement responsable est aussi un tel comportement qui en plus assume toutes les conséquences de ces décisions.

Efficacité

L'efficacité y est représentée comme une « qualité d'une chose, d'une personne efficace [c'est-à-dire de celle] qui produit un effet attendu, [ce qui] se dit de qqn [quelqu'un] dont l'action aboutit à des résultats utiles. »¹⁵ La notion d'*efficacité* est pour nous cruciale de point de vue *pédagogique*. Elle est souvent confondue avec la notion d'*efficience*, qui est par Larousse en ligne considérée comme un synonyme de l'efficacité¹⁶, et qui s'explique comme « capacité de rendement, de performance »¹⁷. Cela correspond à notre vision *économique* de ce terme, c'est-à-dire au fait de créer le plus grand effet/rendement possible avec un effort/coût minimum.

D'après nous, la prise en compte des éléments de la responsabilité et de l'efficacité lors de la gestion des moyens financiers et du patrimoine dépend effectivement, entre autres, du bon dosage des connaissances et des compétences au niveau financier – c'est-à-dire du savoir et du savoir-faire ou encore de la théorie et de la pratique.

¹⁴ *Le petit Larousse : En couleurs*. Paris : Larousse, 2003, p. 885.

¹⁵ *Le petit Larousse : En couleurs*. Paris : Larousse, 2003, p. 364.

¹⁶ Dictionnaires Larousse. *Efficience*. [online] Éditions Larousse. [Consulté le 9 février 2013] Accessible sur <<http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/efficience/27930>>.

¹⁷ *Le petit Larousse : En couleurs*. Paris : Larousse, 2003, p. 364.

3 ACQUIS DE L'ÉDUCATION FINANCIÈRE

L'éducation financière est un terme assez récent, mais, depuis sa mise en place, il commence à regrouper ou développer tout un ensemble de connaissances auxquelles il est lié. Ce chapitre essayera de présenter un aperçu de l'acquis de l'éducation financière du point de vue théorique ainsi que du point de vue pratique. Il présentera son bref contenu, les apports des institutions concernées et grâce à notre comparaison des sondages sur le niveau de l'acquis en France et en République tchèque, il nous permettra de découvrir quelle nation en terme de l'éducation financière en est mieux.

3.1 Interdisciplinarité de l'acquis

Pour nous, l'acquis de l'éducation financière jusqu'à nos jours est composé de nombreuses composantes. Celles-ci appartiennent incontestablement aux différentes disciplines.

La première composante est représenté essentiellement par les connaissances de l'économie qui elle-même « est étroitement liée à d'autres domaines comme la comptabilité, les mathématiques, [...], le marketing, la psychologie, la sociologie, le droit, [...], l'histoire et la statistique. »¹⁸ En plus, comme nous avons vu dans le chapitre 2, l'éducation financière du point de vue économique touche également la sphère de la macroéconomie, des impôts, du traitement d'informations, et encore, dans le cadre de l'économie, elle met également l'accent sur la finance, le système bancaire, l'assurance et d'autres.

La deuxième partie de l'éducation financière, c'est l'éducation. de ce côté, elle touche la pédagogie, voir la pédagogie économique, la méthodologie de l'enseignement ou plutôt la didactique, de nouveau la psychologie et la sociologie, la philosophie etc.

La troisième partie de l'éducation financière, c'est le contrôle de la réalisation de ses objectifs. de ce côté-ci, elle est certainement liée à la statistique et ses enquêtes, à l'économetrie, à la recherche de nouvelles idées, à l'application et à l'innovation, etc.

¹⁸ PONÍŽIL, Jan. *Výuka ekonomie na středních školách a problematika finanční gramotnosti*. Diplomová práce. Olomouc : UPOL, 2010, p. 8, notre traduction.

3.2 Contenu de l'acquis de l'éducation financière

Dans ce sous-chapitre, nous traiterons le contenu de l'acquis plus en détail en fonction des trois parties que nous avons définies dans précédemment. Nous supposons que, si l'éducation financière est interdisciplinaire, son acquis le sera aussi.

3.2.1 Bases économiques et financières

L'économie et d'autres domaines liés à l'économie que nous avons énumérés ci-dessus fournissent à l'éducation financière des connaissances des termes et des démarches logiques fondamentales, comme par exemple argent, budget, revenu, dépense, bilan, actif, passif, engagement, créance, échéance, argent, mode de paiement, financement, dette, emprunt, impôt, droit, obligation, et tout un rang d'autres. A notre avis, l'éducation financière ne se sert pas entièrement de toutes les connaissances et démarches économiques, mais elle ne choisit que celles qui sont porteuses pour accomplir ses propres objectifs.

De ce point de vue, nous nous servons de l'énoncé qu'il est possible de définir l'acquis et son contenu dans le domaine de l'éducation financière en tant qu'un sous-ensemble de l'acquis économique et des ses sciences apparentées. L'enseignant de l'*économie* seulement transmet des connaissances et incite à la bonne compréhension des relations logiques économiques entre elles. Les compétences de l'éducation financière et celles de l'économie se donc correspondent mutuellement et restent au niveau *théorique*.

3.2.2 Surplus pratique et pédagogique

Mais pourquoi ne suffit-il pas au consommateur de se contenter avec l'acquis de l'économie ? Pourquoi demande-t-il de développer un nouveau sous-ensemble de cette dernière, appelé l'éducation financière ? Il paraît que l'économie, même si accompagnée des sciences apparentées, n'arrive pas à répondre aux besoins du consommateur. Quel est cet élément supplémentaire que l'éducation financière possède en plus ?

Nous estimons que l'élément qui distingue l'économie de l'*éducation financière* est son apport *pratique*, c'est-à-dire l'application des démarches et des connaissances économiques dans la vie privée du consommateur. L'éducation financière ne lui apprend pas seulement à comprendre les notions et démarches économiques fondamentales, mais elle lui apprend surtout à les mettre en œuvre pour analyser les causes et conditions

de sa situation, ensuite à faire ses décisions raisonnées, et ce qui est le plus important, elle lui apprend à assumer les responsabilités de toute conséquence de ses décisions. Ce sont de nouvelles compétences à être acquises.

Dans cette optique, l'éducation financière apparaît comme une application de l'économie et d'autres domaines voisins. Le contenu de l'acquis économique est en conséquence enrichi de ces compétences pour créer le contenu cible de l'éducation financière. Celle-ci peut être finalement considérée comme une compétence en elle-même.

En cette raison, la méthodologie pédagogique ne doit pas être à la traîne. L'enseignant doit employer et parfois développer des méthodes d'enseignement qui supposent beaucoup plus d'activités basées sur l'expérience, études des cas, exemples pratiques, analyse et synthèse, remue-méninges (brainstorming en anglais), jeux interactifs, etc. afin que le consommateur-élève implique les nouvelles compétences dans son prochain processus de prise de décision financière.

En titre d'exemple, nous pouvons citer, entre autres, un des manuels pédagogiques tchèques, « *Finanční gramotnost – úlohy a metodika* »¹⁹ dont la totalité d'activités repose sur la pratique et l'application dans la vie quotidienne. De même, entre 2010 et 2012, ce sont les méthodes basées sur l'expérience et l'interactivité qui ont été préférées auprès des enfants et leurs encadrants lors d'un des projets de l'éducation financière en République tchèque.²⁰

Pour résumer brièvement ce chapitre, nous avons vu que l'acquis de l'éducation financière se composait des bases économiques et financières qui devraient être enseignées de préférence dans un cadre pratique.

¹⁹ KLÍNSKÝ, Petr; CHROMÁ, Danuše. *Finanční gramotnost : úlohy a metodika*. Praha : Národní ústav odborného vzdělávání, 2009. ISBN 978-80-87063-26-2.

²⁰ JEDLIČKA, Svatopluk. Asociace finanční a občanské gramotnosti, o. s. *5. mezinárodní konference k finanční gramotnosti*. [online] AFOG 2012, 28. 10. 2012 [Consulté le 2 mars 2013] Accessible sur <<http://www.afog.cz/2012/10/5-mezinarodni-konference-k-financni-gramotnosti/>>, notre traduction.

4 APPORT DES INSTITUTIONS CONCERNÉES

Dans ce chapitre, nous présenterons quelles initiatives étaient entreprises pour la promotion de l'éducation financière au niveau international et ensuite aux niveaux nationaux en France et en République tchèque. Nous verrons l'implication des secteurs privés et publics dans les deux pays.

4.1 Initiatives à l'échelle internationale

« Le mouvement global en faveur de l'éducation financière a été induit par les institutions internationales, au premier rang desquelles l'OCDE, dans une série d'expertises et d'initiatives. Dès le milieu des années 1990, l'organisation a considéré que les consommateurs, avec l'accroissement conjugué de la complexité des produits financiers et de la responsabilité individuelle en matière de décisions financières, devaient mieux comprendre le fonctionnement des marchés de capitaux. »²¹

Peu avant le début de la crise de 2008, les initiatives à l'échelle internationale ont déjà été entreprises pour la promotion de l'éducation financière. « En 2005, l'OCDE a publié une première étude internationale sur ce thème (« Pour une meilleure éducation financière » de novembre 2005), ainsi que les premières recommandations sur les principes et les bonnes pratiques relatifs à la sensibilisation et l'éducation financières. »²² Trois ans après, l'OCDE a élargi ces recommandations des notions du risque et de l'assurance et en 2009 elle a publié un ensemble de recommandations concernant le phénomène du crédit.²³ Un site Internet pour regrouper les informations sur les initiatives de l'OCDE a été créé sous nom de « International Gateway for Financial Education » (www.financial-education.org).

Depuis que le défi de l'OCDE a été lancé, de nombreuses institutions s'engagent à participer à la promotion de l'éducation financière. C'est « le Conseil et le Parlement européens depuis 2007 qui demandent aux États membres d'intensifier leurs efforts de manière significative en matière d'éducation financière, » et c'est également la Commission européenne qui travaille déjà sur l'harmonisation des méthodes

²¹ DAMON, Julien, et al. *L'éducation financière : Le cas du programme Aflatoun né en Inde* In *Politiques sociales : dix innovations venues d'ailleurs : Études détaillées et réflexions sur leur transposition en France*. Paris : Futuribles International, 2009, p.121-122.

²² SALON-MICHEL, Daphné et al. *L'éducation financière et budgétaire*. In *Rapport 2008-2009 du Comité consultatif du secteur financier*. Banque de France, p. 139.

²³ *Ibid*, p. 139.

d'enseignement et des programmes européens. En 2008, elle a fait créer un site Internet *www.dolceta.eu* qui est « consacré à l'éducation du consommateur » et elle a fait distribuer des agendas scolaires et livrets pédagogiques au sujet des crédits pour des étudiants et pour les enseignants. Par ailleurs, le secteur privé n'est non plus à la traîne et rejoint les institutions publiques dans l'objectif d'améliorer les connaissances dans le domaine.²⁴

4.2 Initiatives en France

« Les initiatives françaises dans le domaine de l'éducation financière sont multiples et proviennent aussi bien du secteur public que du secteur privé. »²⁵

Parlons d'abord de ceux qui sont tout au début de la chaîne, c'est-à-dire des **professionnels** du secteur financier. Au sujet des banques, c'est la Fédération bancaire française (FBF) qui depuis 2004 invite le grand public à venir s'informer sur toutes les questions liées à la banque sur leur site *www.lesclesdelabanque.com*. Elle a aussi lancé un programme destiné à des lycéens « *Les banques, ma banque et moi* ».

Pour informer le grand public en particulier sur le crédit à la consommation, c'est l'Association des sociétés financières (ASF) qui a conçu et a fait distribuer des livrets : « *Crédit à la consommation, ce qu'il faut savoir* ».

En ce qui concerne l'assurance, de nombreuses organisations se sont engagées dans l'objectif de renseigner le consommateur en cette matière sur leurs sites Internet, dont par exemple les sites de la Fédération française des sociétés d'assurances, FFSA *www.ffsa.fr*, et le site du Groupement des entreprises mutuelles d'assurance, GEMA *www.gema.fr*.²⁶

Du côté des **autoriés de contrôle**, « La Banque de France, l'Autorité des marchés financiers (AMF) et l'Autorité de contrôle prudentiel (ACP) engagent [également] des actions permanentes pour faire connaître leur rôle dans le domaine du contrôle des activités financières et développer l'éducation financière du grand public. À ce titre, on peut citer [par exemple] les actions menées par la Banque de France à destination des seniors et des jeunes » qui a eu de bonnes retombées auprès des participants.²⁷

Parmi les initiatives les plus remarquables et les plus connus par la population française, il faut sans doute souligner la création de l'**Institut pour l'éducation financière du public** (IEFP) en 2006 par l'Autorité des marchés financiers (AMF). L'IEFP vise

²⁴ *Ibid*, p. 139.

²⁵ *Ibid*, p. 140.

²⁶ *Ibid*, p. 140. (citation valable également pour deux paragraphes précédents)

²⁷ *Ibid*, p. 141.

à développer l'éducation financière du plus grand nombre de consommateurs possible, c'est-à-dire des jeunes jusqu'aux séniors. L'apport de l'IEFP consiste en plus grande partie dans la création du site Internet *www.lafinancepourtous.org* « qui propose des rubriques différentes en fonction de la qualité de l'internaute. »²⁸ Un autre apport de l'IEFP et l'AMF est incontestablement le lancement de l'étude « *La Culture financière des Français* » (voir le sous-chapitre 5.2).

Parmi les initiatives du **secteur public français** nous pouvons alors compter la création du Conseil pour la Diffusion de la Culture Économique (CODICE) en 2006 qui « est chargé de formuler des propositions d'actions simples et concrètes de pédagogie économique, à travers une communication accessible sur l'actualité économique, [...]. Ainsi, le CODICE diffuse les informations économiques auprès du grand public grâce à la mise en ligne d'un site Internet *www.kezeco.fr* destiné plus particulièrement aux jeunes. »²⁹ Le CODICE a également fait naître l'idée d'un sondage qui évaluerait les besoins et connaissances des Français en matière de l'économie et de la finance (voir le sous-chapitre 5.2)

4.3 Initiatives en République tchèque

Les initiatives de promotion, méthodologie et logistique de l'éducation financière en République tchèque sont en grande partie assurées par des **pouvoirs publics**, notamment par plusieurs ministères et par la Banque nationale tchèque (ČNB). À la différence des Français, le processus de la promotion de l'éducation financière en République tchèque a commencé du côté inverse, c'est-à-dire par l'étude du niveau et des besoins des Tchèques en matière de l'éducation financière.

À la base de la première étude qui a eu lieu en 2007³⁰ (voir le sous-chapitre 5.3) ainsi que grâce aux tendances et expériences tchèques dans le domaine, le Gouvernement tchèque, plus précisément le Ministère des Finances a créé « *La Stratégie de l'éducation financière*³¹ », un document qui décrit le niveau de l'éducation financière en ce temps-là, donne la définition de l'éducation financière et dénomme les compétences qui la composent, puis identifie les champs prioritaires et principes à suivre. Enfin, elle décrit le mécanisme de mise en place de l'enseignement de l'éducation financière, les rôles

²⁸ *Ibid*, p. 141.

²⁹ *Ibid*, p. 141.

³⁰ MINISTERSTVO FINANČÍ. *Závěrečná zpráva z výzkumu finanční gramotnosti*. 2007.

³¹ Strategie finančního vzdělávání.

des pouvoirs publics et d'autres agents, les moyens d'évaluation et de contrôle du progrès et encore le financement et la démarche à suivre ultérieurement.

En 2010 a eu lieu la deuxième étude³² (voir le sous-chapitre 5.3) qui, avec les recommandations de l'Union Européenne a été le motif pour la révision du dernier document. Ainsi « *La Stratégie nationale de l'éducation financière*³³ » est née.

Le secteur public a créé plusieurs sites Internet qui visent à promouvoir sa participation en matière des finances et économie (comme celui de ČNB) ou servent comme un appui méthodologique pour les enseignants (comme par exemple *nuov.cz*, *digifolio.rvp.cz*). Cependant, les sites Internet que le grand public tchèque peut consulter pour trouver de l'aide et des informations économiques et financières pratiques sont souvent issus de l'initiative des professionnels du secteur privé comme par exemple *financnigramotnost.eu*, *rozumimepenezum.cz* etc. Le site Internet qui se trouve à mi-chemin entre le secteur public et privé est *financnivzdelavani.cz* car il s'agit d'un projet commun des associations financières tchèques et du Ministère des Finances tchèque.

Pour souligner les différences les plus importantes de ce chapitre, nous avons vu les différentes initiatives de l'OCDE qui ont servi de référence pour les initiatives nationales en France ainsi qu'en République tchèque. Nous avons découvert qu'en France les agents qui s'occupent de la promotion de l'éducation financière sont les secteurs privé et public tandis qu'en République tchèque il domine l'activité du secteur public.

³² MINISTERSTVO FINANCÍ. *Závěrečná zpráva z měření finanční gramotnosti*. 2010.

³³ Národní strategie finančního vzdělávání.

5 APPORT DES SONDAGES POUR L'ÉDUCATION FINANCIÈRE

Le plus grand apport de la liaison entre la statistique et l'éducation financière repose sur les résultats de l'évaluation du niveau des acquis des consommateurs dans le domaine de l'éducation financière. L'évaluation, le plus souvent en forme d'enquêtes, apporte ainsi les données sur le taux de l'acquis initial, permet de développer des objectifs et ensuite elle vise à « [...] évaluer et apprécier les progrès dans l'éducation financière du public [...]. »³⁴

5.1 A l'échelle internationale

Parmi les premières enquêtes internationales sur le niveau de l'acquis de l'éducation financière figure l'étude pilote de l'International Network on Financial Education (INFE) de l'OCDE « **Measuring financial literacy** » de 2012, qui a défini non seulement la méthodologie pour les sondages nationaux dans le domaine mais aussi une série de questions à poser.³⁵ L'étude a permis de découvrir, en premier temps, le niveau de l'acquis des connaissances et compétences financières des participants de 14 pays du globe, et a présenté également leurs comportements et attitudes habituels qu'ils adoptent vis-à-vis de l'argent et le monde financier en général.

Ses résultats les plus remarquables « révèlent le manque de connaissances financières d'une partie importante de la population dans tous les pays participant à l'étude. En outre, le comportement et les prises de décisions en matière financière de la population pourrait être très sensiblement amélioré. [En plus], les résultats de cette étude permettront aux principaux responsables d'identifier les besoins et les lacunes de l'éducation financière dans leur pays et de développer des politiques et des stratégies nationales adaptées. Ils constituent également une source fiable de données [...]. »³⁶

Le niveau de l'éducation financière des étudiants des établissements de l'enseignement du second degré est étudié aussi par l'enquête **PISA** de l'OCDE dans

³⁴ SALON-MICHEL, Daphné et al. *L'éducation financière et l'école*. In Rapport 2008-2009 du Comité consultatif du secteur financier. Banque de France, p. 127.

³⁵ MINISTERSTVO ZAHRANIČNÍCH VĚCÍ. DYBA, Karel. *OECD a finanční vzdělávání*, 2010, p. 9, notre traduction.

³⁶ ATKINSON, Adele. MESSY, Flore-Anne. *Measuring Financial Literacy: Results of the OECD / International Network on Financial Education (INFE) Pilot Study*. OECD Working Papers on Finance, Insurance and Private Pensions, No. 15, OECD Publishing, 2012, p. 3.

le cadre des tests des mathématiques auxquels des élèves âgés de 15 ans ont participé dans 18 pays du globe. Sa partie financière portera sur quatre sujets de connaissances et compétences financières : argent et les opérations avec l'argent, planification et gestion de l'argent, risque et rémunérations, et environnement financier. Ce n'est qu'en 2014 qu'aura lieu la présentation de ses résultats et qu'il sera dévoilé le niveau d'acquis que les élèves possèdent tout au début de l'enseignement secondaire.³⁷

5.2 En France

De son côté, la France, qui n'a pas participé à l'étude de l'OCDE, a entrepris elle-même des initiatives pour recenser le niveau des savoirs dans le domaine des finances personnelles. C'est pourquoi en 2011, à la demande de l'Institut pour l'Éducation Financière du Public (IEFP) et de l'Autorité des marchés Financiers (AMF), l'étude sur « *La Culture financière des Français* » a été réalisée par le Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de Vie (CREDOC).³⁸ Le contenu du sondage a été composé partiellement des questions inspirées par l'étude pilote de l'OCDE citée ci-dessus, partiellement d'un autre sondage nommé « *Les connaissances économiques des Français* » et réalisé en 2009 par TNS Sofres pour Le Conseil pour la Diffusion de la Culture Économique (CODICE), et enfin par des questions du CREDOC.

À la parution des résultats, les présidents des deux institutions se sont fait entendre qu' : « Il existe des lacunes dans la culture financière des Français, mais cette étude est encourageante car elle nous indique qu'ils sont curieux et demandeurs en formation. [...] Ils [les résultats] nous permettent d'identifier des messages clés qu'il conviendra de marteler et d'expliquer, [...]. Sur d'autres points, les résultats sont assez rassurants. Les Français gèrent plutôt bien leur budget personnel, et maîtrisent la plupart des grands principes financiers, notamment les vertus de la diversification. »³⁹

³⁷ Programme for International Students Assessment. Les sujets : *peníze a transakce, plánování a hospodaření s financemi, rizika a odměny, prostředí financí*. HESOVÁ, Alena. Metodický portál RVP, inspirace a zkušenosti učitelů. *Testování finanční gramotnosti v rámci šetření PISA*. [online] Portál RVP.cz, 16. 12. 2012 [Consulté le 2 mars 2013] Accessible sur <<http://clanky.rvp.cz/clanek/o/z/16847/TESTOVANI-FINANCNI-GRAMOTNOSTI-V-RAMCI-SETRENI-PISA.html/>>, notre traduction.

³⁸ BIGOT, Régis et al. *La culture financière des Français*. Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de Vie (CREDOC). Paris : CREDOC, 2011. 131 p.

³⁹ *Ibid*, p. 1.

5.3 En République tchèque

La République tchèque a non seulement participé à l'étude de l'OCDE, mais sous l'impulsion des recommandations, déjà en 2007 et puis en 2010, elle s'est engagée dans deux séries de recherches quantitatives nationales mesurant le niveau de l'acquis en matière de l'éducation financière.⁴⁰

En 2007, le Ministère des Finances tchèque a fait effectuer une recherche qui avait pour l'objectif d'explorer le niveau initial de l'éducation financière en République tchèque et de découvrir les attitudes et besoins des citoyens adultes en matière de l'éducation financière ultérieure. Cette recherche a été menée à la base des évaluations **subjectives/personnelles** des sondés.⁴¹

Cette recherche justifie le manque ressenti d'éducation financière en République tchèque et donc le besoin de son introduction de préférence à partir de l'enseignement secondaire. La population elle-même considère qu'il y a une amélioration qui pourrait être atteinte si l'éducation financière organisée était proposée.

En 2010, le Ministère des Finances tchèque, et la Banque nationale tchèque (ČNB), ont lancé une deuxième enquête beaucoup plus ample. À la différence de la recherche de 2007, celle-ci a visé à « explorer les connaissances **objectives/réelles de la** population tchèque dans le domaine des finances, et, à découvrir jusqu'à quel point elle est capable de les employer en pratique. Elle a visé également à révéler ses attitudes et ses comportements en matière des finances familiales, de l'épargne et de la création des réserves. »⁴² Le sondage a réutilisé plusieurs questions de l'OCDE.

Ce sont surtout les résultats de cette deuxième étude qui ont permis de connaître les vraies connaissances et comportements des consommateurs. La majorité des Tchèques, savent combien d'argent ils ont à leur disposition mais ne se servent pas que des produits financiers élémentaires et sont très réticents en matière d'investissement. Leurs comportements et attitudes sont relativement assez rationnels, mais il y a encore du progrès à faire sur ce champ ainsi qu'au niveau des connaissances et compétences où la lacune est remarquable.⁴³

⁴⁰ Ministerstvo financí České republiky. *Výzkumy k finanční gramotnosti*. [online] MFČR [Consulté le 2 mars 2013] Accessible sur <http://www.mfcr.cz/cps/rde/xchg/mfcr/xsl/ft_finvzd_vyzkum_gramot.html>.

⁴¹ *Ibid.*

⁴² *Ibid.*

⁴³ Les informations proviennent du : MINISTERSTVO FINANCÍ. *Závěrečná zpráva z měření finanční gramotnosti*. 2010.

5.4 Analyse comparée des sondages : France – Tchéquie en chiffres

Étant donné que la France n'a pas participé à l'étude de l'OCDE, tandis que la République tchèque oui, nous ne disposons pas de comparaison directe de la France et de la République tchèque. C'est pourquoi nous nous sommes décidés à comparer nous-mêmes les résultats des études effectuées dans les deux pays séparément.

Nous tirerons les données sources des études tchèques officielles faites par le Ministère des Finances tchèque en 2007 et 2010 ainsi que des études françaises officielles réalisées par CREDOC et par CODICE. Toutes ces études sont relativement bien comparables entre elles car elles étaient effectuées auprès du large public (entre 800 et 1502 sondés) âgé de 18 ans et plus à part l'étude de CODICE où participaient des personnes âgées déjà de 15 ans et plus. C'est pourquoi nous considérons une possible marge de variation des résultats comme plutôt faible.

Notre comparaison des résultats sera en plus facilitée par le fait qu'ils relèvent soit des questions identiques de l'OCDE qui étaient ultérieurement utilisées dans les sondages en France ainsi qu'en République tchèque, soit des questions du même contenu mais formulées différemment dans les deux pays. Les résultats n'ayant pas de vis-à-vis des deux côtés ne seront prises en considération qu'isolément. Nous présentons alors notre commentaire sur la comparaison des résultats dont les données sources se trouvent et sont citées dans l'Annexe n°1.

5.4.1 Commentaire sur la comparaison des sondages

Le premier point commun est que 3 Tchèques sur 4 et presque le même nombre de Français sont convaincus que dans la période actuelle, il faut s'y connaître dans l'économie et la finance pour réussir la vie. Pourtant, le **besoin** d'être mieux informés sur l'économie et la finance ressentent presque deux fois plus les **Français** que les Tchèques ! En plus un autre point commun est que, plus que 3 Français sur 5 et 4 Tchèques sur 5 déclarent de ne pas avoir suivi de formation économique et financière dans le cadre scolaire. Les deux nations sont ainsi identiquement d'accord sur l'intégration de cette éducation dans le cadre scolaire, pour les Tchèques au mieux dans le cadre de l'enseignement secondaire.

Ce qui devient intéressant c'est la manière de l'éducation financière pour laquelle auraient opté les adultes Tchèques et Français. Trois quarts des Français auraient préférés une éducation organisée par leur employeur qui est pour nous un mode plutôt actif, plutôt que de lire des brochures ou suivre des émissions à la télévision de manière passive ce qu'auraient préféré les Tchèques. Ces derniers ne sont aussi qu'un quart de population à vouloir suivre des cours spécialisés. La raison de ces choix préférenciels reste à deviner.

Les Tchèques se jugent de quelques pour cent plus compétents dans le domaine de l'éducation financière que les Français, mais les sondages ont dévoilé des lacunes de **connaissances et de compétences** auprès les **deux nations**. Par exemple, seulement légèrement plus qu'un Français sur deux et trois Tchèques sur cinq savent calculer un intérêt simple. Mais dès que l'exercice devient plus compliqué, ce ne sont plus les Tchèques qui se débrouillent mieux, mais ce sont les Français.

La comparaison des sondages nous a fait découvrir une surprise au niveau de la **perception du risque**. La connaissance du triangle d'or dans les placements (risque – rendement – liquidité) semble être, au final, mieux comprise en **République tchèque** qu'en France (!) car il reste seulement *presque* un Tchèque sur 4 qui *n'a pas* connaissance de cette règle d'or ou ne *sait pas* l'appliquer, tandis qu'en France, c'est *plus* qu'un Français sur 4.

Par contre, au sujet de la **diversification du risque** ce sont les **Français** qui, avec presque 3 personnes sur 4, comparé aux Tchèques avec seulement légèrement plus que 1 Tchèque sur 2, savent mieux qu'en diversifiant leurs placements financiers ils peuvent réduire des risques possibles. Mais si nous tenons compte de la perception du risque et de la diversification ensemble, il est évident que ce sont les Français qui ont le meilleur résultat.

En ce qui concerne la **gestion des finances** personnelles ou familiales, pour nous il ressort que les **Tchèques** ont une approche relativement plus responsable que les Français. Ils ont plus tendance à connaître plus la somme d'argent disponible ou dépensée (92 % contre 74 % des Français), ensuite ils ont relativement une plus grande tendance à gérer leur budget seulement avec leur propre argent (72 % contre 53 % des Français), et même s'ils sont de 4 % de moins à élaborer leur budget, cela ne leur empêche pas d'avoir en majorité d'autres bonnes habitudes tels que payer leurs engagements à temps (65 %), et savoir qu'il faut communiquer avec leur créancier s'ils devenaient insolubles (64 %).

Concernant les **placements financiers**, il nous a très surpris qu'une question directe sur la possession d'un compte courant n'as pas été évoquée dans les sondages français. Cela laisse deviner si les comptes courants sont en France si fréquents qu'il est inutile de poser cette question, ou pas.

D'autre part, au sujet d'autres sortes de placements financiers, les sondages ont démontrés visiblement une tendance des consommateurs/investisseurs de placer leur argent de préférence dans les produits financiers dotés par l'État. Cette tendance est évidente en France ainsi qu'en République tchèque. Et comme en République tchèque, il y en a plusieurs, le premier produit financier comparable représenté par l'assurance-vie se manifeste en République tchèque à la sixième position, tandis qu'en France il est à la deuxième position. C'est-à-dire, si l'état français subventionne seulement le premier produit (livret-épargne), nous pouvons estimer que c'est probablement le fait qui mène les Français à placer leurs moyens financiers dans d'autres produits que dans le livret-épargne.

C'est pourquoi les **Français** semblent aussi beaucoup plus courageux et pas réticents comme les Tchèques envers les placements plutôt risqués. Ils sont entre 21 – 11 % à avoir placé leur argent dans les actions, obligations etc., contrairement au Tchèques qui ne sont que 1 à 4 % (!). En plus, le premier motif d'épargne pour les Tchèques est la préparation de la retraite, tandis que pour les Français c'est la peur d'une situation difficile. Cela prouve encore la nature conservatrice des Tchèques.

Il nous a également surpris que les Tchèques sont encore plus d'un tiers à épargner à l'ancienne sous un matelas comme s'il ne savaient pas que dans un système économique ciblé sur la croissance il existe un certain taux d'inflation inévitable qui petit à petit réduit le pouvoir d'achat de l'argent non placé. Du côté de la France, il n'y a que 8 % des personnes qui ne possèdent aucun placement. En République tchèque, ce taux est de 12 %. Nous pouvons nous demander si les raisons pour lesquelles les Tchèques ne placent pas leur argent pour autant sont la peur de la perte, le manque de moyens financiers ou d'information ou encore d'autres raisons.

5.4.2 Les sondages et nos hypothèses

La comparaison que nous venons de faire touche concrètement nos hypothèses H1 à H5. Pour pouvoir confirmer ou refuser nos hypothèses, les sondages constituent une source de données quantitatives idéale. C'est pourquoi, nous confronterons maintenant

ces données à nos hypothèses, nous déciderons si elles étaient confirmées ou refusées et nous en ferons un court commentaire.

H1 : Les Tchèques ressentent un plus grand besoin d'informations économique et financière que les Français.

Résultat : D'après les sondages, l'hypothèse H1 a été **refusée**.

Commentaire : C'est surprenant mais ce sont les Français avec 64 % contre 39 % des Tchèques mal informés et mécontents en même temps.

H2 : En matière de connaissances financières, les Tchèques sont à la traine des Français.

Résultat : D'après les sondages, l'hypothèse H2 n'a été **ni confirmée ni refusée**.

Commentaire : Pour comparer l'acquis des Français et des Tchèques dans le cadre des sondages comparés, nous ne disposons pas d'assez d'éléments comparables pour pouvoir décider en faveur d'un pays ou d'un autre. Pour nous, d'après le peu d'éléments comparables, il relève à peu près un niveau semblable dans les deux pays.

H3 : Les Tchèques sont lors de la gestion de leur budget familial plus prudents – par exemple ils s'endettent moins que les Français.

Résultat : D'après les sondages, l'hypothèse H3 a été **confirmée**.

Commentaire : Ce sont les Tchèques qui recourent moins au financement par le crédit (72 % contre 53 % des Français qui gèrent leur budget avec leur propre argent). Cette hypothèse peut être également confirmée selon la comparaison des données de la Direction générale pour les politiques internes de l'Union Européenne concernant les deux pays.⁴⁴

H4 : Les Tchèques optent pour des placements moins que les Français.

Résultat : D'après les sondages, l'hypothèse H4 a été **confirmée**.

Commentaire : Les Tchèques constituent 12 % contre 8 % des Français qui ne possèdent pas un seul produit financier. Les Tchèques sont également beaucoup plus réticents envers des placements plutôt risqués et préfèrent la liquidité immédiate

⁴⁴ Selon la Direction générale pour les politiques internes de l'Union Européenne, les ménages français sont beaucoup plus endettés que les tchèques. L'endettement des Tchèques est loin de 100 000 m€ tandis que celui des Français a dépassé 900 000 m€ à fin de 2009. Voir : LILICO, Andrew. *Household Indebtedness in the EU*. Brussels : Directorate-general for Internal policies of the Union, European Parliament, 2010, p. 8, notre traduction.

en épargnant sous un matelas. Tout cela confirme également leur caractère conservateur dans le domaine des placements.

H5 : Les Français ont une meilleure perception du risque que les Tchèques.

Résultat : D'après les sondages, l'hypothèse H5 a été **confirmée**.

Commentaire: Même si, en terme de pourcentage, les Tchèques sont seulement 1 % de moins que les Français à ne pas connaître le principe du triangle d'or, ils ne semblent pas être mieux instruits vis-à-vis du risque globalement, car au niveau de la connaissance du principe de la diversification des risques, les Français possèdent un pourcentage beaucoup plus important que les Tchèques.

Pour **conclure** ce chapitre, ici, nous avons pu comparer le niveau des Français et des Tchèques selon les sondages menées dans les deux pays. En majorité nous avons pu confirmer nos hypothèses sur leur comportement en matière de gestion du budget, de placements et de perception du risque. Nous constatons que nous n'avons pas pu décider quelle nation avait de plus grandes lacunes dans ce domaine, mais c'étaient les Français qui demandaient d'être mieux renseignés.

Ce chapitre nous a permis de voir **quelle est la situation dans les deux pays, car à partir des sondages concrets peut être défini le cadre des initiatives suivantes, en particulier des objectifs de l'éducation financière et la manière de sa mise en place.**

6 INTÉGRATION DE L'ÉDUCATION FINANCIÈRE DANS LE CADRE SCOLAIRE

Dans ce chapitre, nous nous concentrerons sur les initiatives publiques en France et en République tchèque dont l'objectif est de mettre en place l'enseignement de l'éducation financière. Les gouvernements français et tchèque ont tous les deux décidé de l'intégrer dans le cadre d'éducation scolaire et suivre ainsi la recommandation de l'OCDE.⁴⁵ Nous définirons d'abord les objectifs de l'éducation financière en général et puis nous comparerons la façon de mise en place de l'éducation financière dans les deux pays en sachant que ses aboutissements ne sont qu'un outil de cette mise en place pour remplir les objectifs prédéfinis.

Au plan théorique, ce chapitre sera également une source d'informations pour confirmer ou refuser une de nos hypothèses que nous avons mentionnées au début du travail.

6.1 Importance, rôle et objectifs de l'éducation financière

Le terme d'*éducation financière* a apparu afin de dénommer une nouvelle compétence à être acquise pour répondre à de nouvelles conditions et exigences de la vie quotidienne de nos jours. Les consommateurs confrontés au boom des outils financiers, à l'abondance des offres d'investissement ou d'emprunt, incités à la consommation excessive et au besoin de leur financement par tous les moyens y compris la dette, tout cela accentué par la crise économique de 2008 et ses conséquences, etc. - c'est comme cela que se présente le déclencheur de la nécessité de mise en place de l'éducation financière. Et comme il s'agit d'un phénomène complexe et général, et puisque l'apprentissage individuel par erreur pourrait coûter très cher au consommateur, la mise en place d'une éducation financière organisée est à l'ordre du jour.

⁴⁵ « L'éducation financière doit commencer à l'école. La population doit être formée aux questions financières à un stade aussi précoce que possible dans la vie ». OECD. *Les Principes et les Bonnes Pratiques Relatifs à la Sensibilisation et l'Éducation Financières*. Directorate for financial and enterprise affairs, OECD, 2005, p. 5.

6.1.1 Importance de l'éducation financière

La Commission européenne voit l'importance de l'éducation financière dans son apport qu'elle pourrait avoir dans le futur. Elle en distingue trois groupes selon le bénéficiaire. Les bénéficiaires qui sont d'abord des *consommateurs* de tous les âges pourraient être aidés à :

- « prendre conscience de la valeur de l'argent et leur apprendre à gérer leurs dépenses et à épargner »;
- « acquérir des compétences importantes pour leur autonomie »;
- « mieux planifier des décisions importantes »;
- « anticiper financièrement les situations imprévues, à investir de manière opportune, à épargner pour la retraite et à déjouer les tentatives de fraude aux paiements »;
- « [choisir] des services financiers mieux adaptés à leurs besoins particuliers »;
- « [être] moins susceptibles d'acheter des produits dont [ils] n'ont pas besoin, de prendre des engagements en faveur de produits qu'[ils] ne comprennent pas ou de prendre des risques qui pourraient les entraîner dans des difficultés financières ». ⁴⁶

Pour la *société* entière, l'éducation financière « peut être un remède à l'exclusion financière [...], peut inciter les consommateurs, y compris ceux à faible revenu, à faire preuve de prévoyance et à épargner. Elle peut [aussi] aider à développer les compétences des financiers de demain. » ⁴⁷

Pour l'*économie* entière, l'éducation financière « peut contribuer à la stabilité financière en [...] réduisant [...] les taux de défaillance, notamment pour les prêts hypothécaires et à la consommation, [...] [en] augmentant la diversité et donc la sécurité de l'épargne et des investissements, [...] [en] accentuant ainsi la concurrence, encourageant l'innovation et obligeant à améliorer la qualité et la diversité, d'où une incitation à une plus grande efficacité dans le secteur financier. [De plus], des situations telles que celles du marché américain [...] en 2007 [...] pourraient ainsi être évitées. » ⁴⁸

⁴⁶ Eurlex. *Communication de la Commission - Éducation financière. /*COM/2007/0808 final*/*. [online] Eurlex [Consulté le 17 mars 2013] Accessible sur <<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2007:0808:FIN:FR:HTML>>.

⁴⁷ *Ibid.*

⁴⁸ *Ibid.*

Pour le **Gouvernement tchèque**, l'éducation financière est « un élément clé dans la protection du consommateur sur le marché financier [car] un citoyen-consommateur renseigné, éduqué et ayant une position équilibrée dans des relations contractuelles devient un acteur adéquat [...] et est capable de prendre des décisions responsables.»⁴⁹

En ce qui concerne la société et l'économie entière, la vision du Gouvernement tchèque approche celle de la Commission européenne : L'éducation financière « conduit à comprendre les conséquences de l'évolution socio-économique de la société, notamment vis-à-vis à la prévention du surendettement et la préparation de la retraite. Enfin, elle participe au développement de l'économie tchèque, de la société en tant que telle et au développement durable. »⁵⁰

Quant à la France, le président de l'IEFP ajoute que : « Ne pas disposer d'un minimum de connaissances représente un véritable handicap lorsqu'il s'agit de choisir un produit ou une solution financière, ou peut engendrer des difficultés de gestion du budget familial. Il apparaît dès lors indispensable de remédier à cette situation afin de permettre à tous de se sentir plus à l'aise avec les sujets financiers, en mettant en place une véritable éducation financière de nos concitoyens. »⁵¹

6.1.2 Rôle de l'éducation financière

Selon nos réflexions, les **rôles** de l'éducation financière peuvent être alors :

- **Complémentaire** – étant donné que l'économie et d'autres sciences relatives continueront à exister, le rôle de l'éducation financière est seulement de compléter l'ensemble de ces savoirs;
- **Interdisciplinaire** - l'éducation financière relie de différentes disciplines (voir le sous-chapitre 3.1);
- **Informatif** – son rôle est de fournir l'information (connaissances/savoir);
- **Éducatif** – l'éducation financière apprend à acquérir de nouvelles compétences et de nouveaux comportements (savoir-faire, savoir-vivre);
- **Moyen de rapprochement entre la théorie et la pratique**
- **Préventif ou curatif** – (voir la prévention contre le surendettement plus loin)

⁴⁹ MINISTERSTVO FINANČÍ. *Národní strategie finančního vzdělávání*. 2010. p. 6, notre traduction.

⁵⁰ *Ibid*, p. 6, notre traduction.

⁵¹ POINTILLART, ERIK. *L'éducation financière : Une absolue nécessité*. In Rapport moral sur l'argent dans le monde. Association d'économie financière, 2008, p. 261.

- **Compensateur** – son rôle est d'aider à compenser et équilibrer les asymétries d'information entre les acteurs économiques sur le marché (clients vs. fournisseurs);⁵²
- **Mobilisateur** – motive les acteurs économiques sur le marché à prendre leurs responsabilités envers les conséquences de leurs comportements et décisions financiers

6.1.3 Objectifs de l'éducation financière

Connaissant les rôles et l'importance de l'éducation financière, nous évoquons une autre question à se poser : Quels sont ses **objectifs** primaires ?

En République tchèque, nous pouvons identifier trois zones cibles prioritaires dans lesquelles va viser l'éducation financière; il s'agit de renforcer :

- *la participation active et responsable* du citoyen-consommateur sur le marché financier. Cela veut dire qu'il est nécessaire que les citoyens soient capables de prendre des décisions financières de manière responsable et efficace en se repérant en même temps dans des informations qui devraient être « complètes, pertinentes, transparentes et comparables entre elles »;
- *la prévention contre le surendettement*. Il est convenable que les ménages tchèques « soient capables d'évaluer les capacités de remboursement de leurs engagements de manière responsable » et s'il leur faut s'engager « qu'ils préfèrent les engagements ayant un caractère d'investissement (comme par exemple un crédit immobilier) [...] »;
- *la préparation de la retraite*. À cause du vieillissement de la population tchèque, ce qui augmentera le nombre de futurs retraités volant toucher la retraite, il est supposé que dans les décennies à venir l'État ne sera plus capable d'assurer un niveau suffisant de la retraite pour pouvoir couvrir leurs frais nécessaires. Il faut alors que les citoyens comprennent

⁵² « Bien entendu, l'éducation financière doit être considérée comme un complément à une protection adéquate des consommateurs et à un comportement responsable des prestataires de services financiers. En aucun cas, elle ne doit être perçue comme le seul remède à l'asymétrie d'information entre consommateurs et prestataires de services. » Eurlex. *Communication de la Commission - Éducation financière. /*COM/2007/0808 final*/*. [online] Eurlex [Consulté le 17 mars 2013] Accessible sur <<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2007:0808:FIN:FR:HTML>>.

ce phénomène et qu'ils prennent de leur côté des initiatives responsables afin de s'assurer d'une réserve financière suffisante et préparer ainsi leur retraite eux-mêmes.⁵³

À propos d'autres domaines liés à l'éducation financière, que nous avons énumérés tout au début de notre travail, nous rappelons qu'il est aussi convenable de donner aux citoyens les bases du droit et de leur rappeler qu'ils ont non seulement des obligations mais aussi des droits. Cependant, les deux doivent être respectés. En plus, il faut que les citoyens/consommateurs sachent où s'adresser en cas de besoin d'aide.

L'un des principes à suivre pour la mise en place de l'éducation financière en République tchèque, dit qu'il faut à chaque fois définir avec précision les bénéficiaires de l'éducation financière pour que les différents projets y destinés couvrent la totalité des composantes de l'éducation financière et pour qu'ils agissent de manière complémentaire entre eux.⁵⁴

La *Stratégie nationale de l'éducation financière* prévoit entre autres une réalisation de l'éducation financière en deux piliers. Le premier pilier sera constitué par l'éducation financière dans le cadre scolaire et le deuxième par l'éducation financière dans le cadre de l'enseignement tout au long de la vie.⁵⁵

Pour la **France**, le Comité consultatif du secteur financier (CCSF) de la Banque de France se prononce sur les objectifs de l'éducation financière ainsi : « L'ambition de l'éducation financière n'est pas de faire de chaque citoyen un spécialiste des différents sujets abordés, mais de lui permettre de disposer des bases nécessaires à la compréhension des principales notions et opérations. »⁵⁶ En général, l'éducation financière devrait être dirigée vers le grand public de tous les âges et viser à :

- « acquérir, au moyen d'une information, d'une instruction, ou d'un avis objectif, des connaissances et des compétences dans les domaines financier et bancaire, afin de mieux appréhender les produits, concepts et risques financiers ;
- promouvoir des comportements financiers plus responsables et plus efficaces par rapport aux situations personnelles et individuelles.»⁵⁷

⁵³ MINISTERSTVO FINANCÍ. *Národní strategie finančního vzdělávání*. 2010, p. 14-15, notre traduction (cette citation est valable aussi pour les deux paragraphes précédents).

⁵⁴ *Ibid.*, p. 16, notre traduction.

⁵⁵ *Ibid.*, p. 16-17, notre traduction.

⁵⁶ SALON-MICHEL, Daphné et al. *L'éducation financière et l'école*. In Rapport 2008-2009 du Comité consultatif du secteur financier. Banque de France, p. 123.

⁵⁷ *Ibid.*, p. 124.

De la part de la République tchèque ainsi que de la France, nous avons vu que les deux pays sont conscients des lacunes que leurs citoyens/consommateurs possèdent dans le domaine des finances personnelles. C'est pourquoi ils trouvent utile d'introduire une éducation financière qui viserait à atteindre les objectifs qu'ils avaient prédéfinis. La nécessité la plus urgente suppose dans les deux pays d'assurer l'information pertinente et objective aux consommateurs grâce à laquelle d'autres étapes de l'éducation financière orientées vers l'efficacité et la responsabilité du consommateur, pourront suivre. Les deux pays ont l'intention d'intégrer l'éducation financière dans le cadre scolaire. Nous invitons le lecteur à découvrir dans le sous-chapitre suivant comment cette intégration était mise en place.

6.2 Manière d'intégration de l'éducation financière dans le cadre scolaire

Le point de départ pour la mise en place de l'éducation financière dans le cadre scolaire est d'abord la définition de la forme et du contenu de cet enseignement. Nous dévoilerons comment ce procédé s'est déroulé en France et en République tchèque séparément.

6.2.1 En France

En tant que premier signe d'intégration d'éducation financière dans le cadre scolaire était le 30 mai 2009 la signature d'une convention-cadre entre le Ministère de l'Éducation nationale et l'IEFP. L'IEFP est une association d'intérêt général qui « a pour but l'information, la formation et le développement de la culture générale du grand public, dont le public scolaire, en matières économique et financière [et], d'une manière générale la réalisation de missions éducatives dans les domaines économique et financier. »⁵⁸

Depuis, l'IEFP est privilégiée par l'Éducation nationale française dans la mise en place de nombreux outils afin de répondre au besoin de l'éducation financière en France.

Dans ce sens, la contribution de l'IEFP « s'inscrit pleinement dans les attentes et les orientations du système éducatif dont elle rejoint les objectifs à court, moyen et long termes afin de :

⁵⁸ INSTITUT POUR L'ÉDUCATION FINANCIÈRE DU PUBLIC. *Statuts*. Paris : IEF, 2011, p. 2.

- [...] donner à chaque jeune les éléments actuels de la culture générale et de la culture citoyenne nécessaires avant l'entrée dans la vie active ;
- donner à l'éducation économique et financière une place adéquate aux différentes étapes de la scolarité [...] ;
- faire en sorte que la France prenne toute sa place dans une demande d'éducation en milieu scolaire exprimée dans les institutions européennes et internationales. »⁵⁹

D'après l'article 2 de cette convention-cadre, l'objectif primaire se traduit par « l'enseignement de la culture financière dans le [enseignement] primaire et le secondaire » moyennant la création des ressources pédagogiques conformes aux programmes scolaires existants et en prenant appui sur le « *Socle commun de connaissances et de compétences*⁶⁰ » dont notamment les compétences « *Les principaux éléments de mathématiques et la culture scientifique et technologique* » et « *Les compétences sociales et civiques* ».

D'après le Ministère de l'Éducation nationale, en terme de matières enseignées « l'éducation financière peut se développer :

- au niveau du collège, dans le cadre de l'enseignement des mathématiques ;
- au niveau du lycée, dans le cadre de l'enseignement des sciences économiques et sociales et de l'économie-gestion. »⁶¹

Il faut souligner que ces matières ne sont pas présentes dans les programmes de tous les lycées en France, c'est pourquoi les élèves français ne seront pas *tous* touchés par les contenus de ces matières. Les lycées concernés sont les lycées généraux, de série ES (économique et sociale). Les élèves français qui seront enfin touchés par ces matières sont ceux qui les choisiront en seconde (première année au lycée) !⁶²

Pour compléter, l'IEFP participe également à la formation des enseignants dans la matière, et a le pouvoir de « faire pénétrer les thèmes de finances personnelles dans

⁵⁹ DARCOS, Xavier; Pointillart, Erik. *Convention Cadre*. Paris : 2009, p. 1.

⁶⁰ « Tout ce qu'il est indispensable de maîtriser à la fin de la scolarité obligatoire » de 2006 qui contient 7 compétences essentielles : la maîtrise de la langue française, la pratique d'une langue vivante étrangère, les principaux éléments de mathématiques et la culture scientifique et technologique, la maîtrise des techniques usuelles de l'information et de la communication, la culture humaniste, les compétences sociales et civiques, l'autonomie et l'initiative. Voir : MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE. *Le socle commun de connaissances et de compétences*. Direction générale de l'enseignement scolaire, 2006.

⁶¹ Éduscol. *Éducation financière*. [online] Ministère de l'éducation nationale, mis à jour le 07 septembre 2012 [Consulté le 21 mars 2013] Accessible sur <<http://eduscol.education.fr/cid48133/education-financiere.html>>.

⁶² *Ibid.* *Programmes du cycle terminal de la voie générale*.; et : Éducation.gouv.fr. *Les enseignements de la classe de seconde*. [online] Ministère de l'éducation nationale, mise à jour : août 2012 [Consulté le 9 avril 2013] Accessible sur <<http://www.education.gouv.fr/cid52692/les-enseignements-nouvelle-seconde.html>>.

les enseignements [...] »⁶³ « [...] en les intégrant plus particulièrement dans les programmes de mathématiques en primaire et au collège et d'économie au lycée; [tout cela] [...] notamment sous forme d'exercices et de corrigés [là où] le thème de l'éducation financière [...] [est] insuffisamment traité dans les manuels scolaires. »⁶⁴

6.2.2 En République tchèque

Depuis 2007, en République tchèque il était également discuté le concept d'intégration de l'éducation financière dans le cadre scolaire. Le premier pas était la conception du document *Système de renforcement de l'éducation financière dans le cadre de l'enseignement obligatoire et secondaire* par trois ministères tchèques⁶⁵ qui a défini les *Standards de l'éducation financière* en tant que niveau cible ou idéal d'acquisition des connaissances et compétences dans le domaine des finances personnelles des élèves des niveaux mentionnés en République tchèque. Les standards sont ensuite intégrés dans le *Programme-cadre de l'éducation* (RVP) qui est un vis-à-vis tchèque du *Socle commun de connaissances et de compétences* français.⁶⁶ Le *Programme-cadre de l'éducation* définit non seulement les connaissances et compétences que les élèves devraient acquérir à la fin de la scolarité obligatoire mais il propose aussi à l'enseignement secondaire, par exemple aux lycées, comment elles pourraient être incorporées dans leurs enseignements. Les lycées peuvent ainsi inclure ces connaissances et compétences cibles par exemple dans les matières *Homme et le monde du travail*, *Éducation à la citoyenneté* ou dans les *Mathématiques*.⁶⁷

Les ministères tchèques et d'autres organismes publics dans le domaine de l'éducation se sont alors mis progressivement au travail sur des ressources

⁶³ DARCOS, Xavier; Pointillart, Erik. *Convention Cadre*. Paris : 2009, p. 2.

⁶⁴ SALON-MICHEL, Daphné et al. *L'éducation financière et l'école*. In Rapport 2008-2009 du Comité consultatif du secteur financier. Banque de France, p. 126.

⁶⁵ Ministerstvo školství, mládeže a tělovýchovy, Ministerstvo financí ČR a Ministerstvo průmyslu.

⁶⁶ SPOLEČNÝ DOKUMENT MŠMT, MPO, MF ČR: *Systém budování finanční gramotnosti na základních a středních školách*. 2007, p. 8-9. notre traduction. Titres originaux des documents tchèques : *Systém budování finanční gramotnosti na základních a středních školách*, *Standardy finanční gramotnosti*, *Rámcový vzdělávací program*.

⁶⁷ Mais aussi dans d'autres. Titres originaux des matières: *Člověk a svět práce*. *Výchova k občanství*. *Matematika*. *Gramotnosti ve vzdělávání*, VÝZKUMNÝ ÚSTAV PEDAGOGICKÝ V PRAZE. *Rámcový vzdělávací program pro gymnázia*. Praha: VÚP, 2007, p. 48-49, notre traduction.

pédagogiques nécessaires pour l'enseignement de l'éducation financière à tous les niveaux.⁶⁸

Notons encore que le document *Stratégie* laisse quand même le choix aux directeurs des établissements scolaires de décider enfin sa forme et de choisir entre cette répartition de la matière dans d'autres matières ou l'introduction d'une nouvelle matière appelée l'éducation financière. Il se peut alors que l'*Éducation financière* apparaisse dans les emplois du temps scolaires tchèques comme une matière indépendante. À ce sujet en ce moment, ils sont menés de nombreux débats en République tchèque.

Pour résumer ce sous-chapitre, nous avons vu que l'éducation financière a été effectivement incorporée dans les systèmes d'enseignement dans les deux pays. Cependant, nous pouvons observer quelques différences.

La première consiste en organisme qui s'occupe effectivement de la mise en place. En République tchèque, ce sont plusieurs ministères accompagnés d'autres organismes publiques tandis qu'en France, le Ministère de l'Éducation nationale a chargé uniquement l'IEFP de la mise en place de l'éducation financière.

La deuxième est dans la forme. En France, la mise en place est réalisée exclusivement moyennant l'incorporation de l'éducation financière dans des matières existantes tandis qu'en République tchèque, les directeurs des établissements scolaires peuvent choisir de créer une nouvelle matière mais à chaque fois en respectant le *Programme-cadre de l'éducation*.

6.3 Compétences et connaissances cibles en France et en République tchèque

De la manière concrète, le contenu de l'éducation financière se traduit par la définition des compétences et des connaissances que les élèves devraient atteindre aux différents niveaux de la scolarité. En France, c'est l'IEFP qui propose la structure du contenu de l'éducation financière dans son ouvrage *Pour une éducation financière à l'école*, et en République tchèque, ce sont les ministères précédents qui ont créé les *Standards de l'éducation financière*.

⁶⁸ Comme par exemple : Finanční a ekonomická gramotnost pro ZŠ a víceletá gymnázia - Manuál pro učitele, ou Finanční a gramotnost - úlohy metodika, ou encore Finanční gramotnost - obsah a příklady z praxe škol; SPOLEČNÝ DOKUMENT MŠMT, MPO, MF ČR: *Systém budování finanční gramotnosti na základních a středních školách*. 2007, p. 15, notre traduction.

Nous nous concentrons alors sur ces deux documents décrivant la structure des compétences et des connaissances à acquérir, mais notamment pour les compétences, il **ne faut pas oublier** qu'elles font partie d'un ensemble plus large, qui en République tchèque est représenté par des *compétences clés* dans *Programme-cadre de l'éducation* et en France par *Socle commun de connaissances et de compétences*.

Nous avons alors comparé les connaissances et les compétences cibles en créant à chaque fois un tableau comparatif correspondant à un niveau concret de l'éducation (à la fin du primaire – Tableau n°2, à la fin de la scolarité obligatoire – Tableau n°3; et à la fin du secondaire – Tableau n°4).⁶⁹ Les résultats de la comparaison s'avèrent de la manière suivante.

6.3.1 Analyse comparée des compétences et connaissances cibles en France et en République tchèque vs. notre hypothèse

À l'origine, la forme des deux documents comparés est bien structurée et organisée dans des tableaux ce qui facilite notre comparaison. Bien que la nomenclature française dans son document utilise les termes de *connaissance* et de *compétence*, ce n'est pas le cas en République tchèque où les termes utilisés sont le *contenu* et les *résultats*. Pourtant la République tchèque utilise les termes internationaux, surtout celui de la compétence, dans son *Programme-cadre de l'éducation* en tant que *compétences clés*. Nous sommes alors surpris de cet oubli et non respect de la nomenclature appropriée de la part des créateurs des *Standards de l'éducation financière* tchèques.

Un bref regard sur nos tableaux (n°2-4) montre des cases vides du côté tchèque ce qui donne l'impression que la République tchèque a prévu de cibler moins de compétences et connaissances que la France. Mais est-ce que c'est vraiment le cas ? Et est-ce que notre hypothèse H6 sera confirmée ou refusée ?

Concernant l'**ampleur** des thèmes abordés en tant qu'un autre critère de comparaison, nous pouvons observer une première asymétrie. La France prévoit 5 thèmes tout au long de la scolarité obligatoire et au secondaire (*L'argent et les moyens de paiement; Ressources, dépenses et budget personnel; Crédit, épargne et placements des particuliers; Droits et responsabilité des consommateurs et des épargnants, Finance, économie et société*), tandis que la République tchèque se contente avec 3 thèmes (*Argent,*

⁶⁹ Données sources pour ces tableaux proviennent des pages 12-14 du document *Système de renforcement de l'éducation financière dans le cadre de l'enseignement obligatoire et secondaire* et des pages 8-10 de l'ouvrage *Pour une éducation financière à l'école*.

Gestion économique du ménage, Produits financiers) tout au long de la scolarité obligatoire et pour le secondaire elle ajoute un quatrième thème sur les *Droits du consommateur*. Le cinquième thème français dépassant l'essentiel de l'éducation financière et mettant cette dernière en liaison avec les aspects socio-économiques, n'est point abordé dans les sujets tchèques. Nous pouvons ainsi dire que le concept de l'éducation financière en France possède une approche plus large.

Mais pour répondre à notre question précédente, il faut examiner aussi la **profondeur** en tant qu'une seconde dimension des connaissances et des compétences. Ici, nous nous sommes aperçus également des différences. Nous trouvons que les connaissances et les compétences françaises sont définies plutôt théoriquement et renvoient à la pratique de la manière implicite et vice versa pour les connaissances et les compétences tchèques. C'est pourquoi le côté français peut nous sembler moins vide que le côté tchèque où les connaissances et les compétences sont définies directement de la manière pratique qui inclue implicitement en elle-même la théorie nécessaire.

Pour prouver notre avis sur la proportion de la théorie et de la pratique dans les deux concepts, nous avons profité de la bonne formulation des compétences cibles conformes à la taxonomie des verbes d'action de Benjamin Bloom⁷⁰ des deux côtés. À l'aide de cette taxonomie nous avons comparé l'approche tchèque et française au niveau du contenu général et nous avons défini s'il y a de **l'équilibre entre la théorie** (simple compréhension du contenu) et **la pratique** (application du contenu) ou pas.

Donc, le verbe majoritairement utilisé pour décrire les compétences cibles des élèves **français** est le verbe *comprendre* (utilisé 17 fois sur 28 verbes ~ 60 %), suivi de loin des verbes plus actifs comme *distinguer, construire, classer, mobiliser, utiliser*. C'est pourquoi nous constatons qu'en France les compétences cibles se contentent en grande majorité des cas avec la simple compréhension du contenu. D'après nous, cela crée un déséquilibre entre l'accent mis sur la théorie et la pratique en faveur de la mise de **l'accent sur la théorie**. Pour nous, la structure des connaissances et compétences cibles française ressemble considérablement à l'introduction à l'économie.

⁷⁰« La taxonomie de Bloom (1956) classe les opérations intellectuelles mobilisées au cours de l'apprentissage de la plus simple à la plus complexe, chacune correspondant à un niveau de compétence à atteindre. » Lycée professionnel de l'Étoile. *Taxonomie de Bloom révisée par Anderson*. [online] Académie Aix-Marseille, dernière mise à jour : mardi 2 avril 2013 [Consulté le 23 mars 2013] Accessible sur <<http://www.lyc-etoile.ac-aix-marseille.fr/spip/spip.php?article155>>.

Contrairement aux compétences cibles des élèves français, celles des **tchèques** ne sont exprimés par les verbes de compréhension *expliquer* et *identifier* que 14 fois sur 45 verbes (ce qui correspond à 31 %) car la majorité des verbes utilisés est représentée par les verbes plus actifs comme *donner exemple, utiliser, démontrer, comparer, estimer, choisir, proposer, justifier*. D'après nous, cela crée également un déséquilibre entre l'accent mis sur la théorie et la pratique mais cette fois-ci dans le sens contraire, c'est-à-dire en faveur de la mise de **l'accent sur la pratique**.

À part le manque des aspects socio-économiques au niveau du contenu, nous nous sommes aperçus également d'autres différences. Notons les essentielles.

- Le concept tchèque ne prévoit nulle part de mentionner le début de la chaîne économique – la notion des besoins, leurs types, leur création et leur satisfaction par des biens et des services qu'aujourd'hui l'homme peut se procurer essentiellement contre l'argent.
- Au primaire, les élèves de deux pays prendront connaissance de l'épargne, mais ce seront que les élèves tchèques qui sauront pourquoi épargner, à quel moment emprunter de l'argent et comment rembourser les dettes. En plus ils aborderont déjà le sujet de la banque. Les élèves français le sauront peut-être au collège.
- Au primaire, les élèves français prendront connaissance de l'intérêt et de la publicité ce que les élèves tchèques n'aborderont qu'au degré suivant de la scolarité et au secondaire.
- Au collège, les élèves français feront connaissance de la notion de devise et de taux de change, tandis que les élèves tchèques n'aborderont le sujet qu'au secondaire.
- Par contre, les élèves tchèques sauront déjà au « collège » comment se forment les prix et quelles conséquences apporte l'inflation. Selon le concept français, les élèves français ne le sauront peut-être jamais. de même, ils ne seront pas menés à réfléchir si l'achat souhaité est vraiment indispensable.
- La notion de contrat est en France abordée déjà au collège, en République tchèque ce n'est qu'au secondaire.
- Au secondaire, le processus de la création monétaire connaîtront les élèves français, mais pas les élèves tchèques.

- Explicitement il n'est pas dit dans aucun des deux concepts ce que c'est le triangle d'or complet (liquidité – risque – rendement) et quelles sont les relations entre ses composantes. En France la liquidité est présentée séparément de la relation risque-rendement. En République tchèque la notion de liquidité n'est pas abordée du tout. En plus la notion du risque est seulement implicitement comprise dans le sujet de l'assurance.
- Et en dernier lieu, les élèves tchèques ne sauront pas calculer la rentabilité.

Pour conclure notre comparaison, nous répondons enfin à notre question du début et nous donnons également une réponse sur l'hypothèse n°6.

H6 : Les connaissances et les compétences cibles de l'éducation financière reflètent l'aspect pratique plus en France qu'en République tchèque.

Résultat : D'après notre comparaison des connaissances et des compétences, l'hypothèse H6 a été **refusée**.

Commentaire : C'est une grande surprise, mais d'après la taxonomie, nous avons vu que l'aspect dominant dans le concept des connaissances et des compétences que les élèves devraient acquérir en France, est de 60 % théorique.

Ceci se voit aussi dans le ciblage plus concret des compétences que les élèves tchèques devraient acquérir. Il est évident que pendant la conception, ce sont les réalisateurs tchèques qui ont pris l'âge des élèves mieux en considération.

Nous pouvons aussi dire que dans le **contenu commun** des deux pays il y a des connaissances et des compétences qui se plus ou moins correspondent. Mais comme nous avons vu, certaines lacunes se présentent des deux côtés. Dans l'ensemble donc la seule différence vraiment considérable consiste en manque des aspects socio-économiques du côté tchèque.

Il ne faut pas oublier d'ajouter que séparément les deux concepts ont chacun un caractère cohérent même si le concept tchèque a plus tendance à la répétition des sujets, ce qui d'après nous n'est pas au détriment de sa qualité.

7 ANALYSE COMPARÉE DES OUVRAGES – PARTIE TECHNIQUE

Les chapitres sept et huit traiteront l'analyse comparée de deux ouvrages. Deux manuels scolaires enseignant l'éducation financière ou autrement dit les fondamentaux de l'économie et de la finance seront analysés et comparés. L'analyse comparée sera divisée en deux parties.

D'abord, nous nous concentrerons sur l'aspect formel et technique des ouvrages (chapitre sept) et ensuite nous analyserons leur contenu du point de vue pédagogique (chapitre huit) afin de découvrir entre autres, au plan pratique, si notre hypothèse H7 est correcte – si alors les ouvrages répondent aux **objectifs** et aux **connaissances et compétences** prédéfinies pour l'éducation financière ou pas.

7.1 Présentation des ouvrages choisis

Sous condition de préférer des ouvrages d'un seul volume, contenant la théorie ainsi que la pratique, tout cela sur un support papier, nous avons choisi deux ouvrages destinés à enseigner les fondamentaux de l'économie et de la finance aux élèves de l'enseignement secondaire. Un ouvrage français et un ouvrage tchèque. Les deux sont conformes pour être utilisés dans le cadre scolaire et pour l'enseignement de l'éducation financière.

L'ouvrage tchèque s'appelle *Finanční vzdělávání pro střední školy se sbírkou řešených příkladů na CD* (L'éducation financière pour l'enseignement secondaire avec un cahier d'exercices et leurs corrigés en CD). À partir de maintenant il sera présenté sous abréviation de FVPSŠ. Il était élaboré par un groupe de co-auteurs dont les plus importants Zuzana Dvořáková et Luboš Smrčka. Il est paru en 2011 dans la maison d'édition C. H. Beck à Prague.

L'ouvrage français s'appelle *Principes Fondamentaux de l'Économie et de la Gestion (Enseignement d'exploration 2e)*. À partir de maintenant il sera présenté sous abréviation de PFEG. Il était élaboré également par un groupe de co-auteurs, mais cette fois-ci moins nombreux et sous la direction de Jacques Saraf. Il est paru en 2010 dans la maison d'édition Nathan à Paris.

L'ouvrage FVPSŠ est destiné à l'enseignement de l'éducation financière du degré secondaire qui en République tchèque est reparti sur quatre ans. L'ouvrage FVPSŠ couvre

cette période dans sa totalité tandis que l'ouvrage PFEG est destiné à l'enseignement de la matière du même nom dont l'éducation financière fait partie seulement pour une année scolaire. C'est parce qu'au secondaire en France, la totalité de l'éducation financière est répartie sur plusieurs matières comme nous avons vu dans le chapitre précédent. Elle fait partie non seulement des *Principes Fondamentaux de l'Économie et de la Gestion (PFEG)* mais aussi des *Sciences économiques et sociales (SES)*, ou encore de l'*Économie approfondie* en terminale. Et comme il n'y a pas de moyen d'enseigner l'éducation financière autrement dans le cadre du secondaire, pour pouvoir remplir l'objectif de ce travail, nous avons été obligés de choisir un seul exemplaire de ces ouvrages. Nous avons ainsi opté pour l'ouvrage PFEG avec lequel les élèves vont commencer directement au début du secondaire et qui est un ouvrage d'un seul volume.

Nous sommes conscients qu'au niveau de l'acquis notre comparaison ne sera pas complète si nous n'ajoutons pas au moins les acquis des ouvrages de SES (seconde, première, terminale).⁷¹ C'est pourquoi notre lecteur trouvera dans les annexes les tables des matières des ces ouvrages. Nous nous en servirons également pour compléter notre analyse comparée des acquis du côté tchèque et français et pour pouvoir répondre de la manière complexe à notre hypothèse H7.

Il faut également ajouter que l'ouvrage FVPSŠ contient un CD ce qui n'est pas le cas de l'ouvrage PFEG. Nous considérerons ce CD comme une partie intégrale de l'ouvrage tchèque car il est également vendu de cette manière et l'élève se sert de ces deux supports. Dans l'analyse comparée, nous intégrerons essentiellement le premier document du CD : *Sbírka řešených příkladů ke knize Finanční vzdělávání pro střední školy* (Cahier d'exercices et leurs corrigés du livre L'éducation financière pour l'enseignement secondaire). Le CD contient également deux autres documents : *Vybrané výukové metody finančního vzdělávání (Méthodes l'éducation financière choisies)* et *Webové stránky k finanční gramotnosti a finančnímu vzdělávání (Pages web de l'éducation financière)*.

Par ailleurs, comme le CD dans ses traits caractéristiques ressemble considérablement à l'ouvrage FVPSŠ, nous ne commenterons pas ses caractéristiques tout le long de notre analyse, mais seulement dans les cas où elles varieront de celles de l'ouvrage FVPSŠ ou si elles sont intéressantes d'une autre façon.

⁷¹ Collections ÉCHAUDEMAISON, Claude-Danièle et al. Voir la Bibliographie.

7.2 Procédé méthodique

Pour effectuer notre analyse comparée, il faut tout d'abord trouver des critères objectifs, c'est pourquoi nous nous servirons comme cadre d'une grille d'évaluation⁷² destinée aux manuels scolaires (voir Annexe n°2). Comme cette grille ne contient pas tous les critères dont nous aurons besoin ultérieurement, nous la modifierons et la compléterons en fonction des besoins de notre analyse comparée.

Une fois les critères définis, nous les classerons dans des tableaux comparatifs qui serviront à notre lecteur comme guide tout le long de l'analyse. Les tableaux seront accompagnés d'un commentaire expliquant les différences essentielles entre les ouvrages sur de différents champs d'étude. Il pourra nous arriver de ne pas commenter toutes les différences, c'est pourquoi nous nous réservons le droit de garder les tableaux comparatifs dans la propre partie du travail et non dans les annexes. C'est aussi pour éviter que le lecteur soit obligé de se référer aux annexes trop souvent.

7.3 Paramètres techniques

D'abord nous commencerons par les paramètres techniques dont les plus importants sont le support, le poids, et l'année de parution.

Tableau I / Critère	FVPSS	FVPSS - CD	PFEG
Support	Papier - livre	CD	Papier - livre
Format (dimensions)	A5 (23,8 X 16,3 cm)	-	A4 (28 X 21 cm)
Brochage /cartonnage	Broché	-	Broché
Qualité du papier	Papier normal	-	Papier glacé
Poids	550 g	5 g	470 g
Épaisseur	16 mm	1 mm	8 mm
Nombre de pages	312 pages	-/175 pages	184 pages
Année de parution	2011	2011	2010
Maison d'édition	C. H. Beck	C. H. Beck	Nathan

De ces paramètres, c'est incontestablement le format qui peut jouer un rôle dans le choix des ouvrages. Pour nos deux ouvrages, ne tenant pas compte d'autres critères, nous et notre entourage aurait préféré le format A4 de l'ouvrage PFEG. En ce qui concerne le poids, c'est sûrement l'ouvrage le plus léger qui serait le plus préféré. Ici, il s'agit de l'ouvrage PFEG. En plus, comme il s'agit d'un ouvrage couvrant une année de l'enseignement secondaire, l'élève n'est pas obligé de porter les paries de l'ouvrage

⁷² Grille de Moha Jmad. JMAD, Moha. *Grille d'évaluation d'un manuel scolaire*. [online] E-monsite [Consulté le 14 mai 2012] Accessible sur <<http://jmadoux.e-monsite.com/pages/grille-d-evaluation-d-un-manuel-scolaire.html>>.

destinées aux années prochaines. Et enfin pour l'année de parution, de point de vue d'actualité, c'est l'ouvrage FVPSS paru en 2011 qui aurait été le plus préféré.

7.4 Paramètres contextuels

Le choix entre les ouvrages peut être également influencé par des facteurs externes.

Tableau II / Critère	FVPSS	FVPSS - CD	PFEG
Destinataires	Livre d'élève	Cahier d'exercices	Livre d'élève
Langue / pays	Tchèque	Tchèque	Français
Emploi	En classe / autonome	En classe / autonome	En classe
Niveau	Secondaire	Secondaire	Secondaire - seconde
Conforme pour le cadre scolaire ?	OUI	OUI	OUI
Documents d'accompagnement ?	OUI sur le CD	OUI	OUI sur le site Nathan.fr
À la portée / prix	490 CZK (~19,60 EUR)	-	19,30 EUR

Le premier facteur est le destinataire cible de l'ouvrage. Pour les deux ouvrages, il s'agit des élèves à qui sont destinés les ouvrages. Concernant l'emploi des ouvrages, l'ouvrage PFEG est destiné uniquement pour la classe, car, comme nous verrons plus loin, il nécessite la présence de l'enseignant. Contrairement, l'ouvrage FVPSS peut-être utilisé aussi indépendamment, sans l'aide de l'enseignant. Les deux ouvrages sont aussi conformes pour être employés dans le cadre scolaire. L'ouvrage PFEG correspond aux exigences du Bulletin officiel spécial n° 4 du 29 avril 2010 (document législatif français). « La conception et la structure de l'ouvrage FVPSS prend l'origine dans la Stratégie de l'éducation financière en République tchèque et dans le document *Système de renforcement de l'éducation financière dans le cadre de l'enseignement obligatoire et secondaire*.⁷³

Les deux ouvrages sont destinés à l'enseignement du degré secondaire, mais l'ouvrage PFEG couvre seulement une année scolaire, c'est pourquoi le coût final des manuels scolaires pour couvrir toute période de l'enseignement secondaire sera plus élevé pour l'élève français.

Les ouvrages sont accompagnés des documents complémentaires destinés surtout aux enseignants. Pour l'ouvrage PFEG, le site de la maison d'édition Nathan leur propose l'accès au livre du professeur, aux scénarios, aux objectifs pédagogiques et ressources, aux corrigés, aux schémas de synthèse, aux ressources en ligne et au manuel vidéoprojetable.⁷⁴

⁷³ Knihcentrum.cz. *Finanční vzdělávání pro střední školy se sbírkou řešených příkladů na CD*. [online] Knihcentrum.cz. [Consulté le 14 avril 2013] Accessible sur <<http://www.knihcentrum.cz/financi-vzdelavani-pro-stredni-skoly-se-sbirkou-resenych-prikladu-na-cd/d-106431/>>, notre traduction.

⁷⁴ Nathan. *Principes Fondamentaux d'Economie et de Gestion : 2e*. [online] Éditions Nathan 2011 [Consulté le 14 avril 2013] Accessible sur <<http://www.nathan.fr/webapps/cpg2-5/default.asp?idcpg=999&accueil=1>>.

8 ANALYSE COMPARÉE DES OUVRAGES – PARTIE PÉDAGOGIQUE

Il s'agit de l'analyse du contenu et des aspects pédagogiques qui directement ou indirectement peuvent motiver l'élève à l'acquisition de nouvelles connaissances et compétences. Nous comparerons également les aspects pédagogiques qui servent à expliquer l'acquis, à le faire comprendre et appliquer par les élèves et enfin à évaluer le niveau d'acquis final des élèves.

Plus précisément, nous nous intéresserons aux titres des ouvrages, à leur organisation et celle de leurs chapitres; nous analyserons également les textes et les illustrations, le contenu de l'acquis et les méthodes pédagogiques employées ainsi que les fonctions et objectifs des ouvrages. Enfin, nous examinerons les ouvrages du point de vue des activités et exercices, des consignes et des évaluations. Tout cela nous permettra d'évaluer les ouvrages de la manière générale et de répondre ainsi à notre hypothèse H7.

8.1 Titres

Dans ce sous-chapitre, nous comparerons les titres et leur capacité d'attirer et motiver l'élève à explorer plus loin. Dans le tableau suivant, nous verrons également quelle est la fonction des titres et jusqu'à quel point les titres reflètent le contenu de l'ouvrage.

Tableau III / Critère	FVPSS	FVPSS - CD	PFEG
Titre de l'ouvrage	Finanční vzdělávání pro střední školy se sbírkou řešených příkladů na CD (L'éducation financière pour l'enseignement secondaire avec un cahier d'exercices et leurs corrigés en CD)	Sbírka řešených příkladů ke knize Finanční vzdělávání pro střední školy (Cahier d'exercices et leurs corrigés du livre L'éducation financière pour l'enseignement secondaire)	Principes Fondamentaux de l'Économie et de la Gestion (Enseignement d'exploration 2e)
Incitant pour ouvrir le livre ?	Moyennement, moins	Moyennement, moins	Moyennement
Fonction de sa formulation : pédagogique/commerciale ?	Pédagogique	Pédagogique	Pédagogique
Reflète-t-il le contenu le plus fidèlement possible ?	OUI	OUI	OUI
Titres des chapitres (par exemple) ou sous-	Argent (Peníze)	Argent (Peníze)	À quoi sert une

chapitres			banque ?
Attirants pour entrer dans les chapitres ?	NON	NON	OUI
Reflètent-ils leur contenu le plus fidèlement possible ?	OUI	OUI	OUI

Tout d'abord de l'analyse comparée du point de vue pédagogique, nous nous sommes posés une question. Est-ce que les titres des ouvrages sont assez motivants pour que l'élève les ouvre et commence à s'y intéresser plus en détail ? Pour pouvoir répondre à cette question, nous l'avons posé à de nombreuses personnes de notre entourage. de leurs réponses ressort que s'ils devaient choisir uniquement selon le critère du titre de l'ouvrage, le meilleur serait l'ouvrage français PFEG. Nous aurions également choisi le titre français.

La raison est peut-être que le titre de l'ouvrage PFEG contient l'expression « principes fondamentaux » qui peut être rassurante pour le lecteur, car il peut penser qu'il ne rentrera pas au milieu de la problématique et il pourra tirer seulement l'essentiel des bases de l'économie; tandis que le titre de l'ouvrage FVPSŠ donne l'impression qu'il ne parlera pas directement des bases économiques concrètes mais il présentera une description de l'éducation financière.

Cependant, nous trouvons que le niveau d'attractivité des deux ouvrages reste pour le lecteur plutôt moyen. Cela est lié à la fonction de la formulation des titres qui dans les deux cas remplissent clairement la fonction pédagogique et non commerciale. Or, s'ils avaient été formulés de manière commerciale (par exemple : *Comment gérer votre budget familial en 4 étapes*), nous pensons qu'ils auraient gagné en attractivité de façon importante. Tout cela, car une formulation interrogative qui s'adresse directement au lecteur et qui renvoie à un savoir-faire, ou à un décryptage d'un mystère etc. a souvent des effets porteurs d'une plus value.

Nous nous sommes posés la même question, mais cette fois-ci concernant les titres des chapitres. Ici, nous trouvons que l'ouvrage PFEG, en matière d'attractivité prévaut également sur l'ouvrage tchèque. Tous les chapitres y sont formulés en tant que questions ce qui attire plus le lecteur à explorer ce qui suit. Dans l'ouvrage FVPSŠ, ils sont formulés de manière à ressembler à la formulation des entrées dans les dictionnaires. En plus, comme tous les grands chapitres sont représentés dans les ouvrages à chaque fois de manière identique, nous pouvons appliquer cette règle à tout l'ensemble des titres des chapitres.

Néanmoins, au niveau des sous-chapitres cette distinction n'est plus si catégorique. En effet, parmi les titres des sous-chapitres tchèques nous trouvons une minorité de ces derniers qui sont formulés comme questions.

Concernant le contenu qui devrait se refléter le plus fidèlement possible dans les titres des ouvrages, nous constatons que de ce côté il n’y a pas de reproches à faire ni sur l’ouvrage FVPSS ni sur l’ouvrage PFEG.

8.2 Partie éditoriale

Dans cette partie, nous nous intéresserons à la partie éditoriale. Nous nous concentrons sur l’aspect pédagogique de la couverture et d’autres parties éditoriales comme l’avant-propos, la table des matières, l’index, la bibliographie, etc.

Tableau IV / Critère	FVPSS	FVPSS - CD	PFEG
Couverture composée de :	Titre, noms des auteurs, édition, image, résumé au dos, code barre, URL et enseigne du magasin de la maison d’édition	Titre, noms des auteurs, édition, enseigne de la maison d’édition, avertissement sur le photo copiage	Titre, noms des auteurs, enseigne de la maison d’édition (2x), image, code barre, ISBN, avertissement sur le photo copiage
Incitante pour ouvrir le livre ?	OUI	Moyennement	OUI, moins
En couleur / illustrée ?	Orange + illustrée bleu et jaune	Orange, pas d’illustration	Illustrée bleu et blanc
Si illustrée, l’illustration liée au sujet du livre ?	OUI directement	-	OUI implicitement
Auteur - nombre	2 + 17	3	1 + 4
Leur statut	Spécialistes en matière	Spécialistes en matière	Spécialistes en matière
Maison d’édition orientée vers :	Économie / droit	Économie / droit	Pédagogie
Avant-propos ?	OUI	NON	NON
À qui s’adresse-t-il ?	À toute la population tchèque	-	-
Explique-t-il le fonctionnement du manuel ?	NON	-	-
Explique-t-il le but du manuel ?	OUI	-	-
Son discours est-il intelligible ?	OUI	-	-
Table des matières ?	OUI	OUI	OUI
Facilite-t-elle la consultation du manuel ?	OUI	OUI	OUI
Index ?	OUI	NON	NON
Bibliographie ?	OUI, à la fin de chaque chapitre	OUI, à la fin de chaque chapitre	NON, seulement les documents authentiques accompagnés de leur source
Accessible aux élèves ?	Partiellement, moins (ouvrages, sites web, en anglais)	Partiellement, (ouvrages, sites web)	Partiellement, mieux (articles...)
Ressources, une fois obtenues, compréhensibles ?	Partiellement et difficilement	Partiellement	Partiellement, plus facilement
Glossaire ?	OUI	NON	NON
Feuilles libres pour noter ?	OUI	NON	NON

Tout d’abord regardons la couverture. Les **couvertures** des deux ouvrages contiennent les parties classiques et essentielles pour pouvoir identifier l’ouvrage dont

surtout le titre et les noms des auteurs. La couverture de l'ouvrage FVPSŠ contient un élément supplémentaire que nous trouvons très utile. Il s'agit du résumé du contenu de l'ouvrage qui manque incontestablement sur la couverture de l'ouvrage PFEG.

La couverture se compose également d'une **illustration** du côté français ainsi que du côté tchèque. Des deux côtés, c'est un signe d'attractivité et donc d'une meilleure motivation pour l'élève à explorer. Mais est-ce que le contenu de l'illustration correspond au contenu de l'ouvrage entier ? Déjà à première vue, nous croyons que l'illustration sur la couverture de l'ouvrage FVPSŠ est beaucoup plus liée et ciblée au contenu de l'ouvrage que celle de la couverture de l'ouvrage français. Mais dès que nous découvrons plus de détails sur l'illustration de la couverture française, nous changeons d'avis. Pour expliquer, l'illustration tchèque représente un homme sur lequel sont collés de nombreux post-it avec des termes essentiels de l'éducation financière que le consommateur devrait connaître (voir Image n°1). L'illustration française représente une photographie de la place Carpeaux dans le quartier d'affaires parisien, La Défense. Nous pouvons y percevoir de nombreuses personnes en train de se déplacer (voir Image n°3). Ensuite, il pourrait être évoqué un débat si l'illustration française est implicitement liée au sujet de l'éducation financière ou pas, car pour décider que oui il *faut* préalablement savoir qu'il s'agit d'une place d'*affaires*. Nous voyons la raison du choix de cette illustration dans le fait que la France ne voit pas l'éducation financière de manière isolée et considère cette dernière globalement en liaison avec d'autres aspects socio-économiques.

Pour continuer l'analyse de la couverture, nous nous concentrons maintenant sur le contenu des **couleurs** employées et leurs influences sur l'attractivité de la couverture.

L'ouvrage français se compose essentiellement de la couleur bleu clair et de la couleur blanche, accompagnées du rouge et d'un peu de jaune. L'ouvrage FVPSŠ se compose de la couleur orange, bleu foncé, jaune clair et blanche, et d'un peu de rouge. Quel est l'impact de ces couleurs sur la motivation de l'élève ? L'élève français sera rassuré par le bleu clair, ramené aux origines de la vie par la pureté du blanc et stimulé à la dynamique par le rouge. Auprès de l'élève tchèque, l'amélioration intellectuelle sera initiée par l'orange énergique, ses émotions seront équilibrées par le calme du bleu indigo et enfin une nouvelle direction de sa vie sera guidée par le blanc.⁷⁵ Étant donné que l'orange vif de l'ouvrage FVPSŠ domine, nous supposons qu'il serait le préféré entre nos

⁷⁵ Les informations sur les couleurs proviennent du site : Les images enchantées. *Le langage des couleurs*. [online] 2010 Les images enchantées [Consulté le 28 mars 2013] Accessible sur <<http://couleursdelumiere.voila.net/couleurs.htm>>.

deux ouvrages comparés. Nous avons pu confirmer cela en posant la question à notre entourage.

Au niveau des **connaissances et compétences** de ceux qui ont écrit les ouvrages, nous pouvons constater que des deux côtés de nombreux **co-auteurs** se distinguent par un passé très productif dans le domaine. Selon nos recherches sur Internet, il s'agit d'auteurs de nombreux ouvrages de spécialité ou de personnes travaillant activement dans le domaine. D'ici nous pouvons supposer qu'ils étaient assez compétents pour la rédaction des ouvrages que nous comparons. Il ne devrait pas alors apparaître de doute sur l'exactitude du contenu.

Les **maisons d'édition** semblent être également assez compétentes des deux côtés, mais chacune prédomine dans son champ d'orientation. Comme la maison d'édition de l'ouvrage FVPSŠ se préoccupe essentiellement de l'édition des ouvrages du domaine économique et du droit, nous observons, comme cela sera précisé plus loin, un manque d'aspects pédagogiques pour motiver l'élève et pour faciliter son processus de compréhension et d'acquisition de nouvelles connaissances et compétences. Du côté français, où la maison d'édition s'oriente sur de nombreux manuels scolaires de toutes sortes, nous observons une multitude de moyens pour faire réfléchir l'élève.

Concernant la table des matières, il n'y a pas de reproches à faire ni du côté français ni du côté tchèque. Les deux tables des matières sont présentes et utiles pour la consultation des ouvrages. C'est surtout l'ouvrage FVPSŠ qui en a beaucoup plus besoin, car il est plus complexe et plus volumineux que son vis-à-vis français. Une qualité de plus pour la table des matières de l'ouvrage PFEG est sa présentation en différentes couleurs et polices pour accentuer la hiérarchie des chapitres.

Ce qui est surprenant du côté français, c'est l'absence totale de l'avant-propos, de l'index, de glossaire et de la bibliographie organisée. Du côté tchèque, il y a en plus des pages libres pour les notes du lecteur. Nous nous demandons pourquoi ces parties étaient omises. Pourquoi les auteurs et la maison d'édition Nathan ont limité la partie éditoriale à un strict minimum ? Était-ce une question de coûts, de poids du cartable ou d'autre chose ? Cela ne sera peut-être pas à nous de répondre à ces questions.

En ce qui concerne l'avant-propos de l'ouvrage tchèque, nous observons que pour expliquer le but de l'ouvrage, l'auteur cible tous les lecteurs y compris lui-même, mais il n'explique guère le fonctionnement de l'ouvrage. Et pour la bibliographie, nous apprécions le fait de l'inclure dans la partie éditoriale, car elle permet la bonne traçabilité des informations. Mais comme les ressources surtout du côté tchèque sont souvent assez

spécialisées ou rédigées en anglais, nous estimons que cela peut constituer un obstacle d'accessibilité et de compréhension pour les élèves s'ils voulaient les consulter.

8.3 Structure des ouvrages

Tableau V / Critère	FVPSŠ	FVPSŠ - CD	PFEG
Structuré en parties ?	OUI : 4	NON	OUI : 3
Structuré en chapitres ?	OUI	OUI	OUI
Leur nombre	12	5	13
Leur longueur ⁷⁶	Moyenne : 23,4 pages	Moyenne : 34	Moyenne : 13,46 pages
Structurés en sous-chapitres ?	OUI	OUI	OUI
Leur nombre dans chaque chapitre ?	Variable, en moyenne : 3,5	Variable, en moyenne : 3	Variable, en moyenne : 3,9
Chaque chapitre se compose de :	Sous-chapitres qui eux-mêmes se composent de: sous-sous-chapitres (texte); résumé du chapitre entier, mots-clés, bibliographie du chapitre, ressources internet	Sous-chapitres qui eux-mêmes se composent parfois de: sous-sous-chapitres (exercices) ; parfois de tests, bibliographie du chapitre ou/et ressources internet	Plan du chapitre, sous-chapitres qui se composent des documents authentiques et des questions et « Faire le point »; « Fenêtre sur ... » et « Testez vos connaissances »

Dans le tableau ci-dessus nous voyons comment sont structurés et de quelles parties sont composés les ouvrages étudiés. D'abord, les deux sont composés de parties, l'ouvrage PFEG en a 3 et l'ouvrage FVPSŠ en a 4. Ensuite, ils sont composés de plus d'une dizaine de chapitres dont la longueur moyenne atteint presque 23 pages et demie pour l'ouvrage tchèque et 13 pages et demie pour l'ouvrage PFEG. Pour l'élève tchèque cette longueur pourrait être démotivante, voire effrayante car elle demande une concentration plus longue.

Ici, il ne faut pas se contenter de la comparaison de la longueur des chapitres sans prendre en considération qu'ils varient de format. C'est pourquoi nous avons recalculé le format de l'ouvrage tchèque en format de l'ouvrage PFEG.⁷⁷ D'ici nous voyons que, si l'ouvrage tchèque était fait en format de l'ouvrage PFEG, son nombre de pages des chapitres aurait atteint quand-même de 58 pages de moins que l'ouvrage français (175-117 = 58) et la longueur moyenne des chapitres français et tchèques aurait **inversée** en faveur de l'ouvrage FVPSŠ avec à peine 10 pages de longueur moyenne (117/12 = 9,75) ! C'est pourquoi il ne faut pas se faire tromper par l'épaisseur et le format des ouvrages. Même si

⁷⁶ Calcul : chapitres **tchèques** de page 3 à 284, c'est **281** pages divisées par 12 chapitres = 23,4 pages dans un chapitre en moyenne, chapitres **français 175** pages divisées par 13 = 13,46; **CD : 170 pages** divisées par 5 = 34.

⁷⁷ Pour le calcul nous n'avons pas considéré la taille de la police mais uniquement la surface d'une page française 21x28 cm = 588 cm², et tchèque 16,5 x 24 cm = 396 cm². Nous obtenons le nombre de pages du corps de l'ouvrage tchèque en tant que nombre de pages de l'ouvrage français multiplié par le quotient de surface d'une page de l'ouvrage tchèque et d'une page de l'ouvrage français : $x = 175 \times 396 / 588 = 117$ pages. Le corps de l'ouvrage tchèque seraient réparti sur 117 pages en taille de l'ouvrage français.

l'ouvrage FVPSŠ semble plus volumineux, en ce qui concerne le nombre de pages des chapitres il est certain qu'en format de l'ouvrage PFEG, il aurait eu moins de pages et il aurait été peut-être plus attractif pour l'élève.

Mais il ne faut non plus oublier que l'ouvrage FVPSŠ couvre l'enseignement de l'éducation financière sur 4 ans tandis que l'ouvrage PFEG est destiné seulement pour la classe de seconde. Dans ce cas, il est paradoxal que le contenu éducatif de l'ouvrage PFEG couvrant une seule année est réparti sur plus de pages que le contenu de l'ouvrage FVPSŠ ! C'est pourquoi nous présumons que pendant les cours de l'éducation financière en République tchèque, il devrait être utilisé le *Cahier d'exercices et leurs corrigés en CD* pour compenser cette asymétrie.

Par rapport au *Cahier d'exercices et leurs corrigés en CD*, nous remarquons également une particularité très intéressante. À l'égard de tout ce que nous venons de dire sur la longueur du contenu éducatif des supports papiers, nous nous demandons pourquoi le *Cahier d'exercices et leurs corrigés* ne fait pas partie du support papier de l'ouvrage FVPSŠ puisqu'il est sous format PDF et ne propose aucune activité interactive qui aurait dépassé les limites du support papier ? Est-ce un choix marketing pour rendre l'ouvrage plus attractif et plus vendu ou est-ce un moyen plus pratique pour alléger les cartables des élèves ? Si le deuxième cas est vrai, pourquoi justement la partie la plus pratique dont les élèves vont se servir le plus souvent a été choisie pour être mise sur le CD ? Et pourquoi d'autres documents sur le CD y figurent-ils ? Est-il vraiment nécessaire que les élèves connaissent les méthodes d'enseignement proposées dans un des documents du CD avant que l'enseignant les leur présente ? Les élèves, ne seront-ils pas ainsi privés de l'effet surprise des exercices et du processus de la découverte ? Nous laissons ces questions sans réponse, car malheureusement elles ne présentent pas d'objet de notre travail.

Ensuite, après les chapitres, les deux ouvrages se composent aussi d'unités plus petites – de sous-chapitres ou encore de sous-sous chapitres dans le cas de l'ouvrage FVPSŠ. Les chapitres de celui-ci sont également composés de résumé de chapitres entiers, de mots-clés, de la bibliographie citée dans le chapitre et des ressources internet cités ou recommandés. Le *Cahier d'exercices et leurs corrigés en CD* possède une structure semblable mais à la place du résumé et des mots-clés il propose des tests. Les chapitres de l'ouvrage PFEG sont composés à chaque fois de plan du chapitre, ensuite de sous-chapitres qui se composent eux-mêmes de documents authentiques et des questions qui y sont liées. Chaque sous-chapitre se termine par l'activité « Faire le point » et par une « Fenêtre sur ...

» un sujet intéressant et lié au thème parcouru pour aller plus loin et une évaluation « Testez vos connaissances ».

Dans les deux ouvrages il y a un certain ordre qui facilite l'orientation. Le style de la structure des ouvrages est respecté du début à la fin des ouvrages. Pour mieux s'orienter dans les ouvrages, les titres des chapitres sont répétés tout le long des chapitres. Mais qu'est-ce qui se passe si nous essayons d'ouvrir les ouvrages au hasard ? Est-ce qu'en ouvrant les ouvrages et en tombant sur n'importe quelle page nous saurons vraiment où nous nous trouvons ? Nous nous sommes mis dans la peau de l'élève et nous avons fait cette expérience. Le résultat ?

Grâce à la meilleure présentation visuelle de l'ouvrage PFEG qui facilite sa consultation, nous n'avons pas eu à chercher où nous nous trouvons en feuilletant dans le pire des cas jusqu'à la table des matières. Il s'agit non seulement du fait d'avoir utilisé des couleurs variées pour différencier les entêtes des parties, mais aussi d'avoir utilisé la structure de *double page* pour chaque sous-chapitre qui se répète tout le long de l'ouvrage. C'est ainsi que l'élève sait directement où il se trouve. Cela n'est pas le cas de l'ouvrage FVPSŠ.

C'est alors ce que nous reprochons aux auteurs de l'ouvrage FVPSŠ car leur ouvrage suit la structure décimale (par exemple 1.2.4) qui s'emploie le plus souvent pour la rédaction des ouvrages scientifiques (cette structure est identique à celle que nous utilisons dans notre travail). Pour que l'élève sache directement où il se trouve dans l'ouvrage, il faut qu'il feuillette pour retrouver le nom du sous-chapitre (par exemple 1.2) et dans le pire des cas même pour retrouver le nom du sous-sous-chapitre (par exemple 1.2.4), car les seules informations *toujours* présentes sont le titre du chapitre et le titre de la partie dans l'entête. Et comme cet ouvrage doit servir pour être lu et étudié par des élèves âgés de 15 à 18 ans, qui en plus ont besoin d'une présentation visuelle ordonnée, claire et simple en même temps, nous considérons que le choix de la structure décimale ne convient pas car elle est beaucoup moins claire que celle de l'ouvrage PFEG, et donc elle produit un effet contraire à celui souhaité – c'est-à-dire la démotivation de l'élève à explorer, car il se sentira assez perdu dans cet ouvrage.

L'argument pour soutenir la structure décimale est qu'il s'agit ainsi d'une bonne préparation de l'élève pour des études supérieures où il sera souvent confronté avec une multitude des ouvrages structurés de cette façon. Cependant cet argument a quand même des limites. D'abord, ce ne sont pas tous les élèves du secondaire qui suivront le chemin des études supérieures, et surtout, comme l'éducation financière est en principe une

matière pratique qui servira à l'élève dans sa vie quotidienne, nous ne croyons pas qu'une structure trop scientifique puisse approcher l'élève à cette pratique.

8.4 Textes

Dans ce sous-chapitre nous nous intéresserons au texte. Nous l'examinerons d'un point de vue stylistique afin d'identifier son impact sur l'explication de l'acquis et leur compréhension par l'élève. Dans le tableau comparatif suivant, nous nous concentrons sur les différences les plus frappantes qui peuvent faciliter ou au contraire rendre plus difficile la compréhension de l'élève du contenu.

Tableau VI/ Critère	FVPSŠ	FVPSŠ - CD	PFEG
Style : type de texte (discours) ?	Explicatif, (descriptif, narratif, injonctif)	Explicatif, injonctif (argumentatif)	Explicatif, descriptif, narratif, injonctif (argumentatif)
Registre de langue ?	Écrit	Écrit	Écrit
Équilibre entre les documents authentiques / non authentiques ?	NON	NON	OUI
Cohérence	OUI	OUI	OUI
Mode de communication	3e pers. sg., 1e pers. pl., 2e pers. pl. (impératif)	3e pers. sg., 1e pers. pl., 2e pers. pl. (impératif)	3e pers. sg., 1e pers. pl., 2e pers. pl. (impératif)
Dialogue / monologue ? Questions ?	Monologue, questions	Monologue, questions	Monologue, mais abondance de questions (sans réponse)
Syntaxe : Longueur moyenne de phrases	2,5 verbe / phrase	1,6 verbe / phrase	1,9 verbe / phrase
Longueur de textes	Jusqu'à 3 pages A5	1 paragraphe, ne pas dépassant 10 lignes	Ne dépasse pas ¼ d'une page A4
Sources fiables ?	OUI	OUI	OUI
Type et taille de police ?	Times New Roman (10) Regular Light	Times New Roman (12)	Times New Roman, Arial, Palatino Linotype, Arial Black, Tahoma, Lucida Sans, Calibri ...; taille varie autour 10 et 12
Typographie lisible ?	OUI, absolument	OUI, absolument	OUI, moins (exceptions, p. 115, 82 ou 138)
Champ lexical	Pédagogie, psychologie, démographie, politique, économie, finance, droit	Mathématiques, économie, finance	Économie, finance, droit, écologie, informatique
Termes techniques	OUI	OUI	OUI
Expliqués ?	OUI dans le glossaire et dans le corps de l'ouvrage	NON	OUI progressivement dans l'ouvrage
Lexique compréhensible au niveau des élèves ?	OUI	OUI	OUI
Redondance	NON	NON	NON
Contenu des textes exact ?	OUI	OUI	OUI
Lié à l'actualité / atemporalité ?	Actuel pour 2011, temporaire	Actuel pour 2011, temporaire	Actuel pour la période actuelle, moins temporaire

Pour notre analyse du discours de nos ouvrages, nous nous servirons des typologies fonctionnelles et formelles tchèques et françaises. Même si leur sens est critiqué par

de nombreux linguistes, elles restent pour nous un moyen de classement qui est facilement abordable et démontre au moins en gros les différences les plus frappantes entre les différents discours.

Commençons d'abord avec la **typologie fonctionnelle** tchèque qui parle d'un style fonctionnel. Il est défini comme « une sorte de style objectif, dont la fonction déterminante est sa fonction élémentaire du parler par exemple : style de **communication courante**, **style journalistique**, **style de spécialité**, **style artistique** etc. »⁷⁸ Selon ce que nous avons appris, nous complétons avec le style **administratif et rhétorique**.

Selon le point de vue français « il est superflu d'utiliser le terme style pour désigner un *type fonctionnel* du langage [comme le font des auteurs tchèques], par exemple le style journalistique ou administratif, etc. Nous définirons plutôt le style comme le choix que tout texte doit opérer parmi un certain nombre de disponibilités contenues dans la langue. Le style ainsi entendu est équivalent aux registres de la langue, [...] »⁷⁹

Si nous réfléchissons à cette proposition plus en détail, nous trouvons qu'elle peut être vraie. Surtout quand nous regardons le point de vue de Vinay et Darbelnet. Ces linguistes distinguent des niveaux de langue (axe vertical) ou autrement dit des registres selon la tonalité esthétique. D'après eux, en partant du bas vers le haut, il existe les **registres de l'argot, du populaire, du familier, de l'écrit, du littéraire et du poétique**. C'est ici au niveau de la langue écrite (axe horizontal) qu'ils distinguent les spécialisations fonctionnelles restreintes seulement aux domaines dans lesquelles l'écrit peut être utilisé (voire tableau n°5 dans les annexes).⁸⁰

Mais pour revenir aux typologies fonctionnelle et formelle, même si Maingueneau dans l'ouvrage d'Adam les critique également, ce qui est important c'est qu'il en dénomme plusieurs types contrairement à la typologie fonctionnelle tchèque, il ajoute un discours juridique, religieux, politique et d'autres; et pour la **typologie formelle** il distingue un discours **narratif, didactique** etc.⁸¹ Pour compléter la dernière distinction, nous

⁷⁸ LOTKO, Edvard. *Slovník lingvistických termínů pro filology*. Olomouc : UPOL 1999, p. 98., notre traduction.

⁷⁹ DUCROT, Oswald, TODOROV, Tzvetan. *Dictionnaire encyclopédique des sciences du langage*. Paris : Éditions du Seuil, 1972, p. 383.

⁸⁰ DARBELNET, Jean; VINAY, Jean-Paul. *Stylistique comparée du français et de l'anglais*. Paris : Marcel Didier, 1958. p. 34.

⁸¹ ADAM, Jean-Michel. *Éléments de linguistique textuelle : Théorie et pratique de l'analyse textuelle*. Liège : Mardaga, 1990, p. 22.

complétons avec le discours **descriptif, injonctif, et argumentatif** et explicatif.⁸² Ici, le discours explicatif renvoie au discours didactique de Maingueneau.

Maintenant selon ces typologies nous présentons la présence de différents textes dans nos ouvrages.

Pour la typologie fonctionnelle tchèque, nous trouvons que l'ouvrage FVPSŠ contient bien évidemment des textes de style de spécialité. Le problème est qu'il ne contient que du texte de ce style fonctionnel ! D'autre part, il y a l'ouvrage PFEG qui contient les textes variés parmi lesquels en majorité ceux de style de spécialité mais aussi de style journalistique, artistique et une faible minorité de ceux du style administratif.⁸³

Selon la typologie formelle de Maingueneau, dans l'ouvrage FVPSŠ nous retrouvons les discours explicatifs/didactiques. Mais c'est uniquement dans le cadre explicatif que nous trouvons des fragments de narration (page 166 – 170) ou de description (page 143, histoire de l'argent) ou d'injonction (page 198 – conseils). Il ne s'agit nulle part d'un extrait authentique d'un autre type. Au contraire, l'ouvrage PFEG contient non seulement les discours explicatifs/didactiques, mais aussi des discours authentiques narratifs (par exemple : La Terre des Hommes de St-Exupéry, Fables de La Fontaine, Robinson Crusoe de Defoe), descriptifs (par exemple de nombreux articles de presse), injonctifs (uniquement dans les parties « Testez vos connaissances »).

Ni l'ouvrage FVPSŠ ni l'ouvrage PFEG ne contiennent pas de discours argumentatifs explicites. Ceci est assez logique puisque l'objectif de l'ouvrage n'est pas de persuader ou faire changer d'avis mais de démontrer, expliquer et faire comprendre ce qui était déjà prouvé. L'argumentation est présente plutôt de manière implicite dans des exemples concrets ou dans les exercices du *Cahier d'exercices et leurs corrigés en CD*.

Et enfin, selon les registres de Vinaly et Darbelnet, nous classons certainement les deux ouvrages dans la catégorie de la langue écrite, et selon leur spécialité et selon leur lexique dans le domaine de l'économie, de la finance et du droit. Là, où les ouvrages diffèrent c'est grâce à la présence du lexique psychologique, démographique, politique, pédagogique dans l'ouvrage FVPSŠ et grâce à la présence du lexique écologique et informatique dans l'ouvrage PFEG. Le *Cahier d'exercices et leurs corrigés en CD* est orienté plus vers le lexique mathématique que vers le lexique du droit.

⁸² LAVERGNE, Philippe. Site Magister. *Les types de textes*. [online] Magister 1999-2013 [Consulté le 7 avril 2013] Accessible sur <<http://www.site-magister.com/typtxt.htm#formes>>.

⁸³ PFEG : Style de spécialité p. ex.: p. 41, 45, 78 et bien d'autres. Journalistique (articles) : p. 73, 75, 83, 85 et d'autres. Artistique (extraits des ouvrages littéraires) : p. 8, 14, 30. Administratif (p. ex.: offre de travail, contrat de travail, bulletin de paie) : p. 114, 23.

De tout cela nous percevons également un grand déséquilibre entre les documents authentiques et non authentiques auprès de l'ouvrage FVPSŠ. Nous considérons le manque de documents authentiques (à part des extraits des lois ou de rares citations des pages internet) comme très grave pour la création de vrais concepts (voir le sous-chapitre 8.5), car si nous déterminons l'objectif de l'emploi de différents documents réels comme un moyen de rapprochement de la théorie à la pratique, il est évident que l'ouvrage FVPSŠ est à la traîne de l'ouvrage PFEG.

Contrairement à ce que nous venons de dire, les textes des deux ouvrages sont cohérents, ils utilisent les mêmes modes de communication et préfèrent le monologue au dialogue. Dans les deux ouvrages nous trouvons quand même des signes de communication directe avec le lecteur moyennant des questions. Dans l'ouvrage PFEG nous en trouvons largement plus que dans l'ouvrage FVPSŠ où les questions sont par rapport à l'ouvrage PFEG plutôt rares.

Un des éléments les plus importants pour la compréhension du contenu des textes est la longueur moyenne de phrases. Pour pouvoir la comparer dans les deux ouvrages, nous avons choisi un chapitre dans chacun des deux (Peníze et À quoi sert une banque ?) et nous avons divisé le nombre de tous les verbes (comme constituants principaux d'une phrase) du chapitre choisi par le nombre de phrases. Et comme le démontre tableau, l'ouvrage FVPSŠ possède des phrases de 0,6 de phrase plus longues que l'ouvrage PFEG. Si nous partons du principe général que plus la phrase est longue, moins elle est compréhensible pour le lecteur, nous pouvons constater que l'ouvrage PFEG est de cette proportion mieux compréhensible pour l'élève.

En ce qui concerne la longueur des passages des textes, dans l'ouvrage PFEG nous ne trouvons pas de texte continu dépassant $\frac{3}{4}$ d'une page A4, tandis que dans l'ouvrage FVPSŠ la longueur va jusqu'à 3 pages A5, ce qui est, recalculé en format A4, effectivement le double de la longueur des textes dans l'ouvrage PFEG ! Comment alors avec cette longueur de phrases et de textes entiers les auteurs tchèques veulent attirer l'attention de l'élève, le motiver et enfin lui faire comprendre le contenu des textes ? Si l'élève trouve le courage nécessaire pour commencer à explorer le livre, il lui faut une plus grande concentration pour comprendre leur contenu, comparé à l'ouvrage PFEG.

Un autre élément à la fois textuel et à la fois graphique s'avère important. Comme les textes dans l'ouvrage PFEG sont découpés en parties relativement courtes, ils sont en plus différenciés entre eux par une multitude de différentes polices ce qui n'est pas le cas de l'ouvrage FVPSŠ. Il s'agit ainsi d'un moyen structurel supplémentaire qui aide

à attirer l'attention de l'élève. Exceptionnellement, nous trouvons dans l'ouvrage PFEG les polices ressemblantes à l'écriture manuelle ce qui peut d'un côté également attirer l'attention de l'élève, mais d'un autre côté cela peut nuire à la lisibilité des textes.

Concernant les termes techniques et leur impact sur la compréhension du texte de l'élève, nous voyons que les deux textes en contiennent un grand nombre. Ce qui est une bonne initiative de la part des auteurs tchèques et français, c'est la présence de leur explication. Nous préférons l'emplacement français des explications tout de suite après leur apparition dans le texte à l'emplacement tchèque à la fin de l'ouvrage dans son glossaire, car cela motive l'élève à lire les explications de suite. Le glossaire est utile pour nous en cas de recherche spontanée d'un terme. Son utilité baisse, quand nous nous apercevons qu'il ne contient pas tous les termes dont l'ouvrage parle.

Et enfin l'aspect temporaire des textes dans nos ouvrages. Les deux ouvrages peuvent être considérés comme actuels mais il faut se poser la question jusqu'à quel point. Comme les textes de l'ouvrage FVPSS contiennent souvent des données (des chiffres) exactes, ils sont plus prédisposés à perdre en actualité, ils sont donc temporaires. À part une minorité d'exceptions, l'ouvrage PFEG a adopté une stratégie inverse. Il contient des textes ayant une validité plus longue que l'ouvrage FVPSS et encline ainsi moins à la temporalité des contenus. Nous verrons mieux l'aspect temporaire dans le sous-chapitre suivant.

8.5 Illustrations

Dans ce sous-chapitre nous nous intéresserons aux illustrations. Nous les examinerons du point de vue pédagogique afin d'identifier leur impact sur l'explication de l'acquis et sur leur compréhension.

Tableau VII / Critère	FVPSS	FVPSS - CD	PFEG
Nombre d'images / photos	0	3	203
Nombre de schémas	2	0	75
Nombre de tableaux	38	222	29
Nombre de graphiques	13	7	27
Nombre de cartes	0	0	4
Total d'illustrations	53	232	338
Leur apport X textes	Démonstration	Démonstration	Démonstration, développement des compétences analytiques
Si supprimées, le contenu limité ?	OUI, moins	OUI, considérablement	OUI, considérablement
Leur contenu est exact ?	OUI	OUI	OUI
Lié à l'actualité / atemporalité ?	Actuel, sauf exceptions atemporel	Actuel, sauf exceptions atemporel	Actuel, sauf exceptions très atemporel

Fonction de la couleur	Limitée – en noir et blanc – niveaux de gris pour accentuer un texte complémentaire ou des entêtes des tableaux, différencier des éléments des graphiques et des schémas	Limitée – en noir et blanc – en couleur seulement la distinction des courbes dans des graphiques, distinction ou accentuation des éléments dans des tableaux	Bon niveau – en couleur – pour structurer : distinction des parties, des documents particuliers, des éléments dans des graphiques, schémas, tableaux, accentuation des titres, numéros, rendre le livre plus réel, intéressant, esthétique, varier pour inciter l'attention de l'élève
-------------------------------	---	---	--

En premier lieu, nous nous sommes intéressés aux différents types d'illustrations. Nous avons déterminé cinq types d'illustrations dont des photos et des images dans une catégorie et des schémas, des graphiques, des tableaux et des cartes dans les autres. Après les avoir tous comptés, nous observons de certaines tendances. D'abord, l'ouvrage PFEG déborde d'illustrations en même temps que l'ouvrage FVPSŠ déborde de textes ! La proportion du texte contre la proportion des illustrations alors diffère considérablement d'un ouvrage à l'autre : l'ouvrage FVPSŠ contient 53 illustrations sur 281 pages tandis que l'ouvrage PFEG en contient 338 sur 175 pages !

Parmi les illustrations concrètes nous observons également une tendance. Les éléments les plus fréquents que l'ouvrage FVPSŠ contient, sont des tableaux, suivis des graphiques. Cependant, cet ouvrage ne contient *aucune* image, ni photo. Le nombre de schémas y est aussi très restreint, tandis que dans l'ouvrage PFEG nous en trouvons une abondance, car pratiquement chaque sous-chapitre contient au moins un schéma. En ce qui concerne les photos et les images, c'est là où nous apercevons la plus grande différence entre nos ouvrages : l'ouvrage PFEG en contient plus que 200 contre 0 dans l'ouvrage FVPSŠ ! Dans l'ouvrage PFEG nous trouvons un nombre quasi-identique de tableaux et graphiques. Le *Cahier d'exercices et leurs corrigés en CD* a la même tendance que le support papier de l'ouvrage FVPSŠ – il s'agit de préférer les tableaux et les graphiques. Mais ici la raison de leur présence est absolument légitime, voire nécessaire, car ils servent à présenter les corrigés des exercices dont la meilleure présentation claire est effectivement à l'utilisation de tableaux. En plus, l'ouvrage PFEG contient une sorte d'illustrations que nous ne trouvons nulle part ailleurs, il s'agit des cartes du monde.

Quel est alors l'intérêt d'employer des graphiques, tableaux, photos, images, cartes et schémas dans un manuel scolaire ? En quoi consiste leur apport par rapport aux textes ? Pour répondre à ces questions, il faut que nous revenions aux fondamentaux de la pédagogie et didactique. Il faut se rappeler d'un des objectifs fondamentaux que chaque enseignant affronte quotidiennement. Il s'agit de l'objectif de créer dans

l'imagination de l'élève des images et des concepts identiques ou au moins proches à ceux qui sont objectivement vrais. Mojžíšek confirme cela en disant que : « La parole est souvent peu compréhensible pour l'élève, [car] ses visions du monde sont différentes de celles que l'enseignant suppose. » À titre d'exemple, nous pouvons mentionner la création monétaire. D'après cet objectif il faut confronter la vision de la création monétaire de l'élève avec le vrai mécanisme de la création monétaire et lui faire ainsi comprendre comment la création monétaire fonctionne en réalité. Souvent un texte ne suffit pas pour créer la vraie image de fonctionnement du mécanisme et il est nécessaire, voire préférable de recourir à une image, photo, ou une autre illustration. C'est alors un bon moyen de démonstration, et de vérification que l'élève s'est créé le vrai concept dans son imagination.

En plus de la fonction démonstrative, nous pouvons également accorder aux illustrations la fonction du développement des compétences analytiques, c'est-à-dire de savoir lire un tableau, un graphique, un schéma ou une carte ainsi que d'en tirer des informations et de trouver des liens logiques entre elles. Et comme c'est l'ouvrage PFEG qui travaille beaucoup plus avec le contenu graphique que l'ouvrage FVPSŠ, nous pouvons constater qu'il peut en conséquence mieux conduire les élèves à la création de vrais concepts et à l'acquisition des compétences analytiques. C'est aussi la raison pour laquelle le contenu de l'ouvrage PFEG serait considérablement limité, si le contenu graphique était supprimé.

En ce qui concerne l'actualité des illustrations, nous considérons les contenus graphiques de l'ouvrage PFEG ainsi que de l'ouvrage FVPSŠ comme actuels, c'est-à-dire répondant aux besoins contemporains. Nous estimons également qu'à condition que le système actuel de l'économie de marché ne subisse pas d'un séisme qui entraînerait un changement total du système, les *contenus* graphiques resteront actuels même dans les années à venir (par exemple dans 10 ou 20 ans). Cela plus pour l'ouvrage PFEG, car au niveau du contenu, il cherche à enseigner les principes de base et à présenter des données atemporelles qui seront toujours plus ou moins valables tandis que l'ouvrage FVPSŠ a plus tendance à se servir de données qui peuvent souvent varier dans le temps.

Néanmoins, dans les deux ouvrages, nous avons trouvé des exemples concrets de contenus graphiques temporaires. Pour l'ouvrage PFEG, il s'agit par exemple des enseignes des sociétés ou de la monnaie euro dont l'existence n'est pas assurée pour toujours. Pour l'ouvrage FVPSŠ, il s'agit par exemple des montants exacts du salaire

minimum, ou des montants du soi-disant « minimum vital » ou du « minimum d'existence ».⁸⁴

Cependant, comme l'ouvrage PFEG contient de nombreuses images et photos, il peut arriver que la vitesse de vieillissement de ces contenus soit plus élevée qu'auprès de l'ouvrage FVPSŠ qui n'en contient point. Parce qu'il est vrai qu'*esthétiquement les tableaux ou les graphiques résistent mieux à la perte d'actualité que les images ou les photos.*

Étant donné que la couleur n'est pas uniquement présente dans des illustrations, mais aussi en dehors d'elles, nous avons comparé également la fonction de son emploi. Le premier point le plus remarquable est que l'ouvrage FVPSŠ est en noir et blanc et l'ouvrage PFEG en couleur. Alors, l'ouvrage FVPSŠ ne se sert effectivement pas du tout de la couleur variée comme l'ouvrage PFEG à l'exception des niveaux de gris ! Ceux-ci sont utilisés uniquement pour accentuer un texte complémentaire dans des « boxes » ou des entêtes des tableaux ainsi que pour différencier des éléments des graphiques et des schémas. À l'opposé de cette stratégie visuelle se trouve l'ouvrage PFEG. Ici, la fonction de la couleur est très variée. La couleur est utilisée pour structurer l'ouvrage. Moyennement de la couleur sont distingués des parties, des documents particuliers, des éléments dans des graphiques, schémas, et tableaux. La couleur sert également à accentuer des titres et à faciliter ainsi l'orientation dans l'ouvrage. En plus elle a pour vocation de rendre le livre plus réel, plus intéressant et plus esthétique. Le but général est ici de varier pour inciter l'attention de l'élève. C'est pourquoi l'ouvrage FVPSŠ semble être moins attirant pour l'élève, car son caractère homogène ne suscite pas son attention et peut lui paraître ennuyeux pour l'œil.

8.6 Acquis

C'est ici que nous confirmerons ou refuserons la partie de notre hypothèse H7 concernant les **connaissances**. Les compétences à acquérir sont partiellement dépendantes de la méthodologie utilisée, c'est pourquoi les compétences seront analysées du point de vue méthodologique dans le sous-chapitre 8.7. La partie de l'hypothèse H7 concernant les objectifs sera finalisée dans le sous-chapitre 8.11.

⁸⁴ Exemples de la temporalité : voir les pages 132, 68 ou 58 dans l'ouvrage PFEG, ainsi que les pages 131, 37 ou 238 dans l'ouvrage FVPSŠ et 142 dans le *Cahier d'exercices et leurs corrigés en CD*.

Comme nous l'avons déjà évoqué, l'ouvrage FVPSŠ est un ouvrage qui couvre la totalité de la durée de l'enseignement secondaire, tandis que l'ouvrage PFEG couvre une seule année. Au niveau du contenu, il serait injuste de les comparer avec les connaissances prédéfinies pour l'éducation financière, car il ne s'agit pas de durées équivalentes. Pour rendre l'acquis comparable, nous avons été obligés de rajouter les contenus des ouvrages français couvrant le reste de l'enseignement secondaire. Et comme l'ouvrage PFEG (seconde) n'a pas de suite pour les classes de première et de terminale, nous avons opté pour l'ouvrage *Sciences économiques et sociales* (SES) qui est réparti sur trois années complètes. Cependant, notre analyse porte aussi sur les deux ouvrages français cités, car de toute façon, il s'agit des matières entre lesquelles l'élève français doit choisir en seconde, et c'est pourquoi il se servira nécessairement d'un ou d'autre ouvrage.

L'analyse comparée des connaissances porte sur la comparaison du contenu de l'ouvrage FVPSŠ à la base des mots clés et des connaissances prédéfinies par les *Standards de l'éducation financière* dans le document *Système de renforcement de l'éducation financière dans le cadre de l'enseignement obligatoire et secondaire*. Cela nous permettra de dire si le contenu y présent correspond aux connaissances prédéfinies ou pas. La même démarche est adoptée pour comparer si les connaissances de l'ouvrage PFEG correspondent aux connaissances prédéfinies par le document de l'IEFP *Pour une éducation financière à l'école*.

Les sources des données pour notre analyse sont à la fois les mots clés dans l'ouvrage FVPSŠ et à la fois les tables des matières des autres ouvrages (voir Images n°4, n°5 et n°6). L'analyse comparée elle-même est consultable dans les Tableaux n°6 et n°7.

8.6.1 Analyse comparée des connaissances prédéfinies et réelles des ouvrages vs. notre hypothèse

Pour l'ouvrage FVPSŠ, d'un côté il ressort de notre analyse que les connaissances y présentées **ne correspondent pas entièrement** aux connaissances prédéfinies pour ce niveau-ci. Les connaissances manquantes sont la formation des prix et le contenu des contrats. Les autres connaissances prédéfinies s'y trouvent plus ou moins. L'inflation est par exemple traitée dans la partie de l'ouvrage qui selon ses auteurs n'est pas primordialement destinée à l'éducation financière.

D'autre côté, il faut souligner que l'ouvrage FVPSŠ contient des informations (connaissances) sur des sujets pas du tout définis par les *Standards de l'éducation*

financière. Il s'agit des chapitres 1, 2, 3, 4, 6, 7 et 8. Le but de la présence de certains de ces chapitres est certainement le besoin d'expliquer pourquoi il faut introduire l'éducation financière, notamment face à la situation actuelle, c'est-à-dire face au vieillissement de la population, à la crise économique et à ses effets secondaires. Nous ne considérons pas ces chapitres comme nécessaires, mais bienvenus. Nous apprécions la présence du chapitre premier qui aborde le sujet de la psychologie de l'argent ainsi que du chapitre cinq qui explique le contexte économique plus large. Au contraire, sauf les notions de qualification financière, de justice distributive et d'asymétrie d'information, nous ne voyons pas l'intérêt de la présence du chapitre 2 qui explique l'historique de la naissance du concept de l'éducation financière. Au niveau pratique, pour les besoins de l'élève-consommateur il n'est pas nécessaire de savoir comment l'éducation financière était née, mais comment l'appliquer dans la vie quotidienne.

Pour l'ouvrage **PFEG et SES**, l'analyse comparée est un peu plus compliquée. Étant donné que la durée du lycée français est répartie sur 3 ans, seul, l'ouvrage PFEG devrait contenir un tiers des connaissances à acquérir. Et si nous regardons notre tableau comparatif (voir Tableau n°7), nous voyons que ce n'est pas le cas, car selon notre calcul, il s'agit d'un quart d'acquis prédéfini.⁸⁵ Seul, l'ouvrage SES qui est réparti sur trois ans, devrait alors couvrir la totalité des connaissances. En analysant notre tableau, nous observons que ce n'est pas non plus le cas. L'acquis des trois volumes SES couvre à peine la moitié d'acquis prédéfini.⁸⁶ Et même si nous additionnons l'acquis de l'ouvrage PFEG et SES, nous **n'arrivons non plus à 100 %**, mais à peine à 75 %. Nous pouvons alors constater que ni l'ensemble des ouvrages PFEG et SES ne couvre pas l'acquis prédéfini de l'éducation financière. Cependant dans le cas français, il est possible que le manque de 25 % soit enseigné dans d'autres matières. Au contraire, les deux ouvrages contiennent d'autres acquis certainement utiles pour l'élève.

Pour conclure, ni l'ouvrage FVPSŠ ni l'ensemble des ouvrages PFEG et SES ne correspondent pas entièrement aux connaissances cibles prédéfinies dans chaque pays à part. C'est pourquoi, la **partie de notre hypothèse H7 concernant les connaissances a été refusée.**

⁸⁵ Nous nous sommes servis d'un calcul estimatif la proportion des connaissances correspondantes $2/3 + 0/3 + 1/3 + 0/3 + 1/4 = 15/12$ contre la totalité des connaissances prédéfinies : $12/12 + 12/12 + 12/12 + 12/12 + 12/12 = 60/12$, ce qui représente $1/4$ de connaissances communes ($15 : 60 = 0,25$).

⁸⁶ Même procédé : $2/3 + 3/4 + 1/9 + 1/9 + 4/5 = 439/180$ contre 5 fois $180/180 = 900/180$, ce qui représente pratiquement $1/2$ de connaissances communes ($439 : 900 = 0,48$).

8.7 Méthodes, activités et exercices

Dans ce sous-chapitre nous nous intéresserons aux méthodes éducatives. Nous étudierons si leur choix est équilibré et quelle est leur représentation dans les ouvrages. Nous verrons également leurs impacts sur l'acquisition de l'acquis et, comme l'acquisition des compétences est ainsi partiellement dépendante de la méthodologie utilisée, nous la soumettrons à l'analyse comparée pour confirmer ou refuser la partie concernant les compétences de notre hypothèse H7.

Tableau VII/ Critère	FVPSS	FVPSS – CD	PFEG
Méthodes / activités de motivation	Narrations / -	Mentions de l'emploi pratique / -	Titres-questions, narrations, blagues, textes à problèmes / lecture des images
Méthodes /activités d'exposition	Textes explicatifs / -	- / -	Textes à problèmes, démonstrations, observations, textes explicatifs, déduction, remue-méninges / lecture des images, tableaux, graphiques et schémas, ...
Méthodes /activités de fixation	Résumés / -	- / corrigés	Dialogue / questions pour réfléchir et exprimer la compréhension (pourquoi, comment?), ...
Méthodes /activités d'application	Exemples / -	Problème / exercices-calculs (structure du salaire, TVA, cours de change, intérêts, rendement, budget, flux de trésorerie), analyser, appliquer la formule, comparer, proposer des solutions	Problème / exercices-calculs, trouver des exemples, classer des éléments, argumenter, ...
Nécessite l'emploi des méthodes ou activités supplémentaires ?	OUI	Partiellement	Partiellement
Méthodes adaptées aux besoins des élèves ?	NON	OUI	OUI
Activités rangées selon la difficulté croissante ?	-	NON	OUI
Équilibre de genre masculin / féminin ?	Tendance au masculin	Tendance au masculin	Tendance au masculin

Comme il est démontré dans le tableau, il existent bien sûr de nombreuses méthodes éducatives. Nous nous servons du classement des méthodes selon les étapes du processus éducatif, car nous le considérons comme le plus convenable pour notre travail. Mojžíšek distingue les méthodes suivantes : de motivation, d'exposition,

de fixation, et des méthodes diagnostiques.⁸⁷ Et comme Maňák et Švec distinguent encore une étape du processus éducatif,⁸⁸ nous ajoutons encore les méthodes d'application.

Parmi la multitude de ces méthodes, nous nous demandons comment l'enseignant peut effectivement choisir celle qui est la plus convenable pour enseigner l'éducation financière ? Et si la bonne méthode n'est pas proposée par un manuel scolaire ou par un guide pédagogique, c'est uniquement à lui de choisir. Mais quelle est la bonne méthode face aux élèves différents et aux conditions variables ?

Une bonne méthode est celle qui remplit l'objectif visé donc celle qui produit l'effet attendu. Pour l'éducation financière, l'effet attendu est constitué de l'acquisition de nouvelles connaissances et compétences ainsi que de nouveaux comportements. Selon Mojžíšek, « le sens et la vocation les plus importants d'une méthode éducative sont d'atteindre des changements dans le niveau d'éducation de l'individu de manière *efficace* et durable si possible ».⁸⁹

Mojžíšek propose toute une série de critères pour choisir la méthode efficace. Une telle méthode est alors à la fois :

- porteuse d'informations valables et exactes,
- productrice efficace des processus cognitifs,
- productrice de l'activité rationnelle et émotionnelle,
- respective des principes scientifiques,
- éducative sur le champ moral, social, esthétique et sur celui du travail,
- naturelle, pas artificielle,
- utilisable dans la vie pratique,
- adéquate aux élèves et ainsi qu'à l'enseignant,
- économique du point de vue didactique ainsi que financier,
- hygiénique.⁹⁰

Et comme le choix d'une méthode ou d'une autre dépend de certaines conditions, il faut que l'enseignant lors de son choix de méthode prenne en considération aussi :

- « l'objectif de l'éducation,
- le contenu de l'éducation,

⁸⁷ MOJŽIŠEK, Lubomír. *Vyučovací metody*. Vyd. 3. Praha: Státní pedagogické nakladatelství, 1988, p. 323-324, notre traduction.

⁸⁸ MAŇÁK, Josef; ŠVEC, Vlastimil. *Výukové metody*. Brno: Paido, 2003, p. 14, notre traduction.

⁸⁹ MOJŽIŠEK, Lubomír. *Vyučovací metody*. Vyd. 3. Praha: Státní pedagogické nakladatelství, 1988, p. 22, notre traduction.

⁹⁰ *Ibid*, p. 20, notre traduction.

- le potentiel des élèves (âge, niveau de connaissances et compétences, particularités de la classe),
- les conditions externes (potentiel économique de l'établissement scolaire),
- la personnalité de l'enseignant (expérience, capacités, caractère, maîtrise pédagogique). »⁹¹

Regardons maintenant notre tableau comparatif précédent. Quelles méthodes et activités ont été choisies par les auteurs de nos ouvrages ? Y a-t-il des différences entre elles ? Sont-elles créatrices de compétences prédéfinies pour l'éducation financière dans les deux pays ?

D'abord, observons les méthodes utilisés qui englobent des activités particulières. L'ouvrage FVPSŠ est très pauvre en méthodes convenables pour chaque étape du processus éducatif. En plus, seul, il ne contient *aucune* activité particulière qui demanderait le moindre effort de la part de l'élève ! Pour sa motivation, l'ouvrage utilise de longues narrations, pour la présentation du contenu éducatif (exposition) il se sert de longues explications, pour faire retenir les informations il y a des résumés à la fin de chaque chapitre et enfin comme signe d'application de ces informations, il donne des exemples. S'il n'était pas accompagné du *Cahier d'exercices et leurs corrigés en CD* contenant des problèmes à résoudre (exercices à calculer) avec leurs corrigés, l'ouvrage n'aurait proposé aucune possibilité de mobiliser l'élève. Ce n'est que grâce à ce *Cahier* que l'ensemble de l'ouvrage FVPSŠ peut sembler assez riche en matière de méthodes utilisées.

Mais regardons maintenant l'ouvrage PFEG. À première vue, il utilise un grand nombre de méthodes et activités différentes. Pour motiver l'élève, il se sert d'abord des titres des chapitres formulées en questions, suivis à chaque fois d'un paragraphe de narration souvent présentant un problème, et comme nous le verrons encore, dès le début il propose un dialogue avec l'élève. Au niveau des activités, à part le questionnement de l'élève, il présente souvent des images pour le faire réfléchir. Il y a alors une multitude de moyens pour faire parvenir l'élève à étudier, car « sans motivation l'apprentissage perd son sens. »⁹² C'est alors une étape primordiale dans le processus éducatif. Nous nous demandons alors pourquoi les méthodes de motivation dans l'ouvrage FVPSŠ sont si peu représentées ?

⁹¹ SOLÁROVÁ, Marie. *Metody výuky*. Podklady k přednáškám z didaktiky. Ostrava : NIDV, 2010, p.1. notre traduction.

⁹² MOJŽÍŠEK, Lubomír. *Vyučovací metody*. Vyd. 3. Praha: Státní pedagogické nakladatelství, 1988, p. 74, notre traduction.

Ensuite pour la présentation du contenu éducatif il se sert également des textes explicatifs comme l'ouvrage FVPSŠ, mais comme ce n'est pas le seul moyen de présentation du contenu, la fréquence de leur emploi est d'autant plus réduite. Ses auteurs ont alors employés des méthodes de textes à problèmes, démonstrations, observations, textes explicatifs, remue-méninges, déduction et au niveau des activités particulières y figure la lecture des images, tableaux, graphiques et schémas, et bien d'autres.

La fixation se fait aussi par le dialogue à travers des questions. L'application des connaissances et la création des compétences, se fait par la méthode du problème. En tant qu'activité nous trouvons des exercices demandant des calculs, la recherche des exemples, la hiérarchisation des éléments, argumentation, etc.

La méthodologie de problème est se retrouve aussi dans le *Cahier*. C'est ici que l'élève est amené à réfléchir. Il doit analyser le problème, appliquer une démarche pour trouver la solution, puis comparer et chercher d'autres solutions.

Étant superficiels, nous pourrions nous contenter de dire avec simplicité que l'ouvrage PFEG est plus riche en exercices. Mais dans ce cas, il faut comparer la méthodologie plus en profondeur et se demander est-ce qu'elle fait acquérir aux élèves les compétences de l'éducation financière suffisamment des deux côtés ?

Il est très évident que les auteurs tchèques ont créé un ouvrage qui à part le *Cahier d'exercices et leurs corrigés en CD* sensibilise très peu l'élève à une activité mentale. Les informations lui sont expliquées et présentées sans qu'il ait besoin de réfléchir pourquoi et comment les choses fonctionnent. Il n'a pas de possibilité de chercher des idées, les classer, les comparer, les exprimer, contester et argumenter contre des propositions, les critiquer, chercher leurs limites, contraintes et avantages, chercher des solutions et les défendre. Tout lui est déjà proposé ! Il n'a pas d'effort à faire. Pourquoi alors l'ouvrage FVPSŠ recule dans la méthodologie vers le passé ? Pourquoi ne reflète-t-il pas de certaines *compétences clés*⁹³ définies par le *Programme-cadre de l'éducation* (RVP) en 2007 ?! Il est paru quand-même après, en 2011. Pourquoi alors a-t-il été *admis* pour l'enseignement de l'éducation financière (?) qui, justement, nécessite une méthodologie visant à apprendre aux consommateurs à analyser, critiquer, comparer les éléments du monde économique et financier, et surtout à s'en servir dans la vie courante, pour que

⁹³ Notamment la compétence pour résoudre des problèmes et la compétence de communication. Voir le détail de ces compétences dans : VÝZKUMNÝ ÚSTAV PEDAGOGICKÝ V PRAZE. *Rámcový vzdělávací program pro gymnázia*. Praha: VÚP, 2007, p. 9, notre traduction.

le consommateur soit finalement capable de chercher à son tour l'information pertinente, de se bien décider, de juger de l'impact de ses décisions, d'en être responsable, de gérer efficacement son patrimoine etc. D'après nous, la méthodologie du *Cahier d'exercices et leurs corrigés en CD* ne suffit pas pour créer ces compétences clés chez l'élève. Méthodologiquement, il s'agit pour nous d'un ouvrage sans relief.

Du côté français de l'ouvrage PFEG, d'après nous, ne contient pas assez de calculs de base, mais d'un autre côté, il apprend suffisamment aux élèves à argumenter, à comparer, à critiquer, à analyser, à s'exprimer etc. Méthodologiquement, il s'agit d'un ouvrage équilibré.

Pour résumer, nous avons vu que le manque d'activités de motivation et celles demandant l'activité mentale à l'élève lors de l'exposition à l'acquis dans l'ouvrage FVPSŠ, constitue un défaut grave, même plus grave que le manque de calculs et d'application dans l'ouvrage PFEG. C'est pourquoi nous trouvons l'ouvrage PFEG méthodologiquement et pédagogiquement beaucoup plus adapté aux besoins scolaires que l'ouvrage FVPSŠ.

Et en ce qui concerne le contenu économique et financier des compétences à acquérir, nous nous contentons de savoir que l'analyse des connaissances faite dans le sous-chapitre précédent sert d'un point de repère pour l'analyse comparée des compétences, car, si au niveau du contenu, l'ouvrage ne contient pas d'information sur un sujet, il ne peut pas d'en résulter de compétence à acquérir. C'est d'où nous estimons que les compétences prédéfinies pour chaque pays à part ne peuvent pas non plus correspondre entièrement aux compétences présentes dans les deux ouvrages. Elles vont correspondre jusqu'au même point que correspondent les connaissances (donc pour l'ouvrage PFEG, c'est au maximum jusqu'à 75 %). C'est pourquoi nous considérons la **partie de l'hypothèse H7 concernant les compétences comme refusée.**

Par ailleurs, nous nous sommes aussi intéressés à savoir pourquoi l'ouvrage FVPSŠ ne remplit pas pour autant les fonctions pédagogiques. La première raison qui pourrait expliquer cela est certainement le public cible à qui est destiné l'ouvrage. D'après l'introduction de l'ouvrage FVPSŠ, ce dernier « est destiné aux étudiants de l'enseignement secondaire. Mais [(!)] il peut également servir lors des études supérieures des étudiants en pédagogie [...]. »⁹⁴ Alors, voilà l'explication. Comme en fait,

⁹⁴ DVOŘÁKOVÁ, Zuzana; SMRČKA, Luboš et al. *Finanční vzdělávání pro střední školy – se sbírkou řešených příkladů na CD*. Praha : C. H. Beck, 2011, p. IX, notre traduction.

les étudiants du supérieur travaillent avec l'ouvrage indépendamment, sans aide de l'enseignant, il *faut* que l'ouvrage soit conçu de façon autonome – qu'il donne des réponses claires à toutes les questions ou incertitudes possibles qui pourraient naître pendant la lecture de l'ouvrage. C'est aussi pourquoi le *Cahier d'exercices et leurs corrigés en CD* contient aussi les corrigés des exercices. D'où aussi le besoin d'avoir un enseignant pour pouvoir utiliser l'ouvrage PFEG, car nous n'y trouvons pas de réponses aux questions ni de corrigé des évaluations. C'est également la raison pour laquelle l'enseignant qui se sert de l'ouvrage FVPSS est obligé de chercher d'autres moyens et d'autres supports pour faire travailler et mobiliser l'élève.

8.8 Consignes

Ce sous-chapitre comparera les consignes des exercices et des activités. Nous verrons l'impact de leur formulation sur la compréhension de la démarche à prendre.

Tableau IX/ Critère	FVPSS	FVPSS - CD	PFEG
Formulées clairement (pas de confusion) ?	-	OUI	OUI
Mettent-elles l'accent sur l'essentiel ?	-	OUI	OUI
Contiennent-elles les verbes d'action de Bloom ?	-	Partiellement	Partiellement
Leur longueur	-	3,4 verbe / phrase	1,2 verbe / phrase
S'adressent-elles directement à l'élève ?	-	Partiellement	OUI

Ici, nous ne pouvons pas comparer les consignes des deux ouvrages directement entre eux, car l'ouvrage FVPSS n'en contient point, ce qui est dû à l'absence des exercices. C'est pourquoi nous sommes obligés de comparer l'ouvrage PFEG au *Cahier d'exercices et leurs corrigés en CD*.

En principe, il n'y a pas de reproches à faire ni à l'un ni à l'autre ouvrage sur le champ des consignes, car elles sont clairement formulées des deux côtés, elles utilisent les verbes d'action de Bloom dans la mesure d'expliquer la démarche à prendre aux élèves et elles s'adressent directement à l'élève. Néanmoins, les consignes de l'ouvrage FVPSS ne s'adressent pas toujours à l'élève et elles sont plus longues, car, comme il s'agit d'un cahier d'exercices pur, il faut expliquer en détail la situation et les conditions du problème à résoudre.

8.9 Évaluations

Ce sous-chapitre comparera les évaluations de l'acquis. Nous verrons quels types d'évaluations ont été choisis et si l'évaluation est utile et si elle met l'accent sur l'essentiel de l'acquis.

Tableau X/ Critère	FVPSŠ	FVPSŠ - CD	PFEG
Activités d'évaluation ?	NON	OUI, dans le chapitre n°3 (2x) et n°4	OUI, à la fin de tous les chapitres
Méthodes / activités diagnostiques	-	Test à choix multiple	Test à choix multiple, vrai/faux, classement des éléments, complétez le texte, associez, expliquez, questions ouvertes, compréhension écrite
Leur objectif ? (diagnostique, formatif, sommatif?)	-	Diagnostique, formatif, sommatif	Diagnostique, formatif, sommatif
Mettent-elles l'accent sur l'essentiel ?	-	OUI, théorique	OUI, théorique
Corrigé ?	-	OUI	NON

Ici, nous ne pouvons non plus comparer les évaluations des deux ouvrages directement entre eux, car l'ouvrage FVPSŠ n'en contient point. C'est pourquoi nous sommes également obligés de comparer l'ouvrage PFEG au *Cahier d'exercices et leurs corrigés en CD*.

Comme le démontre le tableau précédent, le *Cahier d'exercices et leurs corrigés en CD* se sert uniquement de la méthode diagnostique du type QCM (questions à choix multiple), tandis que les évaluations de l'ouvrage PFEG utilisent des méthodes diagnostiques variées. L'orientation unilatérale aux QCM peut être assez limitante, car elle ne permet pas par exemple d'évaluer la capacité de l'élève à s'exprimer comme le permettent les questions ouvertes.

Le choix de ces méthodes diagnostiques et la présence ou le manque de corrigés correspondent aussi à ce que nous avons évoqué déjà dans le sous-chapitre 8.7, c'est-à-dire au fait de proposer à l'élève des réponses possibles. Tout au long des évaluations, il lui suffit de les comparer entre elles et à la base de son acquis de choisir la plus convenable. C'est pourquoi nous préférons l'évaluation variable de l'ouvrage PFEG qui demande à l'élève d'autres efforts.

Ce qui faut souligner dans le cas des deux ouvrages, c'est l'orientation plutôt théorique des évaluations. Rarement sont demandées des calculs que nous trouvons assez essentiels pour la vie pratique.

8.10 Fonctions

Dans ce sous-chapitre, nous verrons quels types des savoirs (d'acquis) sont transmis aux élèves, et si leurs proportions sont équilibrées.

Tableau XI/ Critère	FVPSS	FVPSS - CD	PFEG
Poursuit-il les fonctions qu'il déclare poursuivre ?	OUI	OUI	Ne les déclare pas
Remplit-il la fonction de :			
➤ Transmission du savoir (connaissances) ?	OUI, absolument	OUI, partiellement	OUI
➤ Transmission du savoir-faire (compétences) ?	OUI, passivement	OUI, activement	OUI, activement
➤ Transmission du savoir-vivre (comportements) ?	OUI, passivement	Partiellement, implicitement	OUI, implicitement
➤ Évaluation des acquis ?	NON	Partiellement	OUI
L'acquis entre les trois est-il équilibré ?	NON	Moyennement	Presque OUI

Comme le démontre le tableau, la première question qu'il faut se poser est : est-ce que les ouvrages mettent en oeuvre les fonctions qu'ils déclarent poursuivre ? Pour l'intégralité de l'ouvrage FVPSS la réponse est oui, car cet ouvrage dispose de l'avant-propos et de l'introduction où ces fonctions sont précisées. Néanmoins, ce n'est pas le cas de l'ouvrage PFEG, qui ne possède pas de partie éditoriale qui aurait expliqué les fonctions de l'ouvrage.

Nous pouvons quand même identifier au moins trois fonctions fondamentales, celles de la transmission des savoirs. Ici, toujours conformément à ce qui a été déjà évoqué auparavant, nous observons que l'ouvrage qui se rapproche le plus du point de l'équilibre entre les trois types de savoirs, c'est l'ouvrage PFEG. L'ouvrage FVPSS, tout seul, se penche plutôt vers la fonction de transmission des connaissances. Les deux autres fonctions ne sont induites que passivement, c'est-à-dire sans que l'élève soit obligé de se mobiliser pour. C'est pourquoi ici, il est convenable de comparer l'intégralité de l'ouvrage FVPSS à l'ouvrage PFEG. C'est le seul moyen pour pouvoir dire que l'intégralité de l'ouvrage FVPSS peut être considérée en équilibre sur le champ des fonctions à transmettre, à l'exception de la transmission des compétences où, comme nous avons vu dans le sous-chapitre 8.7, certaines compétences cruciales manquent.

Enfin, il y a encore un élément qu'il faut souligner, les deux ouvrages ne transmettent l'acquis comportemental que par la voie passive ou implicite. C'est tout à fait logique, car dans la matière des finances personnelles, les ouvrages peuvent proposer la bonne voie à prendre, mais c'est toujours à l'élève de décider si effectivement il va la prendre ou pas.

8.11 Objectifs

Dans ce sous-chapitre, nous nous intéresserons aux objectifs. Nous verrons comment leur bonne définition peut faciliter l'apprentissage de l'acquis aux élèves. Nous verrons également s'il existe un écart entre les objectifs des ouvrages et les objectifs de la mise en place de l'éducation financière dans les deux pays. C'est ici, que nous finirons de répondre à notre hypothèse H7.

Tableau XII/ Critère	FVPSŠ	FVPSŠ – CD	PFEG
Sont-ils formulés de manière explicite ?	OUI	OUI	NON, seulement implicitement
Expriment-ils les compétences à acquérir ?	NON	NON	NON
Sont-ils structurés / hiérarchiques ?	NON	NON	OUI
Écart entre les objectifs déclarés et effectivement réalisables ?	NON	NON	(NON)
Écart entre les objectifs de l'éducation financière et les objectifs réalisables des ouvrages ?	OUI		(OUI)

D'abord, il faut dire que ni dans l'ouvrage FVPSŠ ni dans l'ouvrage PFEG les objectifs pédagogiques ne sont pas formulés explicitement pour chaque chapitre séparément, ce qui serait idéal. Dans l'ouvrage FVPSŠ, ils ne sont formulés que généralement pour l'ensemble de l'ouvrage et ne sont pas concrétisés pour les chapitres individuels tandis que dans l'ouvrage PFEG ils sont implicitement présents dans chaque chapitre en tant que réponse aux questions des titres des chapitres (par exemple Quels acteurs créent la richesse ?). C'est pourquoi dans les deux cas, ils ne sont pas utilisables pour mesurer si l'acquis a été effectivement réalisé auprès les élèves. Cela est dommage, car un objectif clairement et mesurablement formulé permet aux élèves de savoir quelles compétences leur seront demandées et aux enseignants de savoir quelles compétences effectivement demander.

Passons à l'écart entre les objectifs déclarés et ceux réellement atteignables. Les objectifs généraux de l'ouvrage FVPSŠ sont expliqués dans son introduction ainsi :

- « [...] fournir un texte cohérent traitant le sujet de la finance personnelle et familiale.
- [...] transmettre les connaissances et les compétences définies par les Standards de l'éducation financière et

- clarifier quels processus socio-économiques au sens plus large ont pour impact le besoin d'enseigner aux jeunes la finance [...].»⁹⁵

Il est évident que l'objectif premier et troisième ont été effectivement réellement remplis. Le deuxième objectif fait partie de notre hypothèse H7 et d'après ce que nous avons vu dans nos analyses comparées des connaissances et des compétences dans les chapitres 8.6 et 8.7, nous avons le regret de dire qu'il n'était **pas entièrement rempli**. Pour l'ouvrage FVPSŠ, notre partie de l'hypothèse H7 concernant les objectifs a ainsi été refusée.

Pour l'ouvrage PFEG, si nous considérons la déclaration implicite des objectifs de l'ouvrage comme suffisante, nous pouvons constater que vis-à-vis des objectifs de l'éducation financière (c'est-à-dire de transmettre les connaissances et les compétences, voir également les sous-chapitres 8.6 et 8.7) prédéfinis par l'IEFP, il existe un écart. Les objectifs de l'ouvrage PFEG ne correspondent pas **entièrement non plus** aux objectifs de l'éducation financière et notre dernière partie de l'hypothèse H7 concernant les objectifs a aussi été refusée.

8.12 Évaluation globale des ouvrages, nos suggestions et remarques

Pour synthétiser notre analyse comparée dans son ensemble de manière claire et simple, nous proposons encore un tableau comparatif. Il présente les avantages et les inconvénients ou éventuellement les limites des deux ouvrages. De l'ensemble de ce tableau découle toute une série de suggestions que nous proposons aux auteurs des deux ouvrages (et aussi à d'autres) de prendre en considération lors de la prochaine rédaction d'un ouvrage pédagogique.

FVPSŠ		PFEG	
Avantages	Inconvénients / Limites	Avantages	Inconvénients / Limites
Conforme pour être utilisé dans le cadre scolaire	Pas objectifs de compétences par chapitre	Conforme pour être utilisé dans le cadre scolaire	Pas objectifs de compétences par chapitre
4 ans en 1 ouvrage	4 ans en 1 ouvrage	1 année	Pas de volumes suivants
Résumé, glossaire, introduction, CD	Structure décimale trop scientifique	Structure en double page	Absence de partie éditoriale, pas d'explication de comment travailler avec l'ouvrage

⁹⁵ DVOŘÁKOVÁ, Zuzana; SMRČKA, Luboš et al. *Finanční vzdělávání pro střední školy – se sbírkou řešených příkladů na CD*. Praha : C. H. Beck, 2011, p. IX, notre traduction.

Maison d'édition spécialiste en économie et droit	Méthodologiquement sans relief	Méthodologiquement varié, maison d'édition spécialiste en pédagogie	Manque de calculs
Texte complet, clairement expliqué	Abondance de texte, textes trop longs, phrases longues	Textes courtes, phrases plus courtes	
Tableaux, graphiques	Pas d'images, pas de couleur, seulement les niveaux de gris	Documents authentiques, abondance d'images, tableaux, graphiques, schémas, en couleur	
	Ne suscite pas assez l'activité de l'élève	Nécessite la coopération et l'implication de l'élève, mobilise l'élève	
Apprend à comprendre le texte et les tableaux, chercher l'essentiel	N'apprend pas à toutes les connaissances et compétences de l'éducation financière prédéfinies	Apprend à lire ce qui est implicite, interpréter les tableaux, graphiques, schémas, contenus équilibrés	N'apprend pas à toutes les connaissances et compétences de l'éducation financière prédéfinies
Évaluations demandant des calculs	Évaluations irrégulières, seulement QCM, trop théoriques	Évaluations variées à la fin de chaque chapitre	Évaluations plutôt théoriques
	Contenus actuels pour 2011, à long terme temporaire	Contenus actuels pour la période actuelle, à long terme moins temporaire	

Concrètement, voici nos conseils et remarques pour la rédaction des ouvrages pédagogiques :

- Toujours définir de manière explicite et mesurable les objectifs des chapitres individuels, par exemple : (apprendre à) calculer l'intérêt du crédit, (faire) comprendre le mécanisme de la création monétaire, etc.
- Si la matière est répartie sur plusieurs années, préférer un volume de l'ouvrage par année. Même si c'est au détriment de l'accessibilité des informations des années précédentes ou suivantes, cela diminue le poids des cartables.
- Préférer d'avoir la partie éditoriale complète qui explique les objectifs de l'ouvrage et la façon de travailler avec lui.
- Préférer une structure claire et simple. Éviter la structure décimale scientifique là où elle n'est pas conforme aux objectifs pédagogiques (c'est-à-dire de transmettre des savoirs), de l'ouvrage.
- Motiver. Si l'objectif de l'ouvrage est pédagogique, varier la méthodologie et préférer l'activité de l'élève. C'est ainsi que l'élève devra se mobiliser et agir.
- Poser des questions. Faire réfléchir l'élève. Développer des compétences variées pour lui apprendre à employer les connaissances. C'est en faisant que nous apprenons le mieux.
- Varier les formes des contenus (images, textes, schémas, tableaux, graphiques, ...). Faire les interpréter par l'élève.

- Mettre l'accent à l'essentiel. Donner à l'élève des repères.
- Toujours intégrer des évaluations de préférence variées au niveau méthodologique. Préférer des évaluations à la fois équilibrées entre la théorie et la pratique et à la fois régulières, à la fin de chaque étape. C'est ainsi que l'élève obtiendra un retour progressif sur son acquis.
- Lors de la rédaction des ouvrages, prendre en considération l'aspect temporaire des contenus. Trouver un équilibre entre les données temporaires et atemporelles. Par exemple pour les données chiffrées, préférer les données valables à long terme et apprendre les principes de leur utilisation. Proposer des références où trouver des données actuelles ou accompagner l'ouvrage des études de cas avec des chiffres exacts.

Pour compléter, nous aimerions brièvement mentionner **8 principes d'enseignement efficace** que nous avons déjà introduits dans notre Rapport final des études pédagogiques à NIDV. Pour enfin transmettre les savoirs voulus, nous croyons qu'il faut passer par ces 8 étapes. Qu'est-ce qu'il faut alors faire ?

1. « Définissez l'objectif !
2. Motivez !
3. Trouvez des méthodes les plus efficaces et employez-les !
4. Ne perdez pas du temps avec des activités qui ne mènent pas directement à l'objectif !
5. Vérifiez régulièrement le progrès !
6. Tirez des leçons des erreurs !
7. Persistez jusqu'à la réalisation des objectifs !
8. Identifiez-vous avec ces principes et habituez-vous à toujours les employer ! »⁹⁶

Dans notre pratique professionnelle pédagogique actuelle, nous sommes allés encore plus loin dans l'emploi des méthodes à la fois pratiques et efficaces. Nous préférons non seulement la méthodologie issue du concept *C'est en faisant que nous apprenons le mieux*, mais aussi la méthodologie qui fait pénétrer la théorie dans la vie pratique ainsi que la pratique dans la théorie.

Pour être concret, la méthodologie de la *Pratique dans la théorie* se traduit par exemple par **l'emploi des objets réels** qui, au mieux, sont en même temps en lien direct

⁹⁶ FRICOVÁ, Vendula. *Principy efektivní výuky cizího jazyka (francouzštiny)*. Závěrečná práce. Ostrava : NIDV, 2011, p. 28, notre traduction.

avec l'élève. C'est d'autant plus motivant pour l'élève de voir que le contenu du cours le touche personnellement. Pour l'éducation financière il pourrait s'agir des activités coopératives :

- *Ce que j'ai dans mon porte-monnaie ou portefeuille, à quoi cela sert ?* Pour expliquer les moyens de paiement et introduire la création monétaire.
- *Je veux, mais est-ce que je peux ?* Les désirs par rapport au revenu disponible. L'aspect psychologique de l'argent.
- *Analyse des dépliants bancaires* apportés par les élèves-mêmes pour leur apprendre à comprendre les prestations bancaires et les astuces marketing bancaires destinés à persuader le consommateur à acheter. Cette activité peut résulter aussi à d'autres objectifs comme c'est par exemple le choix du meilleur produit financier, etc. Applicable également à d'autres types de dépliants ou offres pécuniaires, pas seulement bancaires.
- *Analyse des contrats* (de vente, de bail, de travail, ...) *et des conditions générales.*
- *Analyse des articles* de presse du point de vue de l'éducation financière. Qu'est-ce qu'ils nous disent ? L'information est-elle pertinente ? Quel effet produit-elle ?
- *De différents cas pratiques, etc.*

Ensuite, la méthodologie inverse, c'est-à-dire celle de la *Théorie en pratique* se traduit par exemple par le fait d'amener l'élève dans la vie courante et de lui demander par exemple de :

- *Trouver l'information* auprès de quel établissement financier dans un espace délimité il est le plus rentable d'échanger une certaine monnaie contre une monnaie étrangère. Applicable sur d'autres objectifs comme par exemple de trouver le taux d'intérêt le plus avantageux etc.
- *Aller déposer une réclamation* d'un produit défectueux.
- *Monter un projet* (réel ou irréel) de groupe avec l'objectif par exemple de trouver des solutions pour rendre un système plus efficace ou plus économique. Le projet peut traiter un sujet directement lié à l'organisme accueillant l'élève.
- *Réaliser un plan ou budget financiers* personnels/familiaux à long terme. Gérer des flux de trésorerie.

Il est évident que nos propositions ne sont encore que des idées. Pour les mettre en place, il faudrait voir la faisabilité réelle qui demanderait sûrement une organisation pédagogique bien maîtrisée, et la coopération des acteurs réels. Nous laissons ces idées à développer par quelqu'un d'autre, car aller encore plus loin que de proposer des idées n'est pas l'objectif de notre travail. Nous souhaitons quand même que nos suggestions et nos remarques soient prises en compte pour les prochaines rédactions des ouvrages pédagogiques dans le domaine de l'éducation financière.

9 LIEN AVEC LE MONDE ACTUEL VS. NOTRE HYPOTHÈSE

Pour faire un point après notre travail, nous traiterons enfin la notion du temps dans l'éducation financière, car « il est parfois reproché à l'éducation financière d'être toujours en retard d'une vague de complexité et d'innovation financière. [C'est que] la mise en place d'outils pédagogiques requiert du temps, et [on] ne serait pas capable de fournir une information suffisamment pertinente par rapport aux produits financiers existant, [et] en constant renouvellement. »⁹⁷

Nous donnerons également une réponse à notre dernière hypothèse H8 qui concerne l'aspect actuel et atemporel des ouvrages comparés vis-à-vis de la situation économique contemporaine. Nous verrons si nos ouvrages reflètent les besoins du monde contemporain, ou pas.

Ici, la première question qu'il faut se poser est : quelles sont les caractéristiques du monde contemporain et des besoins économiques et financiers actuels, et quelles seront les caractéristiques du monde futur et des besoins économiques et financiers futurs.

Pour définir la **situation actuelle**, il suffit de regarder l'évolution des indicateurs macroéconomiques, tels que par exemple le produit intérieur brut (PIB), le taux d'inflation et le taux de chômage, français et tchèques de cette année (2013) et celle de *cinq dernières années*. C'est une période où persistent encore les conséquences de la crise économique déclenchée en 2008. En République tchèque plus qu'en France.⁹⁸ C'est aussi une période où l'endettement des ménages a atteint un niveau effrayant (voir le sous-chapitre 5.4.2). Psychologiquement c'est une période d'incertitude économique, même si certaines voix positives apparaissent. Notamment en République tchèque, mais aussi en France, la demande limitée, la consommation reportée à plus tard et la réticence aux investissements se manifestent. Les consommateurs préfèrent épargner que dépenser ce qui freine d'autant plus le système inflationniste basé sur la consommation. La crise de 2008

⁹⁷ La finance pour tous. *Qu'est-ce que l'éducation financière ?* [online] IEFPP, Wikipedia [Consulté le 14 avril 2013] Accessible sur <http://www.lafinancepourtous.com/IMG/pdf/wikipedia.pdf>, p. 10.

⁹⁸ PIB de la France en 2012 : **0,3 % de croissance**, Source: INSEE, Institut national de la statistique et des études économiques. *Produit intérieur brut (PIB) et ses composantes*. [online] INSEE [Consulté le 12 avril 2013] Accessible sur http://www.insee.fr/fr/themes/comptes-nationaux/tableau.asp?sous_theme=8.1&xml=t_pib_val.

Et PIB de la République tchèque en 2012 : **-1,2 % de croissance** (= **récession**), Source: ČSÚ: Finance.cz. *Vývoj hrubého domácího produktu*. [online] Finance.cz [Consulté le 12 avril 2013] Accessible sur <http://www.finance.cz/makrodata-eu/hdp/statistiky/vyvoj-hdp/>.

n'est pas encore surmontée, c'est pourquoi les besoins actuels visent à apprendre aux consommateurs comment agir dans la période de crise, pour pouvoir la surmonter plus facilement.

Pour définir la **période future**, nous prenons comme repère l'âge du premier élève qui suivra l'enseignement de l'éducation financière jusqu'à la fin du degré secondaire de la scolarité. En République tchèque, il s'agit précisément de l'année scolaire 2009/2010 où l'enseignement de l'éducation financière a débuté,⁹⁹ donc l'année où le premier élève sera éduqué, après 13 années de scolarité dans ce domaine, est l'année 2022. La question est ainsi : quelle sera l'actualité et les besoins économiques *dans 9 ans* ?

Si nous partons de l'idée que la crise sera enfin surmontée, notre élève sera en 2022, d'après ce que nous avons vu dans l'ouvrage FVPSŠ (voir l'actualité dans les sous-chapitres 8.4 et 8.5) prêt pour l'année 2011, voire 2007 d'où proviennent certaines des nombreuses données en chiffres. Pour l'ouvrage PFEG, toujours en faisant référence aux sous-chapitres 8.4 et 8.5, cet aspect actuel est moins présent, car l'ouvrage préfère des données atemporels et valables à long terme. Mais si nous considérons **l'actualité** comme étant les dernières 5 années, comme nous l'avons dit dans un des paragraphes précédents, les deux ouvrages rentrent dans cette fourchette – c'est-à-dire qu'à l'année de leur parution ils étaient tous les deux actuels.

À l'opposé de ce que nous venons de dire se trouve la capacité de l'ouvrage de rester actuel à long terme. C'est là où l'ouvrage FVPSŠ perd en valeur, car à l'heure où nous écrivons ce travail, il a déjà perdu en actualité. C'est alors grâce à cet aspect **atemporel** de l'ouvrage PFEG que nous pouvons constater que notre **hypothèse H8 a été confirmée**.

Imaginons maintenant, hypothétiquement, que les attentes optimistes n'auront pas d'effet et que la crise ne soit pas surmontée, alors un effondrement général du système actuel serait envisageable. L'économiste renommé tchèque Milan Zelený appelle cela une transformation quantitative¹⁰⁰. Il n'est pas seul à proclamer un grand changement. Nous pouvons citer l'auteur français Pierre Jovanovic ou encore Milton Friedman,

⁹⁹ NÚOV, Národní ústav odborného vzdělávání. *Finanční gramotnost: nový prvek školní výuky*. [online] 2008 NÚOV [Consulté le 12 avril 2013] Accessible sur <<http://www.nuov.cz/financni-gramotnost-novy-prvek-skolni-vyuky>>.

¹⁰⁰ ZELENÝ, Milan. *Re-lokalizace: Mysli globálně, jednej lokálně*. [online] 2013, Prof. Milan Zelený, poslední aktualizace: 29. 09. 2011 [Consulté le 12 avril 2013] Accessible sur <http://www.milanzeleny.com/?show=nove_pohledy&lang=cz>.

économiste américain, qui déclare que « Je crois cependant toujours que dans les dix ou quinze ans à venir la zone euro finira par éclater. »¹⁰¹

Dans ce cas, les ouvrages préparent-ils l'élève à l'éventualité d'existence d'un autre système économique avec peut-être d'autres outils financiers ? Peuvent-ils le préparer à vivre dans un système différent ? Contiennent-ils au moins des notions d'un éventuel changement ? Après avoir fait cette recherche dans nos ouvrages, nous trouvons que malheureusement non, sauf le constat de Jan Mühlfeit, président directeur général de Microsoft Europe, dans l'avant-propos de l'ouvrage FVPSŠ.

Il y dit que « pendant les dernières trente années, le capitalisme s'est trop concentré sur le côté du profit à court terme et oubliait de soigner le côté durable à long terme. En pratique cela provoque des crises si redoutables ces derniers temps. » Il ajoute que si nous ne travaillons pas notre intelligence émotionnelle et notre éducation financière, la situation va encore empirer. Tout cela parce que « en période de crise, faute de peur et d'ignorance [les gens] achètent moins qu'ils pourraient, ce qui aggrave la situation encore plus; et en période de croissance ils achètent trop, car ils surestiment le boom et se comparent aux autres [...]. [...] L'émotion en combinaison avec une éducation financière basse sont la voie vers la perte. »¹⁰²

Par rapport à l'émotion de l'individu, il faut se poser aussi des questions cruciales sur l'effet de l'éducation financière. Ce qui est espéré d'une amélioration de l'éducation financière du public, ces attentes, sont-elles réalistes? Une meilleure culture financière se traduit-elle par une modification des comportements individuels? Et, [...], en résulte-t-il des effets positifs significatifs sur le plan économique (augmentation de l'efficacité des marchés financiers, par exemple) ? Contribuera-t-elle à la prévention des crises?¹⁰³ Ou est-ce un moyen pour vendre plus de produits financiers et bancaires ? Ou encore est-ce une manifestation des intentions des groupes de pression (lobby) ?

¹⁰¹ Les Échos. *IDEES Dans la presse étrangère, Milton Friedman : la mort prochaine de l'euro*. [online] 11 Juin 2003, Les Echos n° 18922, p. 77 [Consulté le 13 avril 2013] Accessible sur <http://www.lesechos.fr/11/06/2003/LesEchos/18922-116-ECH_milton-friedman---la-mort-prochaine-de-l-euro.htm>.

¹⁰² DVOŘÁKOVÁ, Zuzana; SMRČKA, Luboš et al. *Finanční vzdělávání pro střední školy – se sbírkou řešených příkladů na CD*. Praha : C. H. Beck, 2011, p. VIII, notre traduction.

¹⁰³ MANZ, Michael. *Rôle et évolution internationale de l'éducation financière*. Dossier L'offre scolaire en culture financière. Revue de La vie économique. 2011, n°6, p. 57-58.

CONCLUSION

Ce mémoire de master a traité le sujet de l'analyse comparée de deux ouvrages de l'éducation financière et de leur lien avec la situation actuelle en République tchèque et en France. D'abord, nous avons défini plusieurs hypothèses que nous avons à l'aide de la méthode de l'analyse comparée soit confirmées soit refusées.

Nous avons trouvé les réponses aux cinq premières hypothèses concernant les connaissances, les comportements et les attitudes des deux nations en comparant les sondages nationaux dans les deux pays. **L'hypothèse H1** disant que les Tchèques ressentent un plus grand besoin d'informations économique et financière que les Français, a été **refusée**. **L'hypothèse H2** disant qu'en matière de connaissances financières, les Tchèques sont à la traîne des Français, n'a été **ni confirmée ni refusée**, car nous n'avons pas disposés de données suffisantes pour pouvoir décider. **L'hypothèse H3** disant que les Tchèques sont lors de la gestion de leur budget familial plus prudents – par exemple ils s'endettent moins que les Français, a été **confirmée**. **L'hypothèse H4** disant que les Tchèques optent pour des placements moins que les Français, a été également **confirmée**. Et **l'hypothèse H5** disant que les Français ont une meilleure perception du risque que les Tchèques, a été aussi **confirmée**.

D'après ces résultats, il ressort qu'en majorité (3 hypothèses confirmées sur 5) les Tchèques se perçoivent correctement et qu'en grande partie les convictions portées sur leurs connaissances, sur leurs comportements et sur leurs attitudes sont vraies. Il est intéressant que, même s'ils connaissent bien l'ampleur de leurs lacunes, que nous n'avons pas pu ni confirmer ni refuser, les Tchèques ressentent moins le besoin d'informations économique et financière que les Français.

L'hypothèse H6 disant que les connaissances et les compétences cibles de l'éducation financière reflètent l'aspect pratique plus en France qu'en République tchèque, a été **refusée**. Nous avons trouvé cette réponse en analysant et en comparant les connaissances et les compétences cibles françaises et tchèques de l'éducation financière entre elles. Il s'agit d'un résultat surprenant, car en République tchèque la façon d'enseigner est souvent critiquée pour son caractère théorique. Est-ce alors un signe de changement ?

Les deux dernières hypothèses ont concerné directement des ouvrages de l'éducation financière tchèque et français. **L'hypothèse H7** disant que les contenus des ouvrages français et tchèque enseignant l'éducation financière correspondent aux objectifs

et aux connaissances et aux compétences prédéfinies pour l'éducation financière, a été **refusée**. Pour obtenir cette réponse également surprenante, nous avons analysé et comparé chaque composante de l'hypothèse à part. À chaque fois, nous avons analysé et comparé les contenus et objectifs prédéfinis par les programmes gouvernementaux de l'éducation financière avec ceux qui ont été effectivement et réellement présentés dans les ouvrages. Même si, préalablement, les ouvrages ont été acceptés pour être utilisés dans le cadre scolaire pour l'enseignement de l'éducation financière dans les deux pays, et même s'ils possèdent la majorité des contenus demandés, ils ne correspondent pas entièrement aux contenus et objectifs prédéfinis. Et pour finir **l'hypothèse H8** disant que l'ouvrage français reflète l'aspect actuel et atemporel plus que l'ouvrage tchèque, a été **confirmée**.

Les plus grands problèmes de comparabilité ont été par exemple la différence de taille des ouvrages, ainsi que le support CD qui accompagne l'ouvrage tchèque et notamment la durée prévue pour l'emploi des ouvrages. L'ouvrage tchèque a été conçu pour quatre ans tandis que l'ouvrage français seulement pour un an. C'est pourquoi nous avons dû pour chaque problème trouver une solution adaptée. Par exemple, pour le dernier problème, nous avons dû ajouter dans la comparaison des ouvrages français complémentaires qui couvrent le restant des enseignements économiques en secondaire.

Grâce à notre analyse comparée des ouvrages, nous avons pu finalement identifier les avantages et les inconvénients ou encore les limites les plus importantes des deux ouvrages. Pour souligner la plus grande différence, personnellement, de point de vue méthodologique, nous préférons l'ouvrage français qui est beaucoup plus varié et exigeant que l'ouvrage tchèque qui est méthodologiquement sans relief. Mais d'autre part, nous trouvons très pratique de proposer de nombreux exercices à calculer dans l'ouvrage tchèque. Idéalement, une combinaison des deux serait parfaite.

Et comme les deux ouvrages ont chacun ses qualités mais aussi ses défauts, à la fin de notre mémoire, nous proposons plusieurs possibilités d'amélioration et de suggestions sur le plan technique ainsi que pédagogique, voire méthodologique. Nous apportons également un commentaire pour accentuer l'importance de refléter le monde actuel, mais de manière atemporelle.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages analysés :

1. DVOŘÁKOVÁ, Zuzana; SMRČKA, Luboš et al. *Finanční vzdělávání pro střední školy – se sbírkou řešených příkladů na CD*. Praha : C. H. Beck, 2011. 336 p. ISBN 978-80-7400-008-9.
2. SARAF, Jacques et al. *Principes Fondamentaux de l'Économie et de la Gestion : Enseignement d'exploration 2e*. Paris : Nathan, 2010. 184 p. ISBN 978-2-09-161399-4.
3. ÉCHAUDÉMAISON, Claude-Danièle et al. *Sciences Économiques et Sociales 2de - Grand format*. Paris : Nathan, 2010. 180 p. ISBN 978-2-09-172604-5.
4. ÉCHAUDÉMAISON, Claude-Danièle et al. *Sciences Économiques et Sociales 1ère - Grand format*. Paris : Nathan, 2011. 408 p. ISBN 978-2-09-172614-4.
5. ÉCHAUDÉMAISON, Claude-Danièle et al. *Sciences Économiques et Sociales Économie approfondie Terminale ES spécialité*. Paris : Nathan, 2012. 144 p. ISBN 978-2-09-172656-4.

Dictionnaires consultés :

1. COLLECTIF LINGEA. *Lingea velký slovník francouzsko-český a česko-francouzský*. Brno : Lingea, 2007. 1375 p. ISBN 978-80-87062-05-0.
2. CORRÉARD, Marie-Hélène, GRUNDY, Valerie. *Le grand dictionnaire Hachette-Oxford français-anglais, anglais-français*. Paris : Hachette Livre, Oxford : Oxford University Press, 2007. 1945 p. ISBN 978-2-01-280595-8.
3. DUCROT, Oswald, TODOROV, Tzvetan. *Dictionnaire encyclopédique des sciences du langage*. Paris : Éditions du Seuil, 1972. 470 p.
4. HOŘEJŠÍ, Vladimír; NEUMANN, Josef. *Velký francouzsko-český slovník*. Praha : Academia, 1992. Vol. 1. A–K. 836 p. – Vol.2. L–Z. 760 p. – *Dodatky*. 372 p. ISBN 80-200-0233-2.
5. *Le petit Larousse : En couleurs*. Paris : Larousse, 2003. 1818 p. ISBN 2-03-530203-X.
6. LOTKO, Edvard. *Slovník lingvistických termínů pro filology*. Olomouc : UPOL 1999. 113 p. ISBN 80-7067-965-4.
7. POHORSKÁ, Renata. *Francouzsko-český finanční slovník*. Plzeň : Fraus, 2002. 305 p. ISBN 80-7238-135-0.
8. *Slovník cizích slov*. Praha : Ottovo nakladatelství, 2000. 720 p. ISBN: 80-736-0289-X.

Bibliographie théorique :

1. ADAM, Jean-Michel. *Éléments de linguistique textuelle : Théorie et pratique de l'analyse textuelle*. Liège : Mardaga, 1990. 265 p. ISBN 2-87009-440-X.
2. ATKINSON, Adele. MESSY, Flore-Anne. *Measuring Financial Literacy: Results of the OECD / International Network on Financial Education (INFE) Pilot Study*. OECD Working Papers on Finance, Insurance and Private Pensions, No. 15, OECD

- Publishing, 2012. 73 p. [online 16. 2. 2013] <<http://dx.doi.org/10.1787/5k9csfs90fr4-en>>.
3. BIGOT, Régis et al. *La culture financière des Français*. Centre de Recherche pour l'Etude et l'Observation des Conditions de Vie (CREDOC). Paris : CREDOC, 2011. 131 p. [online 2. 3. 2013] <http://www.amf-france.org/documents/general/10196_1.pdf>.
 4. CIE. *L'intelligence économique : Guide pratique pour les PME* In Rapport 2006 du Cercle d'Intelligence Economique (CIE) MEDEF Paris, 2006. 51 p. [online 23. 1. 2013] <http://www.cnisf.org/upload/pdf/livre_blanciepme.pdf>.
 5. DAMON, Julien, et al. *L'éducation financière : Le cas du programme Aflatoun né en Inde* In *Politiques sociales : dix innovations venues d'ailleurs : Études détaillées et réflexions sur leur transposition en France*. Paris : Futuribles International, 2009. 131 p. [online 1. 3. 2013] <<http://www.politiquessociales.net/IMG/pdf/RapportFinal.pdf>>.
 6. DARBELNET, Jean; VINAY, Jean-Paul. *Stylistique comparée du français et de l'anglais*. Paris : Marcel Didier, 1958. 331 p.
 7. DARCOS, Xavier; Pointillart, Erik. *Convention Cadre*. Paris : 2009. 3 p. [online 21. 3. 2013] <http://www.lafinancepourtous.com/IMG/pdf/Convention-IEFP-MEN_mai_2009.pdf>.
 8. FRICOVÁ, Vendula. *Principy efektivní výuky cizího jazyka (francouzštiny)*. Závěrečná práce. Ostrava : NIDV, 2011. 33 p.
 9. GREGER, David; JEŽKOVÁ, Věra. *Školní vzdělávání : Zahraniční trendy a inspirace*. Praha : Karolinum, 2007. 268 p. ISBN 80-246-1313-1.
 10. INSTITUT POUR L'ÉDUCATION FINANCIÈRE DU PUBLIC. *Statuts*. Paris : IEFP, 2011. 6 p. [online 21. 3. 2013] <http://www.lafinancepourtous.com/IMG/pdf/Statuts_IEFP_2011_06_17.pdf>.
 11. KLÍNSKÝ, Petr; CHROMÁ, Danuše. *Finanční gramotnost : úlohy a metodika*. Praha : Národní ústav odborného vzdělávání, 2009. ISBN 978-80-87063-26-2. [online 1. 3. 2013] <http://clanky.rvp.cz/wp-content/uploads/prilohy/7625/financni_gramotnost_metodicka_prirucka_pro_ucit_ele.pdf>.
 12. LILICO, Andrew. *Household Indebtedness in the EU*. Brussels : Directorate-general for Internal policies of the Union, European Parliament, 2010. 19 p. [online 24. 3. 2013] <<http://www.europarl.europa.eu/committees/en/cris/studiesdownload.html?languageDocument=EN&file=30657>>.
 13. MAŇÁK, Josef; ŠVEC, Vlastimil. *Výukové metody*. Brno: Paido, 2003. 219 p. ISBN 80-7315-039-5.
 14. MANZ, Michael. *Rôle et évolution internationale de l'éducation financière*. Dossier L'offre scolaire en culture financière. Revue de La vie économique. 2011, n°6. [online 15. 4. 2013] <<http://www.dievolkswirtschaft.ch/fr/editions/201106/Manz.html>>.
 15. MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE. *Le socle commun de connaissances et de compétences*. Direction générale de l'enseignement scolaire, 2006. 27 p. [online 19. 5. 2012] <<http://media.education.gouv.fr/file/51/3/3513.pdf>>.

16. MINISTERSTVO FINANCÍ. *Závěrečná zpráva z výzkumu finanční gramotnosti*. 2007. 31 p. [online 2. 3. 2013] <http://www.mfcr.cz/cps/rde/xbcr/mfcr/Vyzkum_Financni_gramotnost_2007_STE_M_pdf.pdf>.
17. MINISTERSTVO FINANCÍ. *Závěrečná zpráva z měření finanční gramotnosti*. 2010. 88 p. [online 2. 3. 2013] <http://www.mfcr.cz/cps/rde/xbcr/mfcr/EXT_PPT_zaverecna_zprava_mereni_FG_plne_zneni.pdf>.
18. MINISTERSTVO FINANCÍ. *Strategie finančního vzdělávání*. 2007. 19 p. [online 19. 5. 2012] <http://www.mfcr.cz/cps/rde/xchg/mfcr/xsl/ft_strategie_financniho_vzdelavani_34_428.html>.
19. MINISTERSTVO FINANCÍ. *Národní strategie finančního vzdělávání*. 2010. 27 p. [online 22. 1. 2013] <http://www.mfcr.cz/cps/rde/xbcr/mfcr/Narodni_strategie_Financniho_vzdelavani_MF2010.pdf>.
20. MINISTERSTVO ZAHRANIČNÍCH VĚCÍ. DYBA, Karel. *OECD a finanční vzdělávání*, 2010. 12 p. [online 1. 2. 2013] <<http://www.finance-edu.cz/2011/wp-content/uploads/2011/12/Prezentace-Dyba.pdf>>.
21. MOJŽÍŠEK, Lubomír. *Vyučovací metody*. Vyd. 3. Praha: Státní pedagogické nakladatelství, 1988. 324 p.
22. OECD. *Les Principes et les Bonnes Pratiques Relatifs à la Sensibilisation et l'Éducation Financières*. Directorate for financial and enterprise affairs, OECD, 2005. 7 p. [online 22. 1. 2013] <<http://www.oecd.org/fr/finances/educationfinanciere/35108663.pdf>>.
23. OCDE. *Pour une meilleure éducation financière : Enjeux et initiatives*. OCDE, 2005. 140 p. ISBN 9264012575. [online 22. 1. 2013] <<http://www.oecd.org/fr/finances/educationfinanciere/pourunemeilleureeducationfinanciereenjeuxetinitiatives.htm>>.
24. POINTILLART, ERIK. L'éducation financière : Une absolue nécessité. In Rapport moral sur l'argent dans le monde. Association d'économie financière, 2008. 440 p. ISBN 2911144929. [online 3. 3. 2013] <<http://www.lafinancepourtous.com/IMG/pdf/E-Pointillart-Rapport-moral-sur-l-argent-dans-le-monde-2008.pdf>>.
25. PONÍŽIL, Jan. *Výuka ekonomie na středních školách a problematika finanční gramotnosti*. Diplomová práce. Olomouc : UPOL, 2010. 88 p. [online 1. 2. 2013] <<http://theses.cz/id/kyf2a3/34907-929150048.pdf>>.
26. SALON-MICHEL, Daphné et al. *L'éducation financière et budgétaire*. In Rapport 2009-2010 du Comité consultatif du secteur financier. Banque de France, 193 p. [online 19. 5. 2012] <<http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/telechar/publications/rapport-annuel-2009-2010/rapport-annuel-2009-2010integral.pdf>>.
27. SALON-MICHEL, Daphné et al. *L'éducation financière et l'école*. In Rapport 2008-2009 du Comité consultatif du secteur financier. Banque de France, 252 p. [online 19. 5. 2012] <http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/telechar/publications/rapport_annuel_2008_2009/CCSF_2008-09_rapport_integral.pdf>.

28. SOLÁROVÁ, Marie. *Metody výuky*. Podklady k přednáškám z didaktiky. Ostrava : NIDV, 2010.
29. SPOLEČNÝ DOKUMENT MŠMT, MPO, MF ČR: *Systém budování finanční gramotnosti na základních a středních školách*. 2007. 16 p. [online 19. 5. 2012] <http://www.mfcr.cz/cps/rde/xbcr/mfcr/SBFG_25_326-07_.pdf>.
30. TNS SOFRES. *Les connaissances économiques des Français*. Conseil pour la diffusion de la culture économique (CODICE), 2009. 32 p. [online 16. 2. 2013] <<http://www.tns-sofres.com/assets/files/2009.11.13-connaissances-eco.pdf>>.
31. VÝZKUMNÝ ÚSTAV PEDAGOGICKÝ V PRAZE. *Rámcový vzdělávací program pro gymnázia*. Praha: VÚP, 2007. 100 p. ISBN 978-80-87000-11-3. [online 19. 5. 2012] <http://www.vuppraha.cz/wp-content/uploads/2009/12/RVPG-2007-07_final.pdf>.

Sitographie :

1. Dictionnaires Larousse. *Connaissance*. [online] Éditions Larousse. [Consulté le 9 février 2013] Accessible sur <<http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/connaissance/18273>>.
2. Dictionnaires Larousse. *Efficiencie*. [online] Éditions Larousse. [Consulté le 9 février 2013] Accessible sur <<http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/efficiencie/27930>>.
3. Éducation.gouv.fr. *Les enseignements de la classe de seconde*. [online] Ministère de l'éducation nationale, mise à jour : août 2012 [Consulté le 9 avril 2013] Accessible sur <<http://www.education.gouv.fr/cid52692/les-enseignements-nouvelle-seconde.html>>.
4. Éduscol. *Éducation financière*. [online] Ministère de l'éducation nationale, mis à jour le 07 septembre 2012 [Consulté le 21 mars 2013] Accessible sur <<http://eduscol.education.fr/cid48133/education-financiere.html>>.
5. Éduscol. *Programmes du cycle terminal de la voie générale*. [online] Ministère de l'éducation nationale, mis à jour le 17 décembre 2012 [Consulté le 9 avril 2013] Accessible sur <<http://eduscol.education.fr/pid23202-cid46522/programmes-du-cycle-terminal-de-la-voie-generale.html>>.
6. Eurlex. *Communication de la Commission - Éducation financière. /*COM/2007/0808 final*/*. [online] Eurlex [Consulté le 17 mars 2013] Accessible sur <<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2007:0808:FIN:FR:HTML>>.
7. Finance.cz. *Vývoj hrubého domácího produktu*. [online] Finance.cz [Consulté le 12 avril 2013] Accessible sur <<http://www.finance.cz/makrodata-eu/hdp/statistiky/vyvoj-hdp/>>.
8. HESOVÁ, Alena. Metodický portál RVP, inspirace a zkušenosti učitelů. *Testování finanční gramotnosti v rámci šetření PISA*. [online] Portál RVP.cz, 16. 12. 2012 [Consulté le 2 mars 2013] Accessible sur <<http://clanky.rvp.cz/clanek/o/z/16847/TESTOVANI-FINANCNI-GRAMOTNOSTI-V-RAMCI-SETRENI-PISA.html/>>.
9. INSEE, Institut national de la statistique et des études économiques. *Produit intérieur brut (PIB) et ses composants*. [online] INSEE [Consulté le 12 avril 2013]

- Accessible sur http://www.insee.fr/fr/themes/comptes-nationaux/tableau.asp?sous_theme=8.1&xml=t_pib_val.
10. JEDLIČKA, Svatopluk. Asociace finanční a občanské gramotnosti, o. s. *5. mezinárodní konference k finanční gramotnosti*. [online] AFOG 2012, 28. 10. 2012 [Consulté le 2 mars 2013] Accessible sur <http://www.afog.cz/2012/10/5-mezinarodni-konference-k-financni-gramotnosti/>.
 11. JMAD, Moha. *Grille d'évaluation d'un manuel scolaire*. [online] E-monsite [Consulté le 14 mai 2012] Accessible sur <http://jmadoux.e-monsite.com/pages/grille-d-evaluation-d-un-manuel-scolaire.html>.
 12. Knihcentrum.cz. *Finanční vzdělávání pro střední školy se sbírkou řešených příkladů na CD*. [online] Knihcentrum.cz. [Consulté le 14 avril 2013] Accessible sur <http://www.knihcentrum.cz/financni-vzdelavani-pro-stredni-skoly-se-sbirkou-resenych-prikladu-na-cd/d-106431/>.
 13. La finance pour tous. *Qu'est-ce que l'éducation financière ?* [online] IEFP, Wikipedia [Consulté le 14 avril 2013] Accessible sur <http://www.lafinancepourtous.com/IMG/pdf/wikipedia.pdf>.
 14. LAVERGNE, Philippe. Site Magister. *Les types de textes*. [online] Magister 1999-2013 [Consulté le 7 avril 2013] Accessible sur <http://www.site-magister.com/typtxt.htm#formes>.
 15. Les Échos. *IDEES Dans la presse étrangère, Milton Friedman : la mort prochaine de l'euro*. [online] 11 Juin 2003, Les Echos n° 18922, p. 77 [Consulté le 13 avril 2013] Accessible sur http://www.lesechos.fr/11/06/2003/LesEchos/18922-116-ECH_milton-friedman---la-mort-prochaine-de-l-euro.htm.
 16. Les images enchantées. *Le langage des couleurs*. [online] 2010 Les images enchantées [Consulté le 28 mars 2013] Accessible sur <http://couleursdelumiere.voila.net/couleurs.htm>.
 17. Lycée professionnel de l'Étoile. *Taxonomie de Bloom révisée par Anderson*. [online] Académie Aix-Marseille, dernière mise à jour : mardi 2 avril 2013 [Consulté le 23 mars 2013] Accessible sur <http://www.lyc-etoile.ac-aix-marseille.fr/spip/spip.php?article155>.
 18. Ministerstvo financí České republiky. *Výzkumy k finanční gramotnosti*. [online] MFČR [Consulté le 2 mars 2013] Accessible sur http://www.mfcr.cz/cps/rde/xchg/mfcr/xsl/ft_finvzd_vyzkum_gramot.html.
 19. Nathan. *Principes Fondamentaux d'Economie et de Gestion : 2e*. [online] Éditions Nathan 2011 [Consulté le 14 avril 2013] Accessible sur <http://www.nathan.fr/webapps/cpg2-5/default.asp?idcpg=999&accueil=1>.
 20. NÚOV, Národní ústav odborného vzdělávání. *Finanční gramotnost: nový prvek školní výuky*. [online] 2008 NÚOV [Consulté le 12 avril 2013] Accessible sur <http://www.nuov.cz/financni-gramotnost-novy-prvek-skolni-vyuky>.
 21. ZELENÝ, Milan. *Re-lokalizace: Mysli globálně, jednej lokálně*. [online] 2013, Prof. Milan Zelený, poslední aktualizace : 29. 09. 2011 [Consulté le 12 avril 2013] Accessible sur http://www.milanzeleny.com/?show=nove_pohledy&lang=cz.

LISTE DES ANNEXES

IMAGES :

Image n°1 : Couverture de l'ouvrage FVPSŠ

Image n°2 : Couverture du CD FVPSŠ

Image n°3 : Couverture de l'ouvrage PFEG

Image n°4 : Table des matières de l'ouvrage SES seconde

Image n°5 : Table des matières (partie économique) de l'ouvrage SES première

Image n°6 : Table des matières de l'ouvrage SES terminale

TABLEAUX :

Tableau n°1 : Tableau comparatif des définitions

Tableau n°2 : Tableau comparatif du niveau concret des connaissances et compétences à la fin du primaire

Tableau n°3 : Tableau comparatif du niveau concret des connaissances et compétences à la fin de la scolarité obligatoire

Tableau n°4 : Tableau comparatif du niveau concret des connaissances et compétences à la fin du secondaire

Tableau n°5 : Tableau de Vinay et Darbelnet : Niveaux de langue

Tableau n°6 : Tableau comparatif de l'acquis tchèque : les connaissances prédéfinies vs. connaissances réelles dans l'ouvrage FVPSŠ

Tableau n°7 : Tableau comparatif de l'acquis français : les connaissances prédéfinies vs. connaissances réelles dans l'ouvrage PFEG

AUTRES ANNEXES :

Annexe n°1 : Résultats en chiffres des sondages de l'éducation financière en France et en République tchèque

Annexe n°2 : Grille d'évaluation d'un manuel scolaire

Annexe n°3 : CD-ROM

IMAGES

Image n°1 : Couverture de l'ouvrage FVPSŠ



Image n°2 : Couverture du CD FVPSŠ



Image n°3 : Couverture de l'ouvrage PFEG

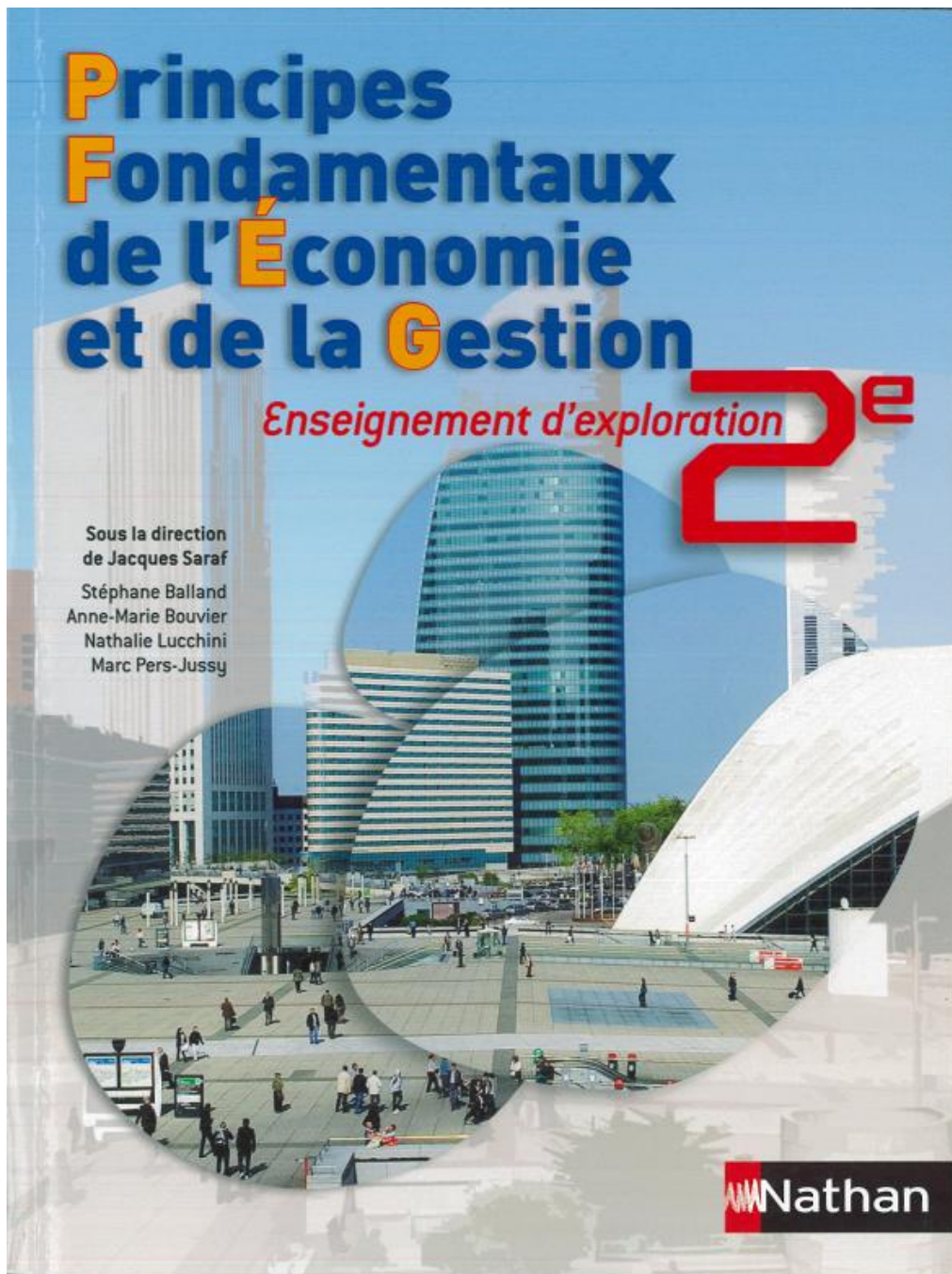


Image n°4 : Table des matières de l'ouvrage SES seconde

SOMMAIRE

■ INTRODUCTION La démarche en SES : l'exemple des réseaux sociaux numériques 8		■ PARTIE 5 Individus et cultures 129	
■ PARTIE 1 Ménages et consommation 13		■ PARTIE 4 Formation et emploi 99	
CHAPITRE 1 Comment les revenus et les prix influencent-ils les choix des consommateurs ? 13		CHAPITRE 7 Le diplôme : un passeport pour l'emploi ? 99	
1 Comment mesurer le revenu disponible et le pouvoir d'achat des ménages ? 14	2 Consommer ou épargner : un choix difficile ? 16	1 Qu'est-ce qu'un emploi ? 100	2 Quelle qualification pour les emplois aujourd'hui ? 102
3 Quelles sont les différentes formes d'épargne ? 18	4 Le crédit à la consommation : une ressource complémentaire à utiliser avec précaution ? 20	3 Le diplôme est-il une protection efficace contre le chômage ? 104	4 La poursuite d'études, un investissement en capital humain ? 106
5 Comment les ménages consomment-ils en fonction de leur revenu ? 22	6 Quels sont les effets du prix sur les choix des consommateurs ? 24	5 Quelle égalité des chances à l'école ? 108	6 Des grandes écoles, pour qui ? 110
> Synthèse 26	> Exercices 28	> Synthèse 112	> Exercices 114
■ PARTIE 2 Entreprises et production 41		■ PARTIE 3 Marchés et prix 71	
CHAPITRE 3 Qui produit des richesses ? 41		CHAPITRE 4 Comment se forment les prix sur un marché ? 71	
1 Tous les biens et services produits sont-ils identiques ? 42	2 Comment différencier les entreprises ? 44	1 Qu'est-ce que le marché ? L'exemple de l'immobilier 72	2 Qu'est-ce que la demande ? L'exemple des carottes bio 74
3 A qui appartiennent les entreprises ? 46	4 Quel rôle ont les administrations publiques dans notre vie ? 48	3 Comment les entreprises déterminent-elles leurs prix ? 76	4 Pourquoi les entreprises ne fixent-elles pas librement leurs prix ? 78
5 Des associations, pour quoi faire ? 50	> Synthèse 52	4 Pourquoi les entreprises ne fixent-elles pas librement leurs prix ? 78	5 Comment schématiser le marché ? 80
> Exercices 54		> Synthèse 82	> Exercices 84
■ PARTIE 6 Savoir-faire 163		■ PARTIE 6 Pollution : comment remédier aux limites du marché ? 85	
CHAPITRE 12 Construire des représentations graphiques avec les logiciels Excel et Calc 163		CHAPITRE 6 La pollution : comment remédier aux limites du marché ? 85	
CHAPITRE 13 Construire un sondage sur Internet 171		1 Comment le marché produit-il des pollutions ? 86	2 Les ressources naturelles peuvent-elles résister aux pressions du marché ? 88
		3 Pourquoi le marché ne lutte-t-il pas spontanément contre la pollution ? 90	4 L'État peut-il influencer le marché ? 92
		5 L'État peut-il contraindre le marché ? 94	> Synthèse 96
		> Exercices 98	
■ Lexique 172		■ Index 176	
■ Corrigés des exercices d'auto-évaluation 177			
■ 5			

Programme de Sciences économiques et sociales 2^{de}

Bulletin officiel spécial n° 4 du 29 avril 2010

Thèmes d'exploration et questionnements associés	Notions à découvrir	Indications complémentaires à l'usage des professeurs
I. Ménages et consommation		
Comment les revenus et les prix influencent-ils les choix des consommateurs ?*	Revenu disponible, consommation, épargne, pouvoir d'achat.	Après avoir constaté que le revenu disponible se répartit entre consommation et épargne et évoqué les différentes formes d'épargne, on montrera à partir de données chiffrées simples que la consommation des ménages dépend à la fois du niveau de leur revenu et du prix des biens. On mettra en évidence les effets dans le temps de l'évolution du pouvoir d'achat sur la structure de la consommation des ménages. On initiera les élèves à interpréter les valeurs significatives que peuvent prendre les élasticités (prix et revenu) pour quelques types de biens en mettant en évidence l'intérêt de cet outil pour l'économiste.
La consommation : un marqueur social ?	Consommation ostentatoire, effets de distinction et d'imitation.	On montrera que les choix de consommation sont socialement différenciés en fonction de la profession, du niveau d'éducation, de l'habitat, de l'âge. On s'interrogera sur l'influence de la mode et de la publicité sur les comportements de consommation.
II. Entreprises et production		
Qui produit des richesses ?*	Entreprise, production marchande et non marchande, valeur ajoutée.	En prenant appui sur quelques exemples significatifs, on sensibilisera les élèves à la diversité des entreprises selon la taille, la nature de leur production, leur mode d'organisation. On précisera en quoi le rôle économique spécifique des entreprises les distingue d'autres organisations productives (administrations, associations).
Comment produire et combien produire ?	Facteurs de production, coûts, productivité, progrès technique.	On montrera comment l'entreprise est amenée à combiner efficacement les facteurs de production en tenant compte de leurs coûts et de leur caractère plus ou moins substituable. On soulignera que cette combinaison peut évoluer au cours du temps, sous l'influence de différents facteurs. On mettra en évidence l'accroissement de la productivité dans le long terme (notamment sous l'action du progrès technique) et ses différents effets.
III. Marchés et prix		
Comment se forment les prix sur un marché ?*	Demande, offre, prix.	On montrera comment dans un modèle simple de marché se fixe et s'ajuste le prix en fonction des variations de l'offre et de la demande. En partant d'un exemple, on construira les courbes d'offre et de demande, on recherchera les facteurs susceptibles d'expliquer leur déplacement et on en analysera l'impact en termes d'augmentation ou de baisse des prix. Ce thème pourra être l'occasion de recourir à un jeu mettant en évidence de manière expérimentale le fonctionnement d'un marché.
La pollution : comment remédier aux limites du marché ?	Effet externe, incitation.	En prenant appui sur l'exemple de la pollution, on montrera que le fonctionnement du marché ne conduit pas nécessairement les producteurs à prendre en compte les coûts sociaux. On présentera les politiques incitatives (taxes, subventions) ou contraignantes (normes) que la puissance publique est conduite à mettre en place pour pallier cette défaillance du marché.
IV. Formation et emploi		
Le diplôme : un passeport pour l'emploi ?*	Emploi, qualification, capital humain.	À partir de données chiffrées, on analysera la relation entre le niveau et la nature des études poursuivies et l'accès à un emploi plus ou moins qualifié. On montrera que la poursuite d'études supérieures est un investissement en capital humain mais qu'elle est aussi influencée par le milieu social.
Le chômage : des coûts salariaux trop élevés ou une insuffisance de la demande ?	Salaire, coût salarial, chômage.	Après avoir sensibilisé les élèves à l'évolution de l'emploi et du chômage dans la période récente, on s'interrogera sur les effets contrastés de l'évolution des salaires sur le niveau de l'emploi en prenant en considération le fait qu'ils constituent à la fois un coût pour chaque entreprise mais aussi une composante du pouvoir d'achat des ménages.
V. Individus et cultures		
Comment devenons-nous des acteurs sociaux ?*	Socialisation, normes, valeurs.	On montrera que la famille et l'école jouent chacune un rôle spécifique dans le processus de socialisation des jeunes. On prendra en compte le caractère différencié de ce processus en fonction du genre et du milieu social.
Comment expliquer les différences de pratiques culturelles ?	Culture, culture de masse.	On mettra en évidence la répartition sociale des choix culturels et des pratiques de loisirs et on s'interrogera sur les facteurs qui l'expliquent. On pourra réinvestir des notions déjà étudiées à propos du thème de la consommation.

*Sur les 10 thèmes du programme, il faut en traiter 8. Les premiers chapitres de chaque partie sont obligatoires.

Savoir-faire applicables à des données quantitatives qui seront mobilisés dans le traitement du programme

- Proportion, pourcentage de répartition.
- Taux de variation, coefficient multiplicateur, indice simple.
- Moyenne arithmétique simple et pondérée, médiane.
- Élasticité prix et élasticité revenu.
- Lecture de tableaux à double entrée, de diagrammes de répartition, de séries chronologiques.

SOMMAIRE	
PARTIE 1 Science économique	11
INTRODUCTION	
Quelques grandes questions que se posent les économistes	12
1 Comment faire des choix individuels et collectifs sous contrainte ?	14
2 Pourquoi acheter à d'autres ce que l'on pourrait faire soi-même ?	16
3 Comment définir et mesurer la richesse d'une nation ?	18
4 Comment répartir les revenus et la richesse ?	20
5 Equilibre ou déséquilibre ?	22
SYNTHÈSE	24
EXERCICES EN +	
VERS LE BAC	
2 Comment l'entreprise produit-elle et mesure-t-elle ses résultats ?	26
1 Comment produire ?	28
A. L'activité productive	28
B. Les recettes et les coûts de production	30
2 La productivité, un concept majeur	32
3 Comment évaluer la performance de l'entreprise ?	34
A. Deux instruments majeurs : le bilan et le compte de résultat	34
B. Différents indicateurs de la performance de l'entreprise	36
Travaux dirigés L'entreprise : naissance et survie	38
SYNTHÈSE	40
EXERCICES EN +	42
VERS LE BAC	43
3 Qu'est-ce qu'un marché ?	44
1 Du marché... aux marchés	46
A. Les caractéristiques du marché	46
B. Différents types de marchés	48
2 L'institutionnalisation du marché	50
A. Le marché, un ordre construit	50
B. Droits de propriété et fonctionnement des marchés	52
4 Quelles sont les principales défaillances du marché ?	82
1 Les lacunes de l'information	84
A. Les asymétries d'information	84
B. Décider en situation d'incertitude	86
2 Les externalités et les biens collectifs	88
A. Les externalités	88
B. Les biens collectifs	90
Travaux dirigés Comment améliorer l'information ?	92
SYNTHÈSE	94
EXERCICES EN +	96
VERS LE BAC	97
5 Comment l'activité économique est-elle financée ?	98
1 Rôle et organisation du système financier	100
A. Un rôle essentiel	100
B. Comment financer ses activités ?	102
C. Deux circuits de financement différents	104
2 L'essor de la nouvelle finance et le risque	106
A. Une extension sans précédent de la finance	106
B. La nouvelle finance dynamise le crédit...	108
C. ... mais accroît les risques	110
Travaux dirigés Le rôle des institutions financières	112
SYNTHÈSE	114
EXERCICES EN +	116
VERS LE BAC	117
6 La monnaie, quelles monnaies ?	118
1 À quoi sert la monnaie ?	120
A. La monnaie est essentielle aux échanges	120
B. La monnaie, facteur de liens social et politique	122
2 La monnaie aujourd'hui	124
A. Les formes actuelles de la monnaie	124
B. La création de monnaie scripturale	126
3 Une création monétaire limitée et contrôlée	128
A. Une création monétaire limitée	128
B. Une création monétaire contrôlée par la Banque centrale européenne	130
Travaux dirigés Monnaies et compétitivité	132
SYNTHÈSE	134
EXERCICES EN +	136
VERS LE BAC	137
7 Quel est le rôle de l'État dans la régulation des économies contemporaines ?	138
1 Remédier aux défaillances du marché et réduire les inégalités	140
A. Les fonctions de l'État	140
B. L'État et les défaillances du marché	142
C. L'État et la redistribution des richesses	144
2 Remédier aux grands déséquilibres macroéconomiques	146
A. Faire face aux déséquilibres extérieurs	146
B. Lutter contre le chômage et les risques d'inflation	148
C. Les politiques économiques et la recherche de l'équilibre	150
8 Comment le budget de l'État permet-il d'agir sur l'économie ?	158
1 La structure du budget de l'État et des autres administrations publiques	160
A. Les dépenses des administrations publiques	160
B. Les recettes des administrations publiques	162
2 Déficit publics et choix budgétaires	164
A. Déficit publics et dette publique : comment en est-on arrivé là ?	164
B. Des mesures budgétaires visant à réduire les déficits publics	166
3 Incidence fiscale et choix des acteurs économiques	168
A. Impact des niches fiscales sur les choix économiques des ménages	169
B. Impact des niches fiscales sur les choix économiques des entreprises	170
Travaux dirigés Deux exemples de choix budgétaires de l'État	172
SYNTHÈSE	174
EXERCICES EN +	176
VERS LE BAC	177
9 Comment les politiques conjoncturelles agissent-elles sur l'économie ?	178
1 Les politiques budgétaires	180
A. La politique budgétaire : un outil pour gérer les fluctuations économiques	180
B. Quels instruments pour la politique budgétaire ?	182
C. Des politiques budgétaires sous contraintes	184
2 Les politiques monétaires	186
A. Quel type de politique monétaire ?	186
B. La politique monétaire et ses résultats	188
Travaux dirigés Éléments de politiques budgétaire et monétaire	190
SYNTHÈSE	192
EXERCICES EN +	194
VERS LE BAC	195
10 Exemples de déséquilibre et d'intervention de l'État	152
SYNTHÈSE	154
EXERCICES EN +	156
VERS LE BAC	157

Image n°6 : Table des matières de l'ouvrage SES terminale

SOMMAIRE		
PARTIE 1	Économie et démographie	11
PARTIE 2	Stratégies d'entreprises et politique de concurrence dans une économie globalisée	49
PARTIE 3	Instabilité financière et régulation	87
FLASHS MÉTHODE		
OUTILS		
<ol style="list-style-type: none"> 1. Calculer un pourcentage de répartition 2. Calculer un taux de variation, un coefficient multiplicateur et un taux de croissance annuel moyen 3. Calculer une moyenne, une médiane et un écart type 4. Distinguer et calculer une donnée en valeur et en volume 5. Calculer une élasticité-prix et une élasticité-revenu 6. Calculer et comprendre la propension moyenne et la propension marginale 7. Calculer et interpréter un indice simple et un indice pondéré 		
124 125 126 127 128 129 130		
SAVOIR-FAIRE		
<ol style="list-style-type: none"> 8. Distinguer corrélation et causalité 9. Interpréter un tableau à double entrée 10. Interpréter un diagramme de répartition 11. Interpréter une série chronologique 12. Interpréter un histogramme 13. Construire et interpréter des courbes de coûts total, moyen et marginal 14. Construire et interpréter une courbe d'offre et une courbe de demande 		
131 132 133 134 135 136 137		
4		
2		
Quel est l'impact des variables économiques et démographiques sur le financement de la protection sociale ?		
<ol style="list-style-type: none"> 1. Quelles variables affectent le financement de la protection sociale ? 2. Quels sont les principaux régimes de retraite ? 3. Comment expliquer les problèmes de financement du régime par répartition ? 4. Comment résorber le déficit des retraites ? 5. Quel est le poids des dépenses de santé ? 6. Pourquoi est-il si difficile de maîtriser les dépenses de santé ? 7. Quelle régulation pour le système de santé ? 		
29 30 32 34 36 38 40 42 44 46		
L'ESSENTIEL		
OBJECTIF BAC		
5		
3		
Dans quelles circonstances les entreprises peuvent-elles exercer un pouvoir de marché ?		
<ol style="list-style-type: none"> 1. Quelles sont les différentes structures de marché ? 2. Quel lien existe-t-il entre profit et pouvoir d'achat ? 3. Quelles sont les propriétés du monopole ? 4. Comment définir l'oligopole naturel ? 5. Quelles sont les stratégies des oligopoles ? 6. Qu'est-ce que la discrimination par les prix ? 7. Comment caractériser les marchés contestables ? 		
49 50 52 54 56 58 60 62 64 66		
L'ESSENTIEL		
OBJECTIF BAC		
6		
4		
Quel est le rôle de la politique de la concurrence ?		
<ol style="list-style-type: none"> 1. Quelle place pour l'État face aux défaillances du marché ? 2. Pourquoi un service public ? 3. Comment justifier les monopoles publics ? 4. Pourquoi les monopoles publics sont-ils contestés ? 5. Réguler par la seule concurrence ? 6. Une libéralisation critiqueable ? 7. Quelle action publique aujourd'hui ? 		
67 68 70 72 74 76 78 80 82 84		
L'ESSENTIEL		
OBJECTIF BAC		
5		
5		
Qu'est-ce que la globalisation financière ?		
<ol style="list-style-type: none"> 1. Comment définir et caractériser la globalisation financière ? 2. Quels sont les principaux marchés de capitaux et leurs acteurs ? 3. Quel rôle pour le marché des produits dérivés ? 4. Le marché des changes : quelle place et quelles fonctions ? 5. La globalisation financière : un phénomène nouveau ? 6. Quel rôle pour les banques commerciales et les banques centrales ? 7. Quelle est la place des fonds d'investissement dans la globalisation financière ? 		
87 88 90 92 94 96 98 100 102 104		
L'ESSENTIEL		
OBJECTIF BAC		
6		
6		
Comment expliquer les crises financières et réguler le système financier ?		
<ol style="list-style-type: none"> 1. « Crises financières » : de quoi parle-t-on ? 2. Pourquoi les marchés de capitaux sont-ils si instables ? 3. Pourquoi des emballements spéculatifs ? 4. Quelle analyse peut-on faire de la crise des <i>subprimes</i> ? 5. Pourquoi les prix des matières premières sont-ils si volatils ? 6. Qu'est-ce que la régulation financière ? 7. Quelle régulation financière aujourd'hui ? 		
105 106 108 110 112 114 116 118 120 122		
L'ESSENTIEL		
OBJECTIF BAC		
6		
6		
Lexique		
Index		
138 142		

Programme d'Économie approfondie T^{er}m ES

Bulletin officiel spécial n° 8 du 13 octobre 2011.

Thèmes du programme	Notions que les élèves doivent connaître et savoir utiliser	Indications complémentaires
<p>► Économie et démographie</p>		
1.1 Comment la dynamique démographique influence-t-elle sur la croissance économique ?	Mouvement naturel, mouvement migratoire, population active, épargne, accumulation du capital, cycle de vie.	On présentera les grandes évolutions démographiques séculaires et on montrera, notamment à l'aide de comparaisons européennes, les différences dans les dynamiques démographiques nationales. En partant de la diversité des taux d'épargne des pays, on introduira la notion de cycle de vie, qui permet une représentation simple des choix individuels de consommation et d'épargne. On montrera qu'elle implique un lien entre l'évolution des structures démographiques (transition, vieillissement, etc.), l'accumulation patrimoniale et la croissance économique. On s'interrogera sur la relation, en économie ouverte, entre épargne, investissement et solde courant de la balance des paiements.
1.2 Quel est l'impact des variables économiques et démographiques sur le financement de la protection sociale ?	Répartition/capitalisation, taux de remplacement, ratio de dépendance, incitations pécuniaires, aléa moral, sélection adverse.	On s'appuiera sur les exemples des retraites et de la santé en privilégiant le cas de la France. On exposera les principes de base des deux grands types de régimes de retraite (répartition et capitalisation). On s'interrogera sur les choix possibles en matière de ressources de ces régimes, de taux de remplacement, de durée de cotisation. On montrera comment la gestion des systèmes de santé est confrontée à la question de l'articulation entre une régulation marchande et une régulation administrée : dans les deux cas se posent des problèmes d'incitation et d'asymétrie d'information (tarification à l'acte ou budget global, libéré d'installation (tarification à l'acte ou budget ticket modérateur, etc.).

► Stratégies d'entreprises et politique de concurrence dans une économie globalisée

2.1 Dans quelles circonstances peuvent-elles exercer un pouvoir de marché ?	Monopole discriminant, barrière à l'entrée, fauteur de prix.	En faisant référence au programme de première, on rappellera la diversité des structures de marché et la notion de pouvoir de marché, qui permet aux entreprises d'élaborer des stratégies concurrentielles. On analysera la nature et la variété des barrières à l'entrée qui expliquent l'existence d'un pouvoir de marché et sa persistance. À l'aide d'exemples simples (tarification dans les transports, dans les télécommunications, etc.), on étudiera les stratégies de prix du monopole discriminant.
2.2 Quel est le rôle de la politique de la concurrence ?	Abus de position dominante, cartel de producteurs, marché pertinent.	En s'appuyant sur des exemples, on montrera que la politique de la concurrence s'exerce non seulement à l'égard des entreprises mais aussi en matière d'intervention publique. On soulignera que cette politique est source de débats quant à la place de l'État dans la production de services collectifs et dans la mise en œuvre de la politique industrielle. On présentera quelques cas dans lesquels les autorités de la concurrence, en France et à l'échelon européen, sont intervenues pour protéger les intérêts des consommateurs.

► Instabilité financière et régulation

3.1. Qu'est-ce que la globalisation financière ?	Actifs financiers, devises, intermédiation financière.	On présentera les principaux marchés financiers (marchés des changes et marchés des capitaux) et le rôle économique de chacun d'entre eux. On identifiera les différents acteurs y réalisant des transactions (entreprises, investisseurs institutionnels, etc.). On insistera sur l'interdépendance des différents marchés et sur l'importance de l'information pour leur fonctionnement. On analysera le triple processus de désintermédiation, déréglementation et décloisonnement qui caractérise l'évolution des marchés des capitaux depuis les années 1990 et conduit à la constitution d'un marché mondial des capitaux.
3.2. Comment expliquer les crises financières et réguler le système financier ?	Aléa moral, risque systémique, comportement mimétique, régulation.	On présentera les mécanismes susceptibles d'engendrer un choc systémique, en insistant particulièrement sur les déséquilibres macroéconomiques, les anticipations mimétiques et l'aléa moral. L'exemple d'un marché de matières premières permettra d'illustrer les problèmes posés par la volatilité des cours. On présentera quelques instruments de régulation des marchés financiers : réglementation prudentielle, contrôle des agents et activités soumis au risque de conflits d'intérêts (agences de notation, titrisation, etc.), contrôle de la finance dérégulée (paradis fiscaux, fonds spéculatifs, etc.), mesures visant une plus grande transparence des marchés.

Savoir-faire applicables aux données quantitatives et aux représentations graphiques

L'enseignement d'économie approfondie doit conduire à la maîtrise de savoir-faire quantitatifs, qui ne sont pas exigés pour eux-mêmes mais pour exploiter des documents statistiques ou pour présenter sous forme graphique une modélisation simple des comportements économiques ou sociaux.

Calcul, lecture, interprétation

- Proportions, pourcentages de répartition
- Moyenne arithmétique simple et pondérée, médiane, écart-type
- Évolutions en valeur et en volume
- Propensions moyenne et marginale à consommer et à épargner
- Élasticité comme rapport d'accroissements relatifs
- Mesures de variation : coefficient multiplicateur, taux de variation, indices simples et pondérés

Lecture et interprétation

- Corrélation et causalité
- Tableaux à double entrée
- Taux de croissance moyen
- Représentations graphiques : histogrammes, diagrammes de répartition, représentation des séries chronologiques y compris les graphiques semi-logarithmiques
- Représentation graphique de fonctions simples (offre, demande, coût) et interprétation de leurs pentes et de leurs déplacements

TABLEAUX

Tableau n°1 : Tableau comparatif des définitions

Critère	Définition 1 (OCDE)	Définition 2 (Banque de France)	Définition 3 (Gouvernement tchèque et ČNB)
Nature	processus	processus permanent	ensemble des connaissances, compétences et attitudes
Assujetti	consommateurs / investisseurs	consommateurs / investisseurs	citoyen
Objectif 1	amélioration des connaissances, compétences	amélioration des connaissances, compétences	-
Objectif 2	sensibilité aux risques et opportunités	appréhender des risques	-
Objectif 3	choix raisonnés	choix raisonnés	gérer le budget personnel ou familial, gérer le bilan familial - façon responsable
Objectif 4	savoir trouver de l'aide	-	-
Objectif 5	prendre des initiatives efficaces	comportements financiers plus responsables et plus efficaces	se présenter aux marchés financiers - façon active
Objectif 6	améliorer le bien-être financier	-	assurer la couverture des besoins financiers et du bien-être de sa famille et de soi- même

Tableau n°2 : Tableau comparatif du niveau concret des connaissances et compétences à la fin du primaire

A LA FIN DU PRIMAIRE			
France		République tchèque	
Connaissances	Compétences	Compétences	Connaissances
	Comprendre qu'il y a des désirs et des besoins.		
	Comprendre que les ressources pour satisfaire les besoins sont limitées.	Donner un exemple et expliquer pourquoi il n'est pas possible de réaliser toutes les dépenses souhaitées.	
L'argent, ensemble de moyens permettant d'acquies des biens ou des services.	Comprendre que les activités économiques permettent de se procurer les biens et services pour satisfaire les besoins.		
Les principales ressources possibles : ressources liées à une activité et autres types de ressources (argent de poche, cadeau, salaire, prestation...).	Comprendre que le travail est un élément déterminant qui permet de se procurer des ressources.		
La monnaie, instrument de paiement. Les formes élémentaires des moyens de paiement (pièces et billets). La monnaie instrument de paiement d'un pays ou d'un groupe de pays (à partir du cas de la France et de l'Euro).	Comprendre que les ressources se présentent aujourd'hui essentiellement sous une forme monétaire.		Les formes de monnaie, les modes de paiement, la banque en tant que régresseur de l'argent.
La notion de dépense individuelle. La notion de prix des biens et des services. La notion de compte; le budget familial. + (*)	Distinguer les ressources des dépenses.	Utiliser l'argent dans des situations quotidiennes. Savoir estimer et vérifier le montant dû et la monnaie rendue lors d'un achat.	La notion du budget, revenus et dépenses des ménages.
La notion d'épargne et les formes élémentaires d'épargne (tirelire ; livret A). Les notions d'emprunt et de dette. La notion d'intérêt.		Expliquer pourquoi épargner, à quel moment emprunter de l'argent et comment rembourser les dettes.	L'épargne, les emprunts.
Les droits élémentaires du consommateur, l'information commerciale et environnementale sur des produits (emballage, affichages). La publicité.			Le droit de réclamation des biens et services défectueux.
Biens et services gratuits / Biens et services non gratuits.			
Les notions d'entreprise (entreprise privée, entreprise publique) et d'organisation.			
La notion de dépense publique. Le budget de l'école.	Comprendre qu'il y a des dimensions morales à l'utilisation de l'argent dans la vie quotidienne.		

Tableau n°3 : Tableau comparatif du niveau concret des connaissances et compétences à la fin de la scolarité obligatoire

France		République tchèque	
A LA FIN DE LA SCOLARITE OBLIGATOIRE			
Connaissances	Compétences	Connaissances	Compétences
	Classer les biens et services selon différents critères.		
La monnaie instrument de paiement, instrument d'échange, instrument d'épargne. Les différentes formes de monnaie (monnaie fiduciaire, monnaie divisionnaire, monnaie scripturale). Les instruments de paiement et les instruments de crédit (pièces et billets, carte de paiement, virement et carte de crédit). La notion de devise et de taux de change.	Distinguer les principaux moyens de paiement.	Donner un exemple et démontrer l'emploi convenable de différents outils et formes du paiement.	La gestion de l'argent.
La nature des besoins (primaires, secondaires) et des différents types de dépenses; La diversité des prix des biens et des services.	Faire des choix comparatifs simples en tant que consommateur et notamment en fonction des prix.	Donner des exemples pour démontrer l'emploi des cartes de paiement de débit et de crédit, expliquer leurs limites.	Prestations bancaires (dépôt, crédit).
Les différentes sources de revenus : revenus d'activité (salaires, honoraires, traitements), revenus de la propriété (loyers, intérêts et dividendes), revenus mixtes (bénéfices industriels et commerciaux), revenus sociaux (allocations et prestations sociales).	Comprendre que les ressources disponibles sont d'origine diverse (notions de revenus, de crédit et d'épargne).	Donner un exemple pour démontrer la formation des prix en tant que somme des charges, des bénéfices et de la TVA. Décrire l'impact de l'offre et de la demande sur la formation des prix et sur ses changements. Décrire l'impact de l'inflation sur la valeur de la monnaie.	La formation des prix. L'inflation.
La notion de solde comptable (équilibre, excédent, déficit).	Construire un budget simple.	Construire un budget simple d'un ménage, identifier les revenus et les dépenses primaires d'un ménage, distinguer les revenus réguliers et non réguliers. Définir les principes des budgets équilibrés, déficitaires et excédentaires.	Le budget des ménages. Les types de budget et leurs différences.
Les principaux types d'épargne ; thésauroisation et placements, épargne liquide et non liquide. Les revenus de l'épargne. Investissement et patrimoine :	Comprendre que la satisfaction de ses besoins peut nécessiter des arbitrages (consommation / investissement ; crédit/épargne ; satisfaction immédiate /	Considérer quelles dépenses sont indispensables.	

<p>investissement et patrimoine immobilier, investissement et patrimoine financier. Les principaux types de crédit aux ménages: crédit à la consommation, crédit personnel, crédit renouvelable ou permanent, crédit immobilier. Intérêt simple - intérêt composé - coût du crédit.</p>	<p>différée).</p>	<p>Identifier et comparer les façons les plus fréquentes de gestion des ressources (consommation, épargne, investissement). Identifier et comparer les façons les plus fréquentes de financement des déficits (crédit, paiement échelonné, crédit-bail). Expliquer la notion d'intérêt du point de vue du créancier et du débiteur.</p>	<p>Produits du marché financier destinés à l'investissement ou à l'acquisition des moyens supplémentaires. Calcul des intérêts.</p>
<p>La notion de contrat : achat, vente, location; assurance ; produit financier.</p>	<p>Comprendre qu'en matière de consommation, d'investissement, d'épargne et de crédit, il y a des risques. Comprendre qu'il est possible de se prémunir contre certains risques (notion d'assurance).</p>	<p>Identifier les types d'assurance les plus fréquents et les moments convenables pour les employer.</p>	<p>L'assurance.</p>
<p>La notion de concurrence et son exercice par les consommateurs. La notion de règle publique. Le taux d'usure. Le téléchargement.</p>	<p>Comprendre qu'il est nécessaire de se procurer des informations pour faire ses choix en matière de consommation, d'investissement, d'épargne et de crédit.</p>	<p>Expliquer comment se défendre en cas du non respect des droits des consommateurs.</p>	<p>Les droits fondamentaux des consommateurs.</p>
<p>Les comptes simplifiés de l'entreprise. Le budget simplifié de l'Etat et celui des collectivités (commune, département, région). La notion d'intermédiation financière. Le rôle des principales institutions financières (banques ; banques centrales ; assurances).</p>	<p>Comprendre que l'utilisation de l'argent a des dimensions sociales (redistribution des revenus).</p>		

Tableau n°4 : Tableau comparatif du niveau concret des connaissances et compétences à la fin du secondaire

A LA FIN DU SECONDAIRE		République tchèque	
France	Compétences	Compétences	Connaissances
Connaissances		Choisir le meilleur type d'assurance en fonction de ses besoins.	L'assurance.
La masse monétaire, ses principales composantes et ses contreparties. La création de monnaie, ses acteurs et ses mécanismes. La notion de parité de pouvoir d'achat ; appréciation et dépréciation d'une monnaie.		Expliquer le principe de l'inflation et ses conséquences sur les revenus des habitants-consommateurs, sur les dépôts et crédits et sur la planification financière à long terme. Donner des exemples de comment remédier à ces conséquences.	L'inflation.
	Comprendre que leurs choix en matière de consommation d'investissement et d'épargne peuvent être conditionnés par des valeurs et attitudes.	Déterminer le prix en tant que somme des charges, des bénéfices et de la TVA. Expliquer comment le prix peut différer en fonction des clients, du lieu, de la période. Identifier les astuces publicitaires courants au niveau des prix (prix HT...) et des offres mensongères.	La formation des prix.
Les différentes formes de comptes bancaires et de livrets d'épargne ; leurs modes de fonctionnement.	Savoir utiliser des services financiers élémentaires et des outils appropriés à la gestion de ses finances personnelles.	Utiliser les outils de paiement les plus courants. Changer la monnaie à l'aide d'un cours de change.	Le paiement en monnaie nationale et étrangère.
Le revenu disponible des ménages. Les notions de revenu brut et de revenu net, de revenu direct et de revenu indirect. Les principaux prélèvements sociaux et fiscaux. Les dépenses de consommation : coefficients budgétaires, coût d'achat, coût d'usage. L'inflation et le pouvoir d'achat. Les dépenses de consommation: coefficients budgétaires, coût d'achat, coût d'usage. Les notions de flux et de stock.	Construire son budget personnel.	À la base de la distinction entre les revenus réguliers et non réguliers, construire le budget du ménage. Proposer des solutions de financement d'un budget déficitaire et des solutions pour un excédent budgétaire.	Le budget des ménages.
La gestion et l'optimisation du budget personnel (rôle du temps, du risque et de l'incertain).	Comprendre la relation entre risques et rendements financiers.	Proposer les possibilités d'emploi des moyens financiers excédentaires (épargne, produits financiers dotés par l'Etat, titres, biens immobiliers...). Choisir la meilleure façon d'investissement et expliquer pourquoi. Choisir le meilleur type de crédit en fonction de ses besoins et justifier son choix. Savoir évaluer les différents moyens de garantie du crédit. Expliquer les moyens de détermination des taux d'intérêt et la différence entre le taux d'intérêt et TAEG (Taux annualisé effectif global/RPSN-roční procentní sazba nákladů).	L'excédent ou le manque des moyens financiers.

<p>Le surendettement. L'investissement socialement responsable.</p>	<p>Comprendre que les choix financiers engagent la responsabilité des consommateurs et des fournisseurs de produits financiers (découvert, surendettement, absence d'assurance...).</p>	<p>Expliquer comment éviter le surendettement.</p>	
<p>Les notions de convention de compte, de contrat d'assurance, de contrat de prêt, de contrat de location, d'abonnement. Les droits et devoirs liés à un contrat (délais de paiement ; délais de rétractation ; réclamation ; opposition). Les services financiers de base (droit au compte, droit au chèque et droit à une carte de paiement).</p>	<p>Mobiliser des sources d'information pertinente en matière de consommation, d'investissement, de crédit et d'épargne. Mobiliser des connaissances juridiques et financières élémentaires en vue d'une première expérience professionnelle ou d'insertion dans la vie active. Lire et signer un contrat, comprendre une feuille de paie.</p>	<p>Donner un exemple d'application des droits du consommateur (lors d'un achat des biens et services y compris les produits financiers). Donner un exemple de conséquences issues de l'ignorance des conditions générales des contrats.</p>	<p>Conventions ou règlements pour la protection du consommateur. Le contenu des contrats.</p>
<p>Le contrat de travail.</p>	<p>Comprendre qu'une partie des ressources de chacun sert au fonctionnement de la collectivité.</p>		
<p>La notion de prélèvement obligatoire. Les notions d'équilibre et de déficits publics. Les notions de dette publique et de dette sociale. Budget de l'Etat et budget social de la nation. Budget de l'Union européenne. Les notions de politique fiscale et de politique budgétaire.</p>	<p>Comprendre les principaux types de dépenses sociales.</p>		
<p>Finance, croissance, fluctuations économiques et crises financières. Finance et développement durable.</p>			
<p>Rôle et fonctionnement des marchés financiers. Les régulations bancaires et financières : modalités et institutions. Globalisation financière. La notion de politique monétaire.</p>			
<p>Les notions de capital social, part sociale, action, obligation. Le financement de l'entreprise.</p>			

Légende :

Thème 1 : L'argent et les moyens de paiement

Thème 2 : Ressources, dépenses et budget personnel

Thème 3 : Crédit, épargne et placements des particuliers

Thème 4 : Droits et responsabilité des consommateurs et des épargnants

Thème 5 : Finance, économie et société

Sujet: Argent (Penize)

Sujet: Gestion économique du ménage (Hospodářeni domácnosti)

Sujet: Produits financiers (Finanční produkty)

Sujet: Droits du consommateur (Práva spotřebitele)

Tableau n°5 : Tableau de Vinay et Darbelnet : Niveaux de langue

Les niveaux de langue

	Tonalité esthétique		spécialisations fonctionnelles			
Bon usage	Langue commune	langue poétique				
		langue littéraire				
		langue écrite	adminis- trative	juridique	scienti- fique	etc.
		langue familière	les jargons			
langue populaire						
Argot						
Langue vulgaire						

Source : Vinay, J.-P.; Darbelnet, J.: *Stylistique comparée du français et de l'anglais*, p. 34.

Tableau n°6 : Tableau comparatif de l'acquis tchèque : les connaissances prédéfinies vs. connaissances réelles dans l'ouvrage FVPSS

ACQUIS TCHÈQUE DANS L'ÉDUCATION FINANCIÈRE - CONNAISSANCES (les années de lycée)	
Connaissances prédéfinies (l'éducation financière)	Connaissances réelles (ouvrage FVPSS-mots clés)
	<p>Psychologie de l'argent : désir, bonheur, argent, autocontrôle, attentes optimistes, illusion du contrôle</p>
	<p>Éducation financière : qualification financière, justice distributive, asymétrie d'information, Stratégie (nationale) de l'éducation financière, main invisible du marché, protection du consommateur, paternalisme, éducation financière sur l'argent, le budget et les prix, Programme-cadre de l'éducation, Programme d'éducation de l'établissement scolaire, Standards de l'éducation financière, Système de renforcement de l'éducation financière dans le cadre de l'enseignement obligatoire et secondaire.</p>
	<p>Évolution démographique : population, taux de natalité, de fertilité et de mortalité, espérance de vie, mortalité infantile, structure démographique, indices démographiques, âge moyen, prévisions démographiques.</p>
	<p>Évolution politique : pensée économique, idéologies politiques, mondialisation, risque économique et politique.</p>
	<p>Évolution économique : Produit intérieur brut, PIB réel, cycle économique, taux d'inflation, inflation, déflation, taux d'intérêt réel et nominal, taux de chômage, taux de change, dette publique externe, appréciation et dépréciation de la monnaie, balance du commerce extérieur, marché du travail, offre et demande de travail, coût du travail, emploi, capacité d'emploi, chômage, candidat, politique de l'emploi, surendettement.</p>
	<p>Changement de la société et des valeurs individuelles : société, procédés d'accélération et de retard, structure sociale, niveau de vie, marché du travail, éducation, valeurs personnelles, famille, travail, responsabilité civique.</p>
	<p>Pauvreté et exclusion sociale dans les pays de l'Union Européenne : pauvreté relative et absolue, "pauvreté moderne", exclusion sociale, dévalorisation du marché du travail, lieu d'exclusion sociale, Espace social européen, Cohésion économique et sociale, transfert de compétences de la politique sociale au niveau communal, Modèle social européen, Stratégie européenne de l'emploi, Comité de la protection sociale, méthode ouverte de coordination, privation matérielle, Agenda social renouvelé, Fonds social européen, taux de propension à la paupérisation, exclusion financière, taux d'endettement excessif, lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, courant principal de l'inclusion sociale.</p>

	<p>Mesures contre la pauvreté en Tchèque : réseau social de sauvetage, minimum vital, minimum d' "existence", misère matérielle, prestations de protection sociale tchèques.</p>
<p>Le paiement en monnaie nationale et étrangère. La formation des prix. L'inflation.</p>	<p>Argent : Monnaie, pièces et billets, étalon-or, taux de rendement, intérêt, liquidité, richesse, monnaie fiduciaire.</p>
<p>Le budget des ménages.</p>	<p>Gestion de budget des ménages : budget familial, revenus réguliers, revenus exceptionnels, dépenses obligatoires, dépenses nécessaires, dépenses superflues, flux de trésorerie, budget excédentaire, équilibré et déficitaire, réserves, liquidité, planification financière, dette, richesse personnelle, consommation du ménage, niveau de vie.</p>
<p>L'excédent ou le manque des moyens financiers. L'assurance.</p>	<p>Produits financiers : marché des capitaux, titres, société anonyme, action, assemblée générale, conseil d'administration, conseil de surveillance, obligation, bourse, analyse fondamentale et technique, épargne-logement, régime complémentaire de retraite, assurance-vie.</p>
<p>Conventions ou règlements pour la protection du consommateur. Le contenu des contrats.</p>	<p>Protection du consommateur : services financiers des organismes de banques de détail, marché financier.</p>

Tableau n°7 : Tableau comparatif de l'acquis français : les connaissances prédéfinies vs. connaissances réelles dans l'ouvrage PFEG

ACQUIS FRANÇAIS DANS L'ÉDUCATION FINANCIÈRE- CONNAISSANCES (toutes les années de lycée confondues)				
Connaissances prédéfinies (l'éducation financière)	Connaissances réelles (ouvrage PFEG, SES)			
	PFEG 2de	SES 2de	SES 1ère	SES Terminale
La masse monétaire, ses principales composantes et ses contreparties. La création de monnaie, ses acteurs et ses mécanismes. La notion de parité de pouvoir d'achat ; appréciation et dépréciation d'une monnaie. Les différentes formes de comptes bancaires et de livrets d'épargne ; leurs modes de fonctionnement.	Fonction de la banque et ses prestations. Gestion des comptes. Création monétaire.	Pouvoir d'achat.	Fonction et formes de la monnaie. Création monétaire.	Profit et pouvoir d'achat.
Le revenu disponible des ménages. Les notions de revenu brut et de revenu net, de revenu direct et de revenu indirect. Les principaux prélèvements sociaux et fiscaux. Les dépenses de consommation : coefficients budgétaires, coût d'achat, coût d'usage. L'inflation et le pouvoir d'achat. Les dépenses de consommation: coefficients budgétaires, coût d'achat, coût d'usage. Les notions de flux et de stock. La gestion et l'optimisation du budget personnel (rôle du temps, du risque et de l'incertain). Le contrat de travail.	Différentes sources de revenus. Consommation. Épargne.	Revenu disponible des ménages. Consommation. Pouvoir d'achat. Coûts.		Épargne. Accumulation du capital.
Les différentes formes de placements financiers. Les différents risques financiers. Les notions de rendement (rendement économique et rendement financier). Le couple rendement/risque. Les mécanismes du crédit (conditions d'octroi, garantie, hypothèque). Le tableau d'amortissement, le TEG et le coût du crédit. Les principaux types de crédit proposés aux jeunes. La rentabilité d'un placement et son calcul. La notion de plus value.	La bourse. Emprunt. Plan d'amortissement. TEG, le coût du crédit, taux d'intérêt.			Actifs financiers. Devises. Inter médiation financière. Régimes complémentaires de retraite. Fonds d'investissement.
Le surendettement. L'investissement socialement responsable. Les notions de convention de compte, de contrat d'assurance, de contrat de prêt, de contrat de location, d'abonnement. Les droits et devoirs liés à un contrat (délais de paiement ; délais de rétractation ; réclamation ; opposition). Les services financiers de base (droit au compte, droit au chèque et droit à une carte de paiement).	L'investissement.			Aléa moral.

<p>La notion de prélèvement obligatoire. Les notions d'équilibre et de déficits publics. Les notions de dette publique et de dette sociale. Budget de l'Etat et budget social de la nation. Budget de l'Union européenne. Les notions de politique fiscale et de politique budgétaire. Finance, croissance, fluctuations économiques et crises financières. Finance et développement durable. Rôle et fonctionnement des marchés financiers. Les régulations bancaires et financières : modalités et institutions. Globalisation financière. La notion de politique monétaire. Les notions de capital social, part sociale, action, obligation. Le financement de l'entreprise.</p>	<p>Secteur public et la redistribution. Régulation. Développement durable. Mondialisation. Delocalisation (import, export).</p>		<p>Richesse d'une nation. Répartition des revenus. Budget équilibré et déséquilibré. Rôle du système financier. Financement Essor de la nouvelle finance. Rôle de l'Etat dans la régulation des économies. Redistribution. Défaillances du marché. Régulation des équilibres macroéconomiques (chômage, inflation). Politiques économiques. La structure du budget de l'Etat. Déficits publics. Incidence fiscale. Politiques budgétaires et monétaires.</p>	<p>Monopole discriminant. Abus de position dominante. Cartel de producteurs. Croissance. Marchés de capitaux. Marchés des changes. Crises financières.</p>
---	---	--	--	--

AUTRES ANNEXES

Annexe n°1 : Résultats en chiffres des sondages de l'éducation financière en France et en République tchèque

Généralités

- 70 % des Français et 75 % des Tchèques sont convaincus que les connaissances économiques et financières sont fondamentales et utiles pour réussir leur vie.¹⁰⁴
- Pourtant 64 % des Français et 39 % des Tchèques se sentent mal ou moyennement informés sur l'économie et la finance et déclarent de ne pas en être contents.¹⁰⁵
- Dans le sondage de CODICE, en matière du niveau des connaissances économiques et financières, les Français ont obtenu la note 9,5 sur 20 (en pourcentage c'est 47,5 % de bonnes réponses aux questions); contrairement aux Tchèques qui auto évaluent leur niveau de connaissances le plus souvent à 3 sur l'échelle de 1 à 5 (60 % de réussite en pourcentage).¹⁰⁶
- Dans la population tchèque ce sont notamment des jeunes et des diplômés de l'enseignement supérieur qui trouvent que d'avoir les connaissances dans ce domaine est important. En France, ce sont également des jeunes et des diplômés de l'enseignement supérieur qui prouvent leur intérêt en économie et en finance par l'obtention des meilleures notes du sondage.¹⁰⁷
- 64 % des Français et 81 % des Tchèques déclarent ne pas avoir suivi de formation en économie et en finance dans le cadre de leur scolarité.
- De plus, les deux nations trouvent utile d'introduire cette formation dans le cadre scolaire, et les Tchèques précisent qu'elle devrait être introduite de préférence au niveau de l'enseignement secondaire. En plus, 77 % des Français adultes trouveraient utile d'organiser l'éducation financière dans le cadre de leur emploi ce qui n'est pas le cas des Tchèques qui avec 34 % auraient préférés d'améliorer leurs compétences et connaissances par la voie passive, c'est-à-dire grâce à des brochures, émissions TV, articles dans la presse, et autres. 25 % des Tchèques auraient opté pour des cours ou séminaires spécialisés.¹⁰⁸

Gestion du budget

- 74 % des Français et 92 % des Tchèques ont plus ou moins connaissance de l'argent qu'ils dépensent ou ont à leur disposition.¹⁰⁹
- 70 % des Français et 66 % des Tchèques (en 2007; en 2010 seulement 45 %) élaborent un budget familial de leurs dépenses et de leurs revenus.¹¹⁰
- 53 % des Français et 72 % des Tchèques n'ont pas rencontré dans 36 ou 12 derniers mois une situation difficile qui aurait demandé de couvrir leurs dépenses par un recours à un prêt ou d'autres moyens de financement.¹¹¹

¹⁰⁴ TNS SOFRES. *Les connaissances économiques des Français*. Conseil pour la diffusion de la culture économique (CODICE), 2009, p. 6. Et MINISTERSTVO FINANČÍ. *Závěrečná zpráva z výzkumu finanční gramotnosti*. 2007, p. 16, notre traduction.

¹⁰⁵ *Ibid*, Codice, p. 23. Et *Ibid*, 2007, p. 11, notre traduction.

¹⁰⁶ *Ibid*, Codice, p. 8. Et *Ibid*, 2007, p. 10, notre traduction.

¹⁰⁷ *Ibid*, Codice, p. 10-11. Et *Ibid*, 2007, p. 17, notre traduction.

¹⁰⁸ *Ibid*, Codice, p. 12. Et *Ibid*, 2007, p. 18-19. Et BIGOT, Régis et al. *La culture financière des Français*. Centre de Recherche pour l'Etude et l'Observation des Conditions de Vie (CREDOC). Paris : CREDOC, 2011, p. 41.

¹⁰⁹ *Ibid*, CREDOC, p. 10. Et MINISTERSTVO FINANČÍ. *Závěrečná zpráva z měření finanční gramotnosti*. 2010, p. 11, notre traduction.

¹¹⁰ *Ibid*, CREDOC, p. 12. Et *Ibid*, 2007, p. 22. Et *Ibid*, 2010, p. 13, notre traduction.

Placements financiers

- 58 % des Français possèdent comme deuxième plus fréquent produit financier un contrat d'assurance vie, contrairement aux Tchèques qui ne sont que 31 % à le posséder. Ces derniers sont à la sixième position surtout après des régimes complémentaires de retraite et des épargnes-logement dotés par l'État. En France, le produit le plus préféré est un livret d'épargne, les Français sont 82 % à le posséder. Ce qui surprend auprès les Tchèques, c'est qu'ils sont 35 % à épargner sous un matelas ou encore ils laissent leurs économies sur leur compte courant. En plus, entre 21 - 11 % des Français font partie des investisseurs dans des actions, obligations, des fonds communs de placements tandis que les Tchèques sont seulement 1 à 4 % à placer leurs finances dans ces types de placements.¹¹²
- 8 % des Français et 12 % des Tchèques ne possèdent aucun placement.¹¹³
- 60 % des Tchèques mettent de l'argent de côté régulièrement. Leurs motifs de création de l'épargne sont la préparation de la retraite (60 % de tous les sondés), les dépenses imprévues (57 % de tous les sondés) et la perte du revenu (35 % de tous les sondés). Nous pouvons ainsi dire que le motif dominant en République tchèque est la préparation de la retraite, tandis qu'en France le motif principal c'est de mettre de l'argent de côté en cas de coup dur (50 % des Français), suivi de l'objectif de la transmission du patrimoine aux enfants et la préparation de la retraite.¹¹⁴
- Avant une décision financière, les Français font confiance en majorité à leur banquier ou à leur entourage. Les Tchèques préfèrent également consulter un employé d'un établissement financier.¹¹⁵

Perception du risque

- 70 % des Français et 54 % des Tchèques sont convaincus qu'il est possible de réduire les risques en diversifiant leurs placements.¹¹⁶
- 72 % des Français et 81 % des Tchèques savent qu'un investissement rentable est lié à un risque élevé. Mais si la question est reformulée, il y a 24 % des Tchèques qui auraient investi dans une offre d'investissement suspecte (hautement rentable, pas risqué et facilement transformable en argent).¹¹⁷

Connaissances financières

- 51 % des Français et 60 % des Tchèques savent qu'un montant de 100 placé à 2 % d'intérêt simple mène à une somme de 102 au bout d'un an. Par contre, 54 % des Français et 40 % des Tchèques savent qu'au bout de cinq ans la somme atteindra plus que 110.¹¹⁸

Pour compléter l'information sur les Tchèques, nous ajoutons d'autres résultats intéressants de l'enquête menée en 2010 :

- La majorité de la population connaît une très large gamme de produits financiers, néanmoins, en grande partie, ils n'en utilisent que les élémentaires.
- 65 % paient leurs engagements à temps.
- 64 % auraient informé le créancier en cas d'insolvabilité. Mais au moment de véritable insolvabilité, 71 % des insolubles ont effectivement reporté leur paiement à plus tard.

¹¹¹ *Ibid*, CREDOC p. 16. Et *Ibid*, 2010, p. 64, notre traduction.

¹¹² *Ibid*, CREDOC, p. 21. Et *Ibid*, 2010, p. 34, 48, notre traduction.

¹¹³ *Ibid*, CREDOC, p. 26. Et *Ibid*, 2010, p. 34, notre traduction.

¹¹⁴ *Ibid*, CREDOC, p. 23. Et *Ibid*, 2010, p. 23, 24, 27 et 31, notre traduction.

¹¹⁵ *Ibid*, CREDOC, p. 29. Et *Ibid*, 2010, p. 45, notre traduction.

¹¹⁶ *Ibid*, CREDOC, p. 54.

¹¹⁷ *Ibid*, CREDOC, p. 55. Et *Ibid*, 2010, p. 69 et 80, notre traduction.

¹¹⁸ *Ibid*, CREDOC, p. 6.

- 62 % déclare savoir la différence entre une carte de débit et de crédit, mais en réalité, ce ne sont que 52 % de ceux qui se sont ainsi prononcés qui savent la vraie différence.
- Légèrement plus de 10 % comprend tout le contenu des contrats.¹¹⁹

Du côté des Français, nous ajoutons que :

- 80 % d'eux se sentent plutôt incompetents dans le domaine des placements financiers.¹²⁰

¹¹⁹ *Ibid*, 2010, p. 3 et 4, notre traduction.

¹²⁰ *Ibid*, CREDOC, p. 38.

Annexe n°2 : Grille d'évaluation d'un manuel scolaire¹²¹

Analyse pédagogique et technique d'un manuel scolaire (Au-delà d'une approche impressionniste)

I- L'analyse technique :

Principaux paramètres à prendre en compte :

- Format: brochage ou cartonnage ?
- Couverture
- Formes et couleurs des illustrations
- Typographie, composition et mise en page
- table des matières, index
- documents d'accompagnement.

- Le parti pris éditorial de l'ouvrage?
- Sa lisibilité?
- Sa facilité d'utilisation?
- Son esthétique?

1- Identification du produit :

Support : livre / format : longueur ? largeur ? épaisseur ? poids ? qualité du papier ?

Destinataires : livre de l'élève/ cahier d'exercices fongible / guide du professeur

Niveau : 1 seul niveau/ segmentation

Pays : utilisation nationale sans « déclinaison » régionale

Fonction : - En classe : avec ou sans l'aide du professeur ? / - Hors de la classe : seul ou avec l'aide des parents ?

Esthétique : illustré / non illustré ?

Mode de communication : 1^{ère} personne ? / 2^{ème} personne ? / 3^{ème} personne ?

2- Analyse du contexte :

Institutionnel : conformité avec les programmes

Economique : est-il à la portée ?

Social : sensibilisation des autres acteurs / pas de sensibilisation

II- L'analyse pédagogique :

- identifier le produit et son contexte
- repérer les indicateurs mesurables
- s'interroger sur le parti pris pédagogique qui sous-tend l'organisation et la composition de l'ouvrage (objectifs poursuivis, méthodes, rythme, acquis à valider)
- déterminer les rôles respectifs assignés à l'élève et à l'enseignant dans l'utilisation du manuel.

¹²¹ <http://jmadoux.e-monsite.com/pages/grille-d-evaluation-d-un-manuel-scolaire.html>

14.5.2012

1- Indicateurs :

Parti pris éditorial : la couverture, le titre, les auteurs et leur statut.

L'avant-propos : à qui s'adresse-t-il ? Explique-t-il le fonctionnement du manuel ? Le discours est-il intelligible ?

La table des matières : Facilite-t-elle la consultation du manuel ?

L'index ? La bibliographie est-elle accessible aux élèves ?

2- Le titre :

Formulation du titre : Fonction pédagogique ? ou plutôt commerciale ?

Le titre reflète-t-il le contenu le plus fidèlement possible ? Les titres des séquences incitent-ils les élèves à entrer avec enthousiasme dans l'apprentissage qui leur est proposé ?

3- Les textes :

Sont-ils diversifiés ? Leurs types ? Leurs sources ? Y a-t-il équilibre entre documents authentiques/textes littéraires ? Textes en prose et poème ?

Présentent-ils un problème de lisibilité ? Typographique ? Linguistique ?

Sont-ils accessibles au niveau des élèves ?

Le lexique (champ lexical, termes techniques, redondance ou nouveauté...)

La syntaxe (longueur des phrases,)

Le style (le récit, le dialogue, la typologie des personnages représentés...)

4- Les illustrations :

Quelle place est accordée aux illustrations ? Qu'apporte-t-elles par rapport aux objectifs d'apprentissage ? Apportent-elles certaines informations que ne contiennent pas les textes ? Leur suppression limiterait-t-elle la compréhension du contenu ? La couleur est-elle utilisée à bon escient ?

5- Les contenus :

Le manuel est-il accessible ? Les contenus sont-ils exacts ? Conformes aux normes scientifiques ?

Quelle représentation de la société sous-tend-il ? Comment représente-t-il les autres sociétés ?

Prend-il en compte les exigences de la réalité culturelle des élèves ?

6- Les fonctions :

Le manuel poursuit-il bien les fonctions qu'il déclare poursuivre ? Remplit-il les fonctions suivantes : fonction de transmission des savoirs ? Fonction de développement des compétences ?

Fonction de l'évaluation des acquis ? Fonction d'éducation sociale et culturelle (savoir-être) ?

Y a-t-il un équilibre entre apports d'informations et acquisition des compétences ?

7- Les objectifs :

Les objectifs sont-ils formulés de manière explicite ? Permettent-ils une réelle évaluation ? Sont-ils organisés de façon à respecter la hiérarchie qui existe entre eux ? Quel est l'écart entre les objectifs déclarés du manuel et les objectifs effectivement réalisables ?

8- Les activités et les exercices :

Le niveau des activités et des exercices est-il adapté à l'âge des élèves ? Les activités proposées sont-elles diversifiées et motivantes ? Quels types d'exercices sont proposés ? de consolidation ? de remédiation ? de dépassement ? Sont-ils rangés par ordre de difficulté croissante ? Les situations proposées respectent-elles un équilibre culturel ? (prénoms de garçons et de filles, situations proches des uns et des autres, situation en milieu rural et en milieu urbain, différentes couches sociales, différentes professions...)

9- Les consignes :

Les consignes sont-elles bien formulées ? (Pas de confusion) Sont-elles comprises ? Mettent-elles l'accent sur ce qui est essentiel ?

La consigne utilise-t-elle les verbes d'action exprimant un comportement vérifiable ? Sont-elles courtes ou plutôt longues ? S'adressent-elles directement à l'élève ?

10- L'évaluation :

Place de l'évaluation dans les manuels ? Diagnostique ? Formative ? Sommative ?

Evaluation globale

Le manuel répond-il aux attentes ?

Le manuel vise-t-il à aider l'enseignant dans la gestion quotidienne des apprentissages ?

Développe-t-il la capacité d'apprendre à apprendre ?

Le manuel met-il l'élève dans une situation exploratoire (à interroger les personnes de son entourage ?)

Les innovations sont-elles à la portée des utilisateurs ?